

Rapport Annuel 08

## Présentation du Groupe CMNE

- 5 Éditorial
- 6 Profil et Chiffres clés
- 7 Implantation
- 8 Organigramme financier
- 9 Organisation du Groupe

## Rapport de Gestion

- 11 Des activités structurées par pôle
  - Pôle Bancassurance France 11
  - Pôle Bancassurance Belux 14
  - Pôle Entreprises 16
  - Pôle Assurances 18
  - Pôle Gestion pour compte de tiers 20
  - Pôle Services et activités diverses 22
- 23 Bilan consolidé
  - Total bilan 24
  - Comptes consolidés au 31/12/08 25
  - Les fonds propres 26
  - Les risques 26
  - Contrôle et audit 35
- 36 Rapport des Commissaires aux Comptes (sur les comptes consolidés)
- 38 Informations sociales
- 43 Responsabilité Sociale de l'Entreprise
- 44 Tendances récentes et perspectives

# Rapport Annuel 08

## Gouvernance et Contrôle Interne

- 46** Composition du Conseil d'administration
- 47** Composition du Comité de Direction
- 48** Rapport du Président du Conseil d'administration
- 57** Rapport des Commissaires aux Comptes (sur le rapport du Président)

## Rapport financier

- 62** États de synthèse
  - Bilan 62
  - Résultat 64
  - Flux de trésorerie nette 65
  - Variation des capitaux propres 66
- 68** Annexe aux comptes consolidés
- 107** Rapport des Commissaires aux Comptes (sur les comptes consolidés)

## Informations Juridiques et Administratives

- 111** Attestation du Directeur Général
- 112** Renseignements de caractère général
- 115** Assemblée Générale Ordinaire du 26 Mai 2009 Texte des résolutions
- 117** Table de concordance
- 118** Coordonnées des sociétés du Groupe



# |Présentation du Groupe CMNE

- 5 ■ Éditorial
- 6 ■ Profil et Chiffres clés
- 7 ■ Implantation
- 8 ■ Organigramme financier
- 9 ■ Organisation du Groupe



Philippe Vasseur



Eric Charpentier

Pour le CMNE, 2008 a été une année contrastée avec une bonne activité des réseaux bancaires, tant en France qu'en Belgique, des pôles entreprises, assurances et gestion pour compte de tiers et des résultats fortement impactés par la crise sans précédent de la finance et de l'économie.

En France, la collecte d'épargne auprès des particuliers a progressé de 14 %, avec des bons résultats en épargne bancaire liés à l'effet « livrets » mais également à une politique dynamique en matière de comptes à terme. L'année a aussi été bonne en crédits, tirée par l'immobilier et les crédits aux professionnels, malgré le ralentissement de la demande constaté au dernier trimestre.

Quant aux crédits aux entreprises, ils ont augmenté de 12 %. Globalement, les risques restent bien maîtrisés. L'activité d'assurances IARD a poursuivi sa progression régulière.

En Belgique, le réseau a gagné 10 000 nouveaux clients avec une activité particulièrement dynamique en épargne bancaire et en crédits. Nous avons adopté un plan de rationalisation des structures pour réduire les charges et renforcer notre efficacité commerciale.

Le chiffre d'affaires du pôle assurances a augmenté de 11 % dans un marché en baisse globalement de 6 %. La collecte réalisée par internet, au travers de plusieurs partenariats, progresse de manière sensible.

Le groupe UFG a bien résisté à la crise, malgré une forte décollecte en gestion alternative, grâce à la solidité de sa gestion de fonds monétaires, la poursuite d'une activité dynamique en immobilier et sur le métier du private equity. Il s'est engagé dans la gestion socialement responsable en reprenant en fin d'année la filiale française de la banque SARASIN, l'un des principaux acteurs de la gestion ISR en France.

Au niveau financier, le CMNE a été confronté, comme les autres établissements, à un renchérissement sensible de la ressource et à la quasi impossibilité d'accéder à des refinancements à moyen et long terme. S'il a été peu concerné par la défaillance de contreparties, sa gestion pour compte propre et les provisions du pôle assurances ont été fortement impactées par l'effondrement des bourses mondiales. En matière de résultats, le Groupe a fait le choix de la transparence sans reporter sur d'autres exercices des charges liées à 2008. Compte tenu du contexte actuel, les résultats sociaux demeurent satisfaisants, mais les résultats consolidés IFRS sont négatifs, les bons résultats du pôle entreprises et du groupe UFG ne suffisant pas pour compenser les résultats négatifs des pôles bancassurance France, Belux et assurances.

Fort de son 1,8 milliard d'euros de fonds propres et avec un ratio de solvabilité Bâle II de plus de 15 %, le CMNE est un groupe solide, prêt à saisir les opportunités qui se présenteront dès la fin de la crise. Pour s'y préparer, il a poursuivi la mise en œuvre des actions inscrites à son plan à moyen terme CMNE 2011, notamment le programme de rénovation de son réseau France, la mise en place d'une organisation dédiée aux professionnels et le développement des produits et services offerts à distance pour répondre aux demandes de sa clientèle. Sa proximité avec ses clients et sociétaires qui lui accordent leur confiance sont ses meilleurs atouts pour saisir les évolutions de leurs besoins et trouver les moyens de les satisfaire.

**Philippe Vasseur**  
Président

**Eric Charpentier**  
Directeur Général



## Le CMNE, c'est...

- **La 1<sup>ère</sup> banque eurorégionale** au Nord de la France.
- **Le 3<sup>ème</sup> des 18 groupes régionaux** qui constituent le Groupe Crédit Mutuel.
- Son champ d'action :
  - **7 départements** sur 3 régions, Nord - Pas-de Calais, Picardie, Champagne-Ardenne,
  - **la Belgique** à travers le Crédit Professionnel,
  - **le Luxembourg**.
- **Un pionnier et un leader de la bancassurance**, une conception originale de la relation bancaire.
- **Un statut coopératif transparent** : une organisation participative qui associe étroitement administrateurs et collaborateurs.
- **Des services fédéraux implantés à Lille et Arras** en appui du réseau des **173 caisses locales** et de **9 centres d'affaires** dédiés aux entreprises.
- **Un groupe structuré en pôles** :
  - Bancassurance France
  - Bancassurance Belux
  - Entreprises
  - Assurances
  - Gestion pour compte de tiers

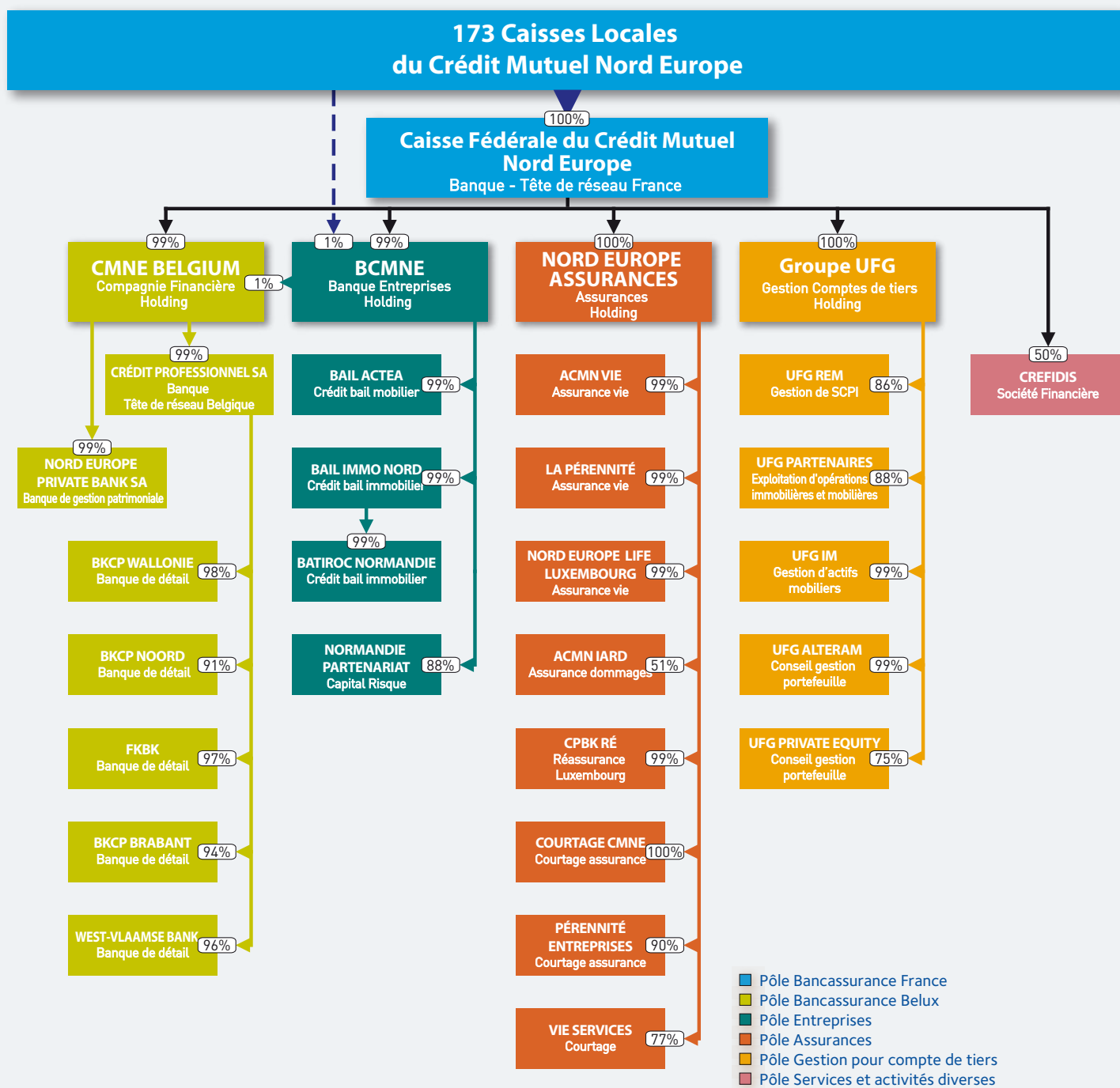
## Les Chiffres clés (au 31/12/2008)

|  |                               |  |               |
|--|-------------------------------|--|---------------|
| › <b>Hommes</b>  |                               | › <b>Bilan</b> (en millions d'euros)   |               |
| Clients et Sociétaires <sup>(1)</sup>                                    | <b>1 177 000</b>              | Total consolidé  | <b>30 248</b> |
| Administrateurs  | <b>2 008</b>                  | Fonds propres réglementaires Bâle II   | <b>1 771</b>  |
| Salariés   | <b>4 018</b>                  |  |               |
| › <b>Réseaux</b>   |                               | › <b>Résultats</b> (en millions d'euros)   |               |
| Points de vente <sup>(2)</sup>   | <b>301</b>                    | Produit net bancaire consolidé   | <b>493</b>    |
| Guichets automatiques <sup>(3)</sup>                                     | <b>344</b>                    | Résultat net comptable consolidé (part du groupe)  | <b>- 69</b>   |
| › <b>Activité</b> (en millions d'euros)                                  |                               | › <b>Ratios</b>  |               |
| Encours ressources comptables  | <b>11 520</b>                 | Ratio de solvabilité Bâle II   | <b>15,15</b>  |
| Encours épargne financière et Assurance<br><i>dont encours Assurance</i> | <b>19 532</b><br><i>7 872</i> | Ratio de solvabilité Bâle II Tier One  | <b>15,10</b>  |
| Encours crédits  | <b>12 449</b>                 | Capital Adequacy Directive   | <b>173</b>    |
| Contrats d'assurance (nombre)  | <b>324 417</b>                |  |               |
|  |                               | (1) Clients des réseaux France et Belux.   |               |
|  |                               | (2) France : 242 points de vente et 9 centres d'affaires<br>Belgique-Luxembourg : 50 agences bancaires |               |
|  |                               | (3) Dont 9 en Belgique   |               |

Situation au 31 décembre 2008

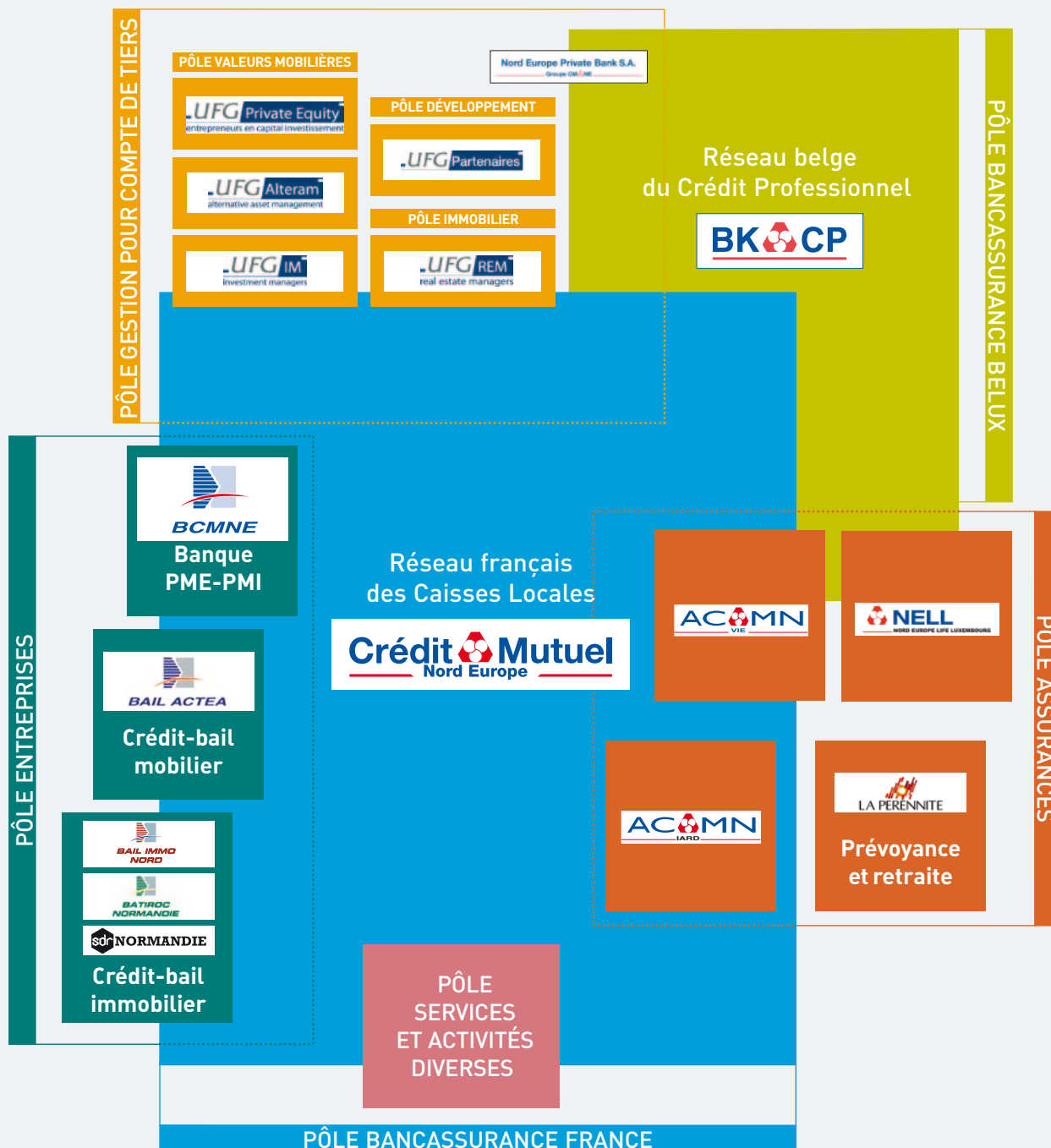


Situation au 31 décembre 2008





Situation au 31 décembre 2008



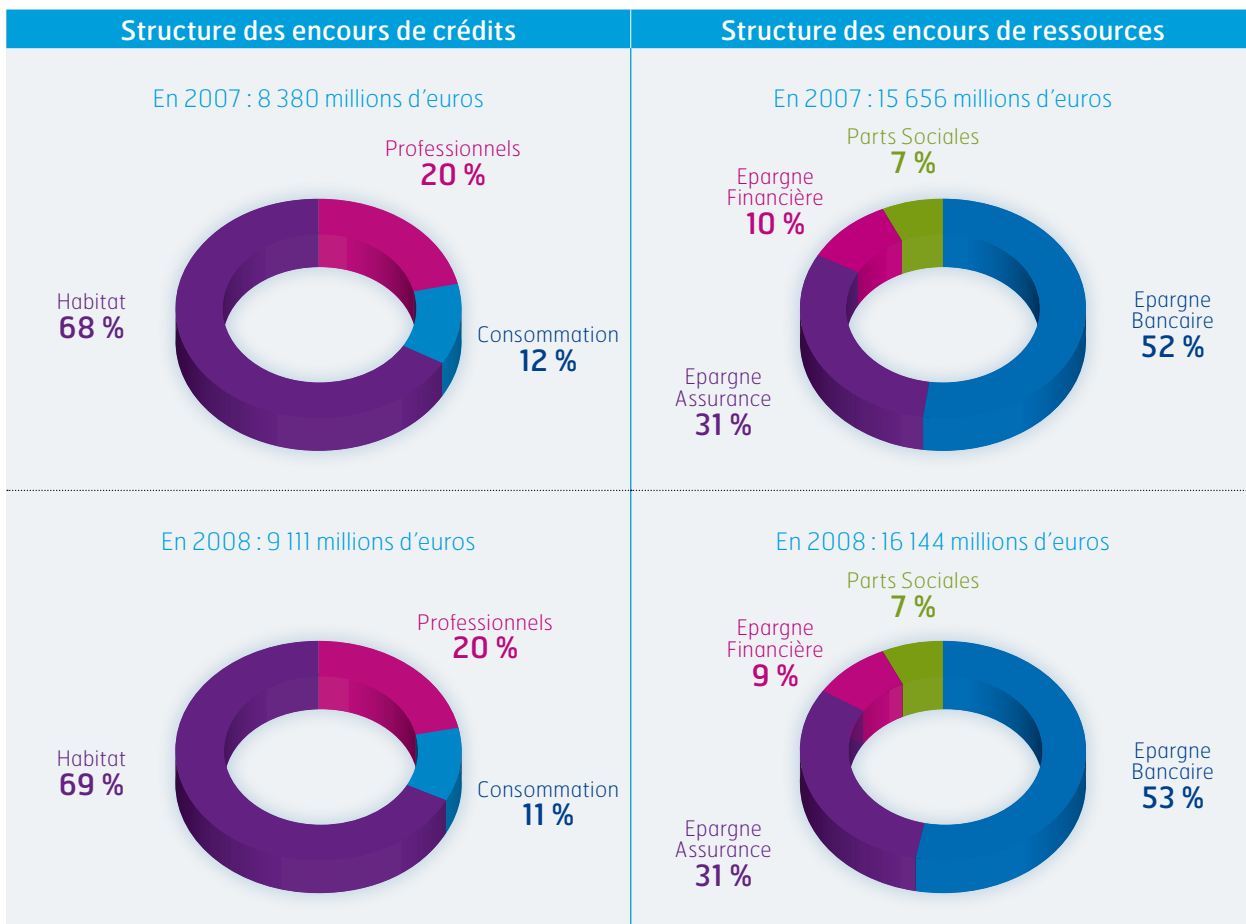
L'organisation du Groupe s'articule en cinq pôles de compétence: trois pôles métiers (Entreprises, Assurances, Gestion pour compte de tiers) et deux pôles réseaux Bancassurance France et Belux. Ce schéma traduit la part contributive de chaque pôle dans le développement des synergies du Groupe, axe majeur du Plan à Moyen Terme 2011.



# |Rapport de Gestion

|           |  |    |
|-----------|--|----|
| <b>11</b> | Des activités structurées par pôle     |    |
|           | ■ Pôle Bancassurance France            | 11 |
|           | ■ Pôle Bancassurance Belux             | 14 |
|           | ■ Pôle Entreprises                     | 16 |
|           | ■ Pôle Assurances                      | 18 |
|           | ■ Pôle Gestion pour compte de tiers    | 20 |
|           | ■ Pôle Services et activités diverses  | 22 |
| <b>23</b> | Bilan et résultat consolidés           |    |
| <b>26</b> | Fonds propres et gestion des risques   |    |
|           | ■ Les fonds propres                    | 26 |
|           | ■ Les risques                          | 26 |
|           | ■ Contrôle et audit                    | 35 |
| <b>36</b> | Informations sociales                  |    |
| <b>41</b> | Responsabilité Sociale de l'Entreprise |    |
| <b>42</b> | Tendances récentes et perspectives     |    |

## L'ambition pour 2011 : « être LA 1<sup>ère</sup> banque de ses clients »



### Une action commerciale soutenue

Malgré la crise, l'activité commerciale a été satisfaisante tant en épargne qu'en crédits, avec une progression respective des encours de 3,1 % et 8,7 %, bien que le marché des crédits ait connu une forte inflexion en fin d'année. Fin 2008, les parts de marché étaient de 7,79% en crédits et 8,73 % en dépôts comptables.

Nos offres groupées de produits et services à un tarif attrayant connaissent un vif succès auprès de notre clientèle : 80 % des particuliers, 55 % des professionnels et 61 % des agriculteurs ont choisi d'y souscrire.

Pour améliorer le service apporté à notre clientèle, nous avons testé un nouveau concept d'agence et la mise en place d'espaces conseils dédiés à la clientèle professionnelle. Le déploiement à l'ensemble de notre réseau sera engagé en 2009.

## Épargne

Les **encours d'épargne** progressent de 4 % à 14,8 milliards d'euros.

La collecte (hors comptes de chèques) s'établit à 893 millions d'euros, soit une progression de 14 % par rapport à 2007.

En millions d'euros

|                    | Collecte 2008   | Encours fin 2008 | Évolution des encours 2008/2007 |
|--------------------|-----------------|------------------|---------------------------------|
| Comptes de chèques | 23 <sup>1</sup> | 1 750            | +0,8%                           |
| Épargne bancaire   | 288             | 6 665            | +7,9%                           |
| Épargne assurance  | 523             | 5 038            | +4,7%                           |
| Épargne financière | 82              | 1 365            | -13,8%                          |
| <b>TOTAL</b>       | <b>893</b>      | <b>14 818</b>    | <b>+3,6%</b>                    |

<sup>1</sup> Solde moyen en comptes de chèques

L'**épargne bancaire** est en forte hausse grâce aux livrets et à la dynamique engagée sur les placements à terme qui a permis de compenser la décollecte en épargne logement.

L'**épargne assurance** confirme son dynamisme avec des encours en hausse de 5 %.

La **collecte d'épargne financière** reste positive malgré un marché particulièrement morose, essentiellement grâce à l'émission d'un emprunt obligataire de 60 millions d'euros.

## Crédits

Les **encours de crédit** progressent globalement de 9 % pour dépasser les 9 milliards d'euros dans un marché qui s'est contracté en fin d'année.

En millions d'euros

|                | Production 2008 | Encours fin 2008 | Évolution des encours 2008/2007 |
|----------------|-----------------|------------------|---------------------------------|
| Consommation   | 543             | 998              | +1,1%                           |
| Habitat        | 1 536           | 6 306            | +11%                            |
| Professionnels | 450             | 1 807            | +5,7%                           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2 529</b>    | <b>9 111</b>     | <b>+8,7%</b>                    |

Les **crédits à la consommation** approchent le milliard d'euros d'encours avec une production de 543 millions d'euros.

Les **crédits à l'habitat** poursuivent leur forte progression, +11 % pour un encours de 6,3 milliards d'euros, dans un marché qui s'est retourné en fin d'année. Un prêt spécial de la banque allemande KfW pour 100 millions d'euros a permis au CMNE d'améliorer son offre aux primo accédants grâce à une bonification de taux d'environ 0,15 %.

Les **crédits aux professionnels**, associations et collectivités progressent eux aussi, +6 % pour un encours de 1,8 milliard d'euros, avec une production de 450 millions d'euros. La progression est plus marquée pour les prêts agricoles alors que la production des autres prêts professionnels est en baisse.



Les résultats de la banque de détail en France s'apprécient au périmètre de la Caisse Fédérale et du réseau des caisses locales. S'y ajoutent les groupements de moyens, Crédifis et l'Immobilière du CMN qui, avec les SCI rattachées, porte l'immobilier d'exploitation.

Comptes consolidés IFRS en milliers d'euros

| ACTIF  | 31/12/08          | 31/12/07          |
|--|-------------------|-------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat         | 348 815           | 362 638           |
| Instruments dérivés de couverture                        | 6 277             | 0                 |
| Actifs financiers disponibles à la vente                 | 3 011 986         | 2 730 154         |
| Prêts et créances sur établissements de crédit           | 6 283 653         | 4 892 190         |
| Prêts et créances sur la clientèle                       | 9 382 737         | 8 630 768         |
| Écart de rééval des PTF couverts en taux                 | 65 880            | 0                 |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance                        | 505 734           | 436 336           |
| Comptes de régularisation et actifs divers               | 387 391           | 341 891           |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | 5 435             | 4 747             |
| Immobilisations corporelles et incorporelles             | 103 609           | 105 855           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>20 101 515</b> | <b>17 504 578</b> |

| PASSIF  | 31/12/08          | 31/12/07          |
|---|-------------------|-------------------|
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 44 730            | 20 822            |
| Instruments dérivés de couverture                 | 85 829            | 11 285            |
| Dettes envers les établissements de crédit        | 2 399 175         | 1 309 156         |
| Dettes envers la clientèle                        | 8 488 966         | 8 018 925         |
| Dettes représentées par un titre                  | 6 993 239         | 5 948 268         |
| Comptes de régularisation et passifs divers       | 191 997           | 251 055           |
| Provisions  | 57 100            | 43 096            |
| Dettes subordonnées                               | 150 794           | 154 756           |
| Intérêts minoritaires                             | 1 034             | 1 150             |
| Capitaux propres hors résultat (part du groupe)   | 1 686 340         | 1 652 799         |
| Résultat de l'exercice (part du groupe)           | 2 312             | 93 266            |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>20 101 515</b> | <b>17 504 578</b> |

| COMPTE DE RÉSULTAT                         | 31/12/08       | 31/12/07       |
|--|----------------|----------------|
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>                | <b>340 159</b> | <b>411 683</b> |
| Frais généraux                             | (269 554)      | (285 901)      |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>        | <b>70 605</b>  | <b>125 782</b> |
| Coût du risque                             | (79 123)       | 3 714          |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>             | <b>(8 518)</b> | <b>129 496</b> |
| Quote-part de résultat des entreprises MEE | 895            | 236            |
| Gains ou pertes sur autres actifs          | (21)           | (22)           |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>        | <b>(7 643)</b> | <b>129 709</b> |
| Impôts sur les bénéfices                   | 9 877          | (36 391)       |
| <b>RÉSULTAT NET TOTAL</b>                  | <b>2 234</b>   | <b>93 318</b>  |
| Intérêts minoritaires                      | (78)           | 52             |
| <b>RÉSULTAT NET (part du groupe)</b>       | <b>2 312</b>   | <b>93 266</b>  |

#### Commentaires et précisions :

Le PNB 2008 est impacté par les conséquences de la crise financière qui se sont traduites par :

- Un renchérissement du coût de la ressource empruntée
- Des variations de valeur négatives sur les portefeuilles valorisés à la juste valeur et impactant le résultat (- 38 M€)
- Une charge nette sur les swaps de trading (- 18 M€)

L'évolution des frais généraux est à mettre au regard d'un reclassement opéré en 2008 portant sur les refacturations désormais traitées en diminution des frais généraux, tandis qu'elles étaient intégrés au PNB jusque fin 2007 (produits des autres activités). L'impact du retraitement porte sur un montant de 15 M€. Le coût du risque intègre les provisions constituées sur les titres Lehman et Regent pour 29 M€. Il enregistre également une provision (cf p. 33) pour risque de contrepartie constituée pour 39 M€ au titre d'un litige intervenu en fin d'exercice pour lequel les procédures en cours n'aboutiront que courant 2009 et début 2010. Le coût du risque 2007 était impacté favorablement par des reprises de provisions pour risques (7 M€). L'impôt sur les bénéfices évolue en lien avec les conditions d'exploitation et le coût du risque.

## L'ambition pour 2011 : « être l'interlocuteur naturel des indépendants et de la clientèle patrimoniale »

En 2008, le pôle bancassurance Belux a fortement développé son activité, tant en collecte d'épargne bancaire au travers du produit BKCP Excellence et de produits hors bilan qu'en production de crédits. Une nouvelle banque régionale, la West-Vlaamse Bank de Bruges, a rejoint le groupe.

En fin d'année, un plan de restructuration a été présenté au conseil d'administration. Il porte sur la fusion de toutes les banques régionales du Groupe en une seule entité et sur la rationalisation des services support. En vue de préserver le développement de l'activité, le plan renforce nos moyens commerciaux. Il s'appuie sur un plan de développement, tant en placements qu'en crédits, ainsi que sur le renforcement des synergies avec les sociétés du groupe, tout en intégrant la distribution dans le cadre d'une architecture ouverte.

### BKCP

Pour répondre aux attentes de sa clientèle, constituée d'indépendants, de PME et de particuliers, en progression de 10 000 nouveaux clients, la banque a enrichi son offre de produits et services. Au périmètre CP<sub>SA</sub> et des banques régionales contrôlées :

- Les encours gérés progressent de 25 % pour atteindre 5 milliards d'euros, grâce notamment à la forte collecte de BKCP excellence à 660 millions d'euros ; la production de crédits augmente de 21 % à 242 millions d'euros.
- Le PNB lié à l'activité commerciale évolue positivement, alors qu'il est globalement en diminution compte tenu du contexte financier difficile.
- Le résultat négatif avant impôts à - 18 millions d'euros s'explique par la détérioration de l'environnement financier et par les provisions passées pour risques et restructurations dans le cadre du plan précité.

### Nord Europe Private Bank

- Les encours gérés ont diminué de 28 % à 305 millions d'euros sous l'effet de la baisse des marchés. L'impact du rachat, fin 2008, des 70 millions d'euros d'actifs d'ATAG Luxembourg SA sera pleinement effectif en 2009. NEPB a également mis en place une offre de pension complémentaire pour les non résidents, non nationaux travaillant à l'étranger pour le compte de firmes françaises ou belges.
- Le résultat net ressort à - 2 millions d'euros.



Le pôle bancaire Belux est constitué des entités détenues par la holding CMNE Belgium : Crédit Professionnel (CP SA), Banque du Brabant, Crédit Professionnel Interfédéral, FKBK, BKCP Securities, BKCP Noord, CP Banque, NEPB et les sociétés et groupements de moyens qui contribuent au fonctionnement de cet ensemble. Sa contribution aux comptes consolidés du groupe CMNE se traduit par les chiffres ci-dessous.

Comptes consolidés IFRS en milliers d'euros

| ACTIF  | 31/12/08         | 31/12/07         |
|--|------------------|------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 26 830           | 32 500           |
| Instruments dérivés de couverture                | 1 252            | 2 884            |
| Actifs financiers disponibles à la vente         | 179 627          | 421 462          |
| Prêts et créances sur établissements de crédit   | 1 437 846        | 1 147 479        |
| Prêts et créances sur la clientèle               | 1 562 769        | 1 436 184        |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance                | 122 877          | 180 535          |
| Comptes de régularisation et actifs divers       | 19 632           | 24 465           |
| Immobilisations corporelles et incorporelles     | 84 872           | 64 236           |
| Écarts d'acquisition                             | 2 343            | 4 258            |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>3 438 048</b> | <b>3 314 003</b> |

| PASSIF  | 31/12/08         | 31/12/07         |
|---|------------------|------------------|
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 190              | 0                |
| Instruments dérivés de couverture                 | 7 843            | 270              |
| Dettes envers les établissements de crédit        | 380 263          | 499 439          |
| Dettes envers la clientèle                        | 2 425 744        | 1 888 171        |
| Dettes représentées par un titre                  | 293 534          | 586 344          |
| Comptes de régularisation et passifs divers       | 24 359           | 25 080           |
| Provisions  | 22 842           | 2 867            |
| Dettes subordonnées                               | 78 879           | 79 556           |
| Intérêts minoritaires                             | 13 483           | 16 679           |
| Capitaux propres hors résultat (part du groupe)   | 212 449          | 213 753          |
| Résultat de l'exercice (part du groupe)           | (21 538)         | 1 844            |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>3 438 048</b> | <b>3 314 003</b> |

| COMPTE DE RÉSULTAT                            | 31/12/08        | 31/12/07        |
|---|-----------------|-----------------|
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>                   | <b>42 556</b>   | <b>63 218</b>   |
| Frais généraux                                | (89 745)        | (73 185)        |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>           | <b>(47 189)</b> | <b>(9 967)</b>  |
| Coût du risque                                | (1 081)         | (2 029)         |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>                | <b>(48 270)</b> | <b>(11 996)</b> |
| Gains ou pertes sur autres actifs             | 5 961           | 1 365           |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | 23 113          | 13 373          |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>           | <b>(19 196)</b> | <b>2 742</b>    |
| Impôts sur les bénéfices                      | (3 313)         | (1 076)         |
| <b>RÉSULTAT NET TOTAL</b>                     | <b>(22 509)</b> | <b>1 666</b>    |
| Intérêts minoritaires                         | (971)           | (178)           |
| <b>RÉSULTAT NET (part du groupe)</b>          | <b>(21 538)</b> | <b>1 844</b>    |

#### Commentaires et précisions

L'intégration de CP Banque s'est traduite par les impacts suivants au bilan :

- Prêts et créances accordés à la clientèle : + 169 M€
- Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance : + 121 M€
- Dettes envers la clientèle : + 180 M€

Hors ces impacts, les évolutions s'expliquent par :

- Un accroissement des prêts et créances sur établissements de crédit de CP SA lié principalement à l'augmentation des fonds collectés au travers des banques régionales replacés auprès de la Caisse Fédérale du CMNE.
- Une diminution des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs détenus jusqu'à l'échéance qui s'explique principalement par la sortie de titres arrivés à échéance au cours de l'exercice 2008.
- Une augmentation des dettes envers la clientèle consécutive à la commercialisation du livret BKCP Excellence par les banques régionales.

Le compte de résultat subit les conséquences de la crise financière qui impacte la marge financière, la valorisation des actifs financiers valorisés à la juste valeur par résultat et les dépréciations à constituer sur certains titres. En 2007, le PNB était favorablement impacté par des cessions de titres. Les frais généraux enregistrent une provision pour près de 20 millions d'euros constituée dans le cadre du plan de restructuration. Le coût du risque est impacté par la provision constituée sur les titres Lehman (2 M€). Les gains sur autres actifs sont issues de plus values consécutives à la cession d'immeubles. Les variations de valeur des écarts d'acquisition enregistrées en 2008 sont consécutives à l'acquisition de la banque régionale WVB, après CP banque en 2007.

## L'ambition pour 2011 : « être la banque partenaire des PME / PMI »

Le pôle Entreprises s'est attaché à renforcer « l'approche pôle » pour assurer un fonctionnement plus fluide, contenir le risque et atteindre une plus grande productivité, avec une action commerciale orientée prioritairement vers les services bancaires de proximité aux PME régionales.

### BCMNE

La BCMNE a continué d'accompagner les PME dans leur développement avec une action marquée dans le financement du cycle d'exploitation. Malgré les effets de la crise économique qui a commencé à se faire sentir dès le début du deuxième trimestre, ses encours de crédits à moyen et long terme ont progressé de 20 % à 394 millions d'euros. De plus, les cautions données et autres engagements par signature s'inscrivent en très forte hausse à 78 millions d'euros, sous l'effet notamment des contre-garanties apportées à ses filiales de crédit-bail.

En millions d'euros

| EMPLOIS [encours moyens]    | 2008       | 2007       |
|-----------------------------|------------|------------|
| Court Terme                 | 109        | 113        |
| Crédits Moyen et Long Terme | 394        | 337        |
| <b>Total des Crédits</b>    | <b>503</b> | <b>450</b> |
| Engagements par signature   | 78         | 45         |
| <b>TOTAL EMPLOIS</b>        | <b>581</b> | <b>495</b> |

En matière de collecte de ressources, la BCMNE a transféré à l'UFG la vente de produits financiers à la clientèle institutionnelle pour se focaliser sur les PME. Globalement, l'épargne collectée auprès de ces dernières augmente de 11 %.

Le développement de l'activité épargne sociale et salariale s'est poursuivi à un rythme très encourageant, bien que les encours aient été impactés par des retraits importants opérés dans le cadre des mesures décidées par les Pouvoirs Publics, le nombre de contrats a été porté à 173, en progression de 44 %.

Le volume des encours de crédits douteux et contentieux diminue de 10 %.

Le produit net bancaire progresse de 7 % et les frais généraux, en baisse de 5 %, sont sous contrôle.

Le RBE progresse de 24 % à 9 millions d'euros et le coût du risque reste contenu à 0,9 million d'euros. Compte tenu d'un profit exceptionnel de près de 2 millions d'euros lié à la cession de l'activité « investisseurs institutionnels » à l'UFG, et des dividendes provenant des filiales de crédit-bail, le résultat net s'établit à 11,5 millions d'euros, en progression de 31 %.

### Bail Actea

La production annuelle réalisée par Bail Actea est pratiquement stable à 363 millions d'euros, avec une attention particulière portée à la qualité des risques. L'encours financier géré progresse de 10 % à 782 millions d'euros.

Le PNB s'établit à 16 millions d'euros et le résultat net comptable à 3,4 millions d'euros, après un coût du risque de 1,5 million d'euros, soit 0,21 % des encours gérés, alors qu'il était inexistant en 2007.

### Bail Immo Nord & Batiroc Normandie

La production réalisée par Bail Immo Nord et Batiroc Normandie atteint 57 millions d'euros, en progression de 4 %.

La concurrence est restée vive sur les nouveaux dossiers compte tenu d'une croissance limitée des investissements immobiliers des PME.

L'encours financier, net des subventions et avances preneur, progresse de 16 % à 239 millions d'euros.

Le PNB reste stable à 5,4 millions d'euros et le résultat net ressort à 0,9 million d'euros après un coût du risque de 1,6 million d'euros.



Le pôle Entreprises est regroupé au sein de la holding BCMNE qui, outre son activité de banque des PME-PMI détient les titres des sociétés spécialisées dans les opérations de crédit bail mobilier et immobilier : Bail Actéa, Bail Immo Nord, Batiroc Normandie et Normandie Partenariat. Les comptes de la SDR Normandie (assurant la gestion extinctive des créances inscrites à son actif) complètent cet ensemble, et contribuent au résultat consolidé pour 1,5 million d'euros au 31 décembre 2008 (0,7 million d'euros en 2007).

Comptes consolidés IFRS en milliers d'euros

| ACTIF  | 31/12/08         | 31/12/07         |
|--|------------------|------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 1                | 3                |
| Actifs financiers disponibles à la vente         | 13 253           | 16 267           |
| Prêts et créances sur établissements de crédit   | 63 096           | 99 445           |
| Prêts et créances sur la clientèle               | 1 584 935        | 1 404 379        |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance                | 0                | 0                |
| Comptes de régularisation et actifs divers       | 36 970           | 30 119           |
| Immobilisations corporelles et incorporelles     | 3 551            | 1 094            |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>1 701 806</b> | <b>1 551 307</b> |

| PASSIF  | 31/12/08         | 31/12/07         |
|---|------------------|------------------|
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 1                | 3                |
| Instruments dérivés de couverture                 | 0                | 0                |
| Dettes envers les établissements de crédit        | 1 205 736        | 1 121 373        |
| Dettes envers la clientèle                        | 231 956          | 167 431          |
| Comptes de régularisation et passifs divers       | 90 450           | 92 102           |
| Provisions  | 1 021            | 639              |
| Intérêts minoritaires                             | 41               | 42               |
| Capitaux propres hors résultat (part du groupe)   | 159 199          | 158 065          |
| Résultat de l'exercice (part du groupe)           | 13 402           | 11 651           |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>1 701 806</b> | <b>1 551 307</b> |

| COMPTE DE RÉSULTAT                   | 31/12/08      | 31/12/07      |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>          | <b>42 199</b> | <b>38 615</b> |
| Frais généraux                       | (21 272)      | (21 514)      |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>  | <b>20 927</b> | <b>17 101</b> |
| Coût du risque                       | (4 080)       | (867)         |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>       | <b>16 847</b> | <b>16 234</b> |
| Gains ou pertes sur autres actifs    | 1 925         | 1 103         |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>  | <b>18 772</b> | <b>17 337</b> |
| Impôts sur les bénéfices             | (5 360)       | (5 685)       |
| <b>RÉSULTAT NET TOTAL</b>            | <b>13 412</b> | <b>11 652</b> |
| Intérêts minoritaires                | 10            | 1             |
| <b>RÉSULTAT NET (part du groupe)</b> | <b>13 402</b> | <b>11 651</b> |

#### Commentaires et précisions :

Les évolutions au bilan traduisent l'activité de financement réalisée par les entités rattachées au pôle, notamment sous forme de crédit bail.

La progression du PNB intègre les plus values sur cessions de titres réalisées par Normandie Partenariat (2 M€).

Après un exercice 2007 particulièrement favorable, le coût du risque subit la dégradation de l'environnement économique.

Les gains sur autres actifs sont relatifs au transfert de l'activité "investisseurs institutionnels" par la BCMNE au groupe UFG, engagé pour partie en 2007.

## L'ambition pour 2011 :

### « être un groupe d'assurances multi-canal et euro-régional »

Dans un marché de l'assurance en baisse globalement de 6 %, le chiffre d'affaires de NEA progresse de 11 % pour atteindre 1,37 milliard d'euros, conformément à l'objectif qu'il s'était fixé.

La collecte nette d'assurance vie de NEA progresse de 7 % à 703 millions d'euros alors que globalement le marché est en retrait de 48 %. L'encours géré par NEA augmente de 13 % à 7,9 milliards d'euros, cette progression tient compte de l'intégration du portefeuille Interpolis de 350 millions d'euros racheté par NELL, la filiale luxembourgeoise. Autre élément marquant de 2008, la collecte réalisée par Internet au travers de plusieurs partenariats, progresse de manière sensible et représente plus de 6 % de la collecte d'épargne.



### ACMN Vie

Dans le contexte économique et financier négatif de l'année, le chiffre d'affaires progresse de 7 % à 889 millions d'euros, notamment celui réalisé grâce au développement des nouveaux réseaux de distribution. La part des unités de comptes dans la collecte ressort à 9 %, contre 21 % en 2007. Quand au résultat net social, il est en diminution à 14 millions d'euros, contre 38 millions d'euros l'année dernière.

### La Pérennité

Le chiffre d'affaires progresse fortement, de 39 % à 338 millions d'euros, grâce au succès du partenariat avec Skandia. La rationalisation des portefeuilles, notamment par des transformations Fourgous, s'est poursuivie. Le résultat ressort à l'équilibre.

### ACMN IARD

Le chiffre d'affaires poursuit sa progression de 4 % à 111 millions d'euros. Dans un contexte très concurrentiel, le nombre d'affaires nouvelles et le stock continuent de croître, le taux d'équipement et la part de marché s'améliorent. Le résultat net baisse de 42 % à 5 millions d'euros en raison de l'augmentation de la sinistralité et notamment de la tornade d'Hautmont.

### NELL

Les encours triplent pour atteindre 500 millions d'euros, en particulier grâce au rachat du portefeuille de la société Interpolis. Les frais généraux progressent de 67 % à 1,5 million d'euros. Le résultat net ressort à - 8,5 millions d'euros, compte tenu des moins values latentes.



Le pôle Assurances est constitué des entités détenues par la holding Nord Europe Assurances (NEA) : ACMN IARD, ACMN Vie, La Pérennité, CPBK Re, Nord Europe Life Luxembourg, Courtage Crédit Mutuel Nord Europe, Pérennité Entreprises et Vie Services. Sa contribution aux comptes consolidés du groupe CMNE se traduit par les chiffres suivants.

Comptes consolidés IFRS en milliers d'euros

| ACTIF  | 31/12/08         | 31/12/07         |
|--|------------------|------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 5 933 586        | 5 935 293        |
| Actifs financiers disponibles à la vente         | 2 157 378        | 1 919 716        |
| Prêts et créances sur établissements de crédit   | 18 761           | 26 672           |
| Prêts et créances sur la clientèle               | 45 665           | 40 377           |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance                | 0                | 0                |
| Comptes de régularisation et actifs divers       | 439 768          | 60 393           |
| Immobilisations corporelles et incorporelles     | 15 006           | 6 408            |
| Écarts d'acquisition                             | 5 640            | 5 640            |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>8 615 804</b> | <b>7 994 499</b> |

| PASSIF  | 31/12/08         | 31/12/07         |
|---|------------------|------------------|
| Dettes envers les établissements de crédit      | 32 606           | 19 287           |
| Dettes envers la clientèle                      | 39 927           | 35 861           |
| Comptes de régularisation et passifs divers     | 202 812          | 345 067          |
| Provisions techniques des contrats d'assurance  | 7 876 206        | 7 125 577        |
| Provisions                                      | 5 192            | 5 409            |
| Dettes subordonnées                             | 123 482          | 138 000          |
| Intérêts minoritaires                           | 16 960           | 20 670           |
| Capitaux propres hors résultat (part du groupe) | 356 036          | 283 716          |
| Résultat de l'exercice (part du groupe)         | (37 416)         | 20 912           |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>8 615 804</b> | <b>7 994 499</b> |

| COMPTE DE RÉSULTAT                   | 31/12/08        | 31/12/07      |
|--------------------------------------|-----------------|---------------|
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>          | <b>1 016</b>    | <b>85 285</b> |
| Frais généraux                       | (50 119)        | (45 038)      |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>  | <b>(49 103)</b> | <b>40 247</b> |
| Coût du risque                       | 0               | 0             |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>       | <b>(49 103)</b> | <b>40 247</b> |
| Gains ou pertes sur autres actifs    | 0               | 0             |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>  | <b>(49 103)</b> | <b>40 247</b> |
| Impôts sur les bénéfices             | 11 765          | (15 446)      |
| <b>RÉSULTAT NET TOTAL</b>            | <b>(37 338)</b> | <b>24 801</b> |
| Intérêts minoritaires                | 78              | 3 889         |
| <b>RÉSULTAT NET (part du groupe)</b> | <b>(37 416)</b> | <b>20 912</b> |

#### Commentaires et précisions

Les encours gérés au bilan sont principalement portés par ACMN Vie.

Le net recul du produit net bancaire, constitué de la marge sur les activités d'assurance, est lié aux conséquences de la crise financière et aux options retenues dans le cadre de l'arrêt des comptes IFRS 2008, notamment :

- Une Provision pour Dépréciation Durable constatée lorsqu'un titre classé en R 332-20 connaît une moins value latente supérieure à 30 % de son prix de revient pendant une durée de 6 mois consécutifs ou si la valeur de réalisation, à la date d'arrêt, est inférieure à 40 %.
- La cession de lignes en moins values qui impacte en totalité le résultat et limite ainsi les dotations — avec possibilité d'étalement — à la Participation aux Bénéfices (PB) différée.

## L'ambition pour 2011 : « être un acteur de référence sur tous les segments de la gestion d'actifs »

Le Groupe UFG affiche une bonne résistance à la crise, grâce à la solidité de sa gestion de fonds monétaires et la poursuite de son dynamisme sur l'activité immobilière ainsi que sur le métier de private equity. La complémentarité de ses métiers lui permet de proposer à ses clients, investisseurs institutionnels, prescripteurs et particuliers, des solutions d'investissement sur l'ensemble des classes d'actifs classiques, ainsi qu'une gamme complète de placements alternatifs.

Le groupe gère 19,5 milliards d'euros, en baisse de 7 % sur un an, contre -15 % pour le marché. Son résultat net consolidé à 24 millions d'euros retrouve un niveau comparable à celui de 2006 et traduit une rentabilité satisfaisante au regard des difficultés du marché.



### Pôle immobilier

Le marché immobilier d'entreprise a offert une résistance bienvenue dans le contexte économique dégradé. En immobilier collectif non coté, UFG REM a continué à commercialiser avec succès les SCPI, principalement d'immobilier de bureaux, demeurant leader national avec 5,3 milliards d'euros sous gestion et 29 % de part de marché. En partenariat avec le Groupe Pierre et Vacances, il a lancé la première SCPI avec fiscalité ZRR (Zone de Revitalisation Rurale), permettant aux associés de bénéficier d'une fiscalité attractive. UFG REM a poursuivi le développement de ses activités de Property Management, complémentaires de son métier de base. Colliers UFG PM, filiale à 79 % d'UFG REM, gère 4 millions de m<sup>2</sup> et 1463 immeubles sur l'ensemble du territoire national. La collecte d'UFG REM à 390 millions d'euros représente 25 % de la collecte du marché. Les encours restent stables à 5,2 milliards d'euros. UFG REM contribue pour 8,8 millions d'euros au résultat consolidé du groupe UFG.

### Pôle valeurs mobilières

Le segment du monétaire régulier a bien joué son rôle de secteur refuge alors que la clientèle présentait une aversion maximale pour le risque et que la gestion alternative subissait une crise de confiance sans précédent. L'encours du pôle atteint 12,9 milliards d'euros (contre 14,5 milliards d'euros fin 2007), la baisse provient de la décollecte sur la gestion alternative. Il est composé essentiellement de produits de taux (pour 9,4 milliards d'euros) et, dans une moindre mesure, de fonds de fonds alternatifs, d'actions et de multigestion, de fonds profilés et de Private Equity. L'association d'UFG IM et de la Banque SARASIN, au sein d'une nouvelle entité, UFG-SARASIN qui sera détenue à 60 % par UFG IM et à 40 % par la Banque SARASIN & Cie SA va permettre d'offrir à la clientèle une gamme de produits ISR. Les encours de gestion classique ont progressé de 4 % à 11,1 milliards d'euros, grâce à l'accroissement des encours sous mandat (+0,9 milliard d'euros). La gestion collective sur l'expertise de produits court terme monétaires réguliers et dynamiques est restée stable, malgré la forte concurrence des certificats de dépôts offrant des marges historiques et la gestion actions a subi la baisse des marchés. Les encours de gestion alternative d'UFG Alteram ont fortement diminué à 1,5 milliard d'euros, en raison de la décollecte d'Alteram Trésorerie +. Les encours de Private Equity atteignent 0,3 milliard d'euros, grâce à une collecte de 28 millions d'euros sur ses deux nouveaux FIP et FCPI ISF. Le résultat net du pôle atteint à 13,8 millions d'euros, en baisse de 34 %. Si celui d'UFG IM progresse à 7,7 millions d'euros, celui d'UFG Alteram diminue fortement à 4,6 millions d'euros et celui d'UFG PE est également en baisse mais, dans une moindre mesure, à 1,4 million d'euros.

### Pôle développement

UFG Partenaires assure la distribution des gammes de produits proposés par le Groupe UFG auprès des conseillers en gestion de patrimoine, réseaux bancaires et financiers, notaires et plateformes de distribution.

En étroite collaboration avec ACMN Vie, elle a lancé fin 2008, Di@de.net, un contrat d'assurance-vie dédié aux conseillers en gestion de patrimoine indépendants et accessible uniquement sur internet.

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2009, UFG Partenaires devient plateforme de commercialisation du groupe pour l'activité retail mais aussi l'activité institutionnelle.

UFG Partenaires continue à réaliser, malgré la crise, une collecte positive de 583 millions d'euros, principalement sur les SCPI, ainsi que sur les contrats d'assurance vie et les nouveaux fonds d'UFG PE orientés ISF. Afin d'accompagner les évolutions de la réglementation en matière de services d'investissements, UFG Partenaires a obtenu, en octobre 2008, de la part du CECEI le statut d'Entreprise d'Investissement.

Le résultat à 0,7 million d'euros est en forte baisse liée à la chute du chiffre d'affaires.

Le pôle Gestion pour compte de tiers est désormais regroupé au sein de la holding "Groupe UFG" qui détient principalement UFG Real Estate Managers (UFG REM), UFG Partenaires, UFG Property Management (UFG PM), UFG Investment Manager (UFG IM), UFG Alteram et UFG Private Equity (UFG PE).

Comptes consolidés IFRS en milliers d'euros

| ACTIF  | 31/12/08       | 31/12/07       |
|--|----------------|----------------|
| Actifs financiers disponibles à la vente                 | 54 554         | 73 495         |
| Prêts et créances sur établissements de crédit           | 14 101         | 20 627         |
| Prêts et créances sur la clientèle                       | 0              | 6 610          |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance                        | 0              | 172            |
| Comptes de régularisation et actifs divers               | 49 843         | 69 182         |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | 104            | 97             |
| Immobilisations corporelles et incorporelles             | 30 200         | 24 968         |
| Écarts d'acquisition                                     | 17 446         | 12 230         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>166 248</b> | <b>207 381</b> |

| PASSIF  | 31/12/08       | 31/12/07       |
|---|----------------|----------------|
| Dettes envers les établissements de crédit      | 37 173         | 5 513          |
| Dettes envers la clientèle                      | 0              | 200            |
| Comptes de régularisation et passifs divers     | 77 217         | 97 238         |
| Provisions                                      | 2 315          | 2 517          |
| Intérêts minoritaires                           | 6 410          | 13 120         |
| Capitaux propres hors résultat (part du groupe) | 20 174         | 57 782         |
| Résultat de l'exercice (part du groupe)         | 22 958         | 31 012         |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>166 248</b> | <b>207 381</b> |

| COMPTE DE RÉSULTAT                         | 31/12/08       | 31/12/07       |
|--|----------------|----------------|
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>                | <b>113 760</b> | <b>196 528</b> |
| Frais généraux                             | (78 851)       | (139 894)      |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>        | <b>34 909</b>  | <b>56 634</b>  |
| Coût du risque                             | (36)           | 3              |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>             | <b>34 873</b>  | <b>56 637</b>  |
| Quote-part de résultat des entreprises MEE | 6              | 5              |
| Gains ou pertes sur autres actifs          | (142)          | 6              |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>        | <b>34 737</b>  | <b>56 648</b>  |
| Impôts sur les bénéfices                   | (10 685)       | (17 918)       |
| <b>RÉSULTAT NET TOTAL</b>                  | <b>24 052</b>  | <b>38 730</b>  |
| Intérêts minoritaires                      | 1 094          | 7 718          |
| <b>RÉSULTAT NET (part du groupe)</b>       | <b>22 958</b>  | <b>31 012</b>  |

#### Commentaires et précisions :

- L'évolution du PNB est à associer à celle des frais généraux ; les rétrocessions de commissions consenties par le pôle, classées en frais généraux jusque fin 2007, sont désormais classées en charges des autres activités en diminution du PNB. Le montant des charges 2007, objet du reclassement, s'établit à 58 M€.
- L'évolution du résultat s'explique principalement par celle d'UFG Alteram qui avait enregistré des résultats exceptionnels en 2007 (honoraires de performance) et par la baisse du résultat d'UFG Partenaires en lien avec la baisse de la collecte retail.

Ce pôle est constitué de l'ensemble des activités qui ne relèvent pas des métiers stratégiques du groupe : NEPI (ex SIPN, base consolidée intégrant l'activité immobilière hors exploitation), CMN Tél, Euro Information, Financière Nord Europe, Sicorfé SNP, Sicorfé maintenance, Transactimmo, Actea Environnement et CMNE Environnement. La contribution de ces différentes activités se résume ainsi :

Comptes consolidés IFRS en milliers d'euros

| ACTIF  | 31/12/08       | 31/12/07       |
|--|----------------|----------------|
| Actifs financiers disponibles à la vente                 | 49 926         | 52 920         |
| Prêts et créances sur établissements de crédit           | 412            | 957            |
| Prêts et créances sur la clientèle                       | 436            | 888            |
| Comptes de régularisation et actifs divers               | 3 511          | 5 802          |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | 52 962         | 49 878         |
| Immobilisations corporelles et incorporelles             | 30 547         | 29 059         |
| Écarts d'acquisition                                     | 724            | 724            |
| <b>TOTAL</b>   | <b>138 518</b> | <b>140 228</b> |

| PASSIF  | 31/12/08       | 31/12/07       |
|---|----------------|----------------|
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 0              | 0              |
| Instruments dérivés de couverture                 | 0              | 0              |
| Dettes envers les établissements de crédit        | 17 362         | 18 649         |
| Dettes envers la clientèle                        | 521            | 0              |
| Comptes de régularisation et passifs divers       | 2 100          | 4 330          |
| Provisions  | 1 202          | 1 202          |
| Dettes subordonnées                               | 0              | 5 015          |
| Intérêts minoritaires                             | 133            | 133            |
| Capitaux propres hors résultat (part du groupe)   | 106 833        | 104 642        |
| Résultat de l'exercice (part du groupe)           | 10 367         | 6 256          |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>138 518</b> | <b>140 228</b> |

| COMPTE DE RÉSULTAT                         | 31/12/08      | 31/12/07     |
|--|---------------|--------------|
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>                | <b>11 598</b> | <b>8 087</b> |
| Frais généraux                             | (5 956)       | (8 061)      |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>        | <b>5 642</b>  | <b>26</b>    |
| Coût du risque                             | (80)          | (15)         |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>             | <b>5 562</b>  | <b>11</b>    |
| Quote-part de résultat des entreprises MEE | 6 002         | 6 801        |
| Gains ou pertes sur autres actifs          | 0             | 0            |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>        | <b>11 564</b> | <b>6 812</b> |
| Impôts sur les bénéfices                   | (1 184)       | (534)        |
| <b>RÉSULTAT NET TOTAL</b>                  | <b>10 380</b> | <b>6 278</b> |
| Intérêts minoritaires                      | 14            | 22           |
| <b>RÉSULTAT NET (part du groupe)</b>       | <b>10 367</b> | <b>6 256</b> |

**Commentaires et précisions :**

En 2007, les frais généraux enregistraient l'exécution d'engagements pris par Sofimpar, dans le cadre de garanties données à l'occasion de cessions d'immeubles intervenues au cours des exercices antérieurs (4 M€).



# | Bilan consolidé

- 24** Total bilan
- 25** Comptes consolidés au 31/12/08
- 26** Les fonds propres
- 26** Les risques
- 35** Contrôle et audit



### Rémunération des parts sociales

Les parts sociales des caisses locales, constitutives du capital du Groupe CMNE, sont exclusivement détenues par les sociétaires.

Elles sont de trois types :

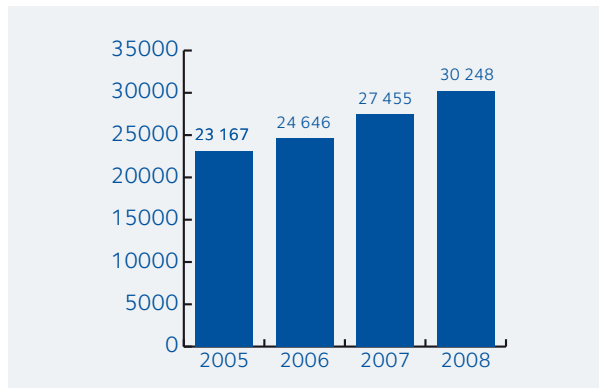
- les parts A, incessibles, d'une valeur nominale de 1 euro,
- les parts B, négociables, d'une valeur nominale de 1 euro,
- les parts F, négociables avec un préavis de 5 ans, d'une valeur nominale de 500 euros.

Les parts A ne sont pas rémunérées, les parts B et F reçoivent une rémunération fixée par l'assemblée générale de chaque caisse locale, dans le respect des limites prévues par le statut de la Coopération et selon les directives fixées par le Conseil d'administration fédéral.

En 2008, la rémunération des parts B a été de 3,588 % et celle des parts F de 4,485 %.

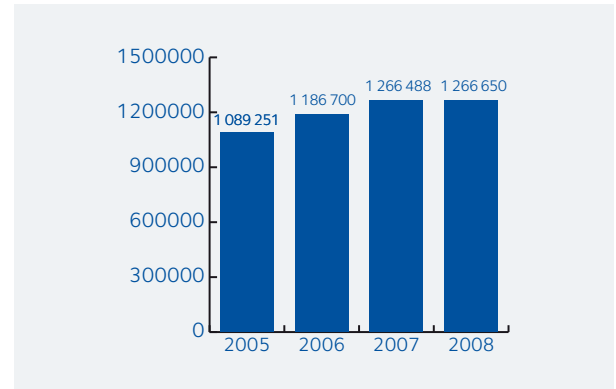
### Total bilan

(en milliers d'euros)



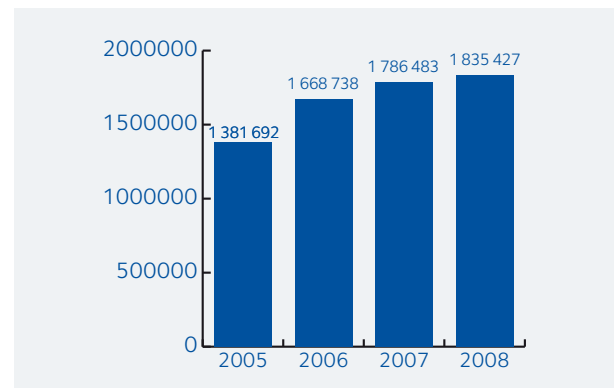
### Capital (parts sociales A, B et F)

(en milliers d'euros)



### Fonds propres - part du groupe hors résultat

(en milliers d'euros)

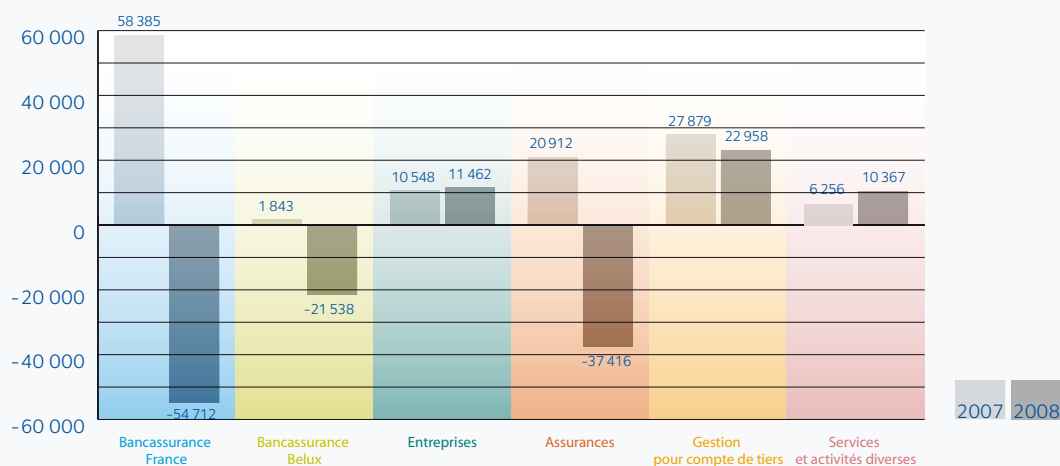




en milliers d'euros

|                                | Contribution au PNB |                | Contribution au RBE |                | Contribution au résultat consolidé |                | Contribution au total bilan consolidé |                   |
|--------------------------------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|------------------------------------|----------------|---------------------------------------|-------------------|
|                                | 2007                | 2008           | 2007                | 2008           | 2007                               | 2008           | 2007                                  | 2008              |
| Bancassurance France           | 408 550             | 340 159        | 122 648             | 70 605         | 90 133                             | 2 312          | 17 504 578                            | 20 101 515        |
| Bancassurance Belux            | 63 218              | 42 556         | -9 967              | -47 189        | 1 843                              | -21 538        | 3 314 003                             | 3 438 048         |
| Entreprises                    | 38 615              | 42 199         | 17 101              | 20 927         | 11 651                             | 13 402         | 1 551 307                             | 1 701 806         |
| Assurances                     | 85 285              | 1 016          | 40 247              | -49 103        | 20 912                             | -37 416        | 7 994 499                             | 8 615 804         |
| Gestion pour compte de tiers   | 196 528             | 113 760        | 56 634              | 34 909         | 31 012                             | 22 958         | 207 381                               | 166 248           |
| Services et activités diverses | 8 087               | 11 598         | 26                  | 5 642          | 6 256                              | 10 367         | 140 228                               | 138 518           |
| Éliminations entre pôles       | -64 737             | -58 125        | -34 650             | -57 961        | -35 984                            | -58 965        | -3 257 283                            | -3 914 408        |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>735 546</b>      | <b>493 163</b> | <b>192 039</b>      | <b>-22 170</b> | <b>125 823</b>                     | <b>-68 880</b> | <b>27 454 713</b>                     | <b>30 247 531</b> |

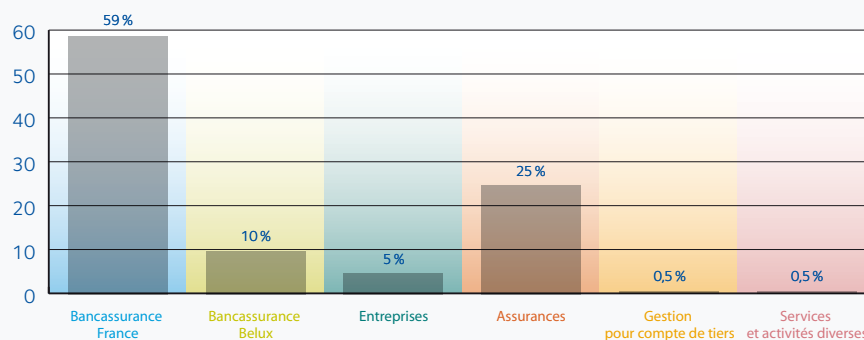
## Contribution résultat : -68 880 milliers d'euros



en milliers d'euros

Après répartition des éliminations entre pôles.

## Contribution au total bilan



en pourcentage

## Les fonds propres

En application des dispositions du règlement n° 2000-03 du CRBF, les réseaux d'établissements dotés d'un organe central doivent respecter les ratios de gestion sur base consolidée (risques de marché et risque de crédit, grands risques, participations, contrôle interne).

L'entité consolidante et le périmètre de la surveillance prudentielle du CMNE sont identiques à ceux retenus pour les comptes consolidés du Groupe. Seule change la méthode de consolidation des entreprises d'assurance, consolidées comptablement par intégration globale et prudemment par mise en équivalence. Ce principe est identique à celui appliqué par les autres entités du groupe Crédit Mutuel-CIC.

Le ratio global de couverture définit le besoin en fonds propres nécessaires pour couvrir les risques de crédit et de marché. Les fonds propres globaux correspondent à la somme des fonds propres de base (noyau dur comprenant les titres super subordonnés à durée indéterminée), des fonds propres complémentaires (comprenant les TSR et TSDI) et des déductions réglementaires (certaines participations dans les établissements financiers non consolidés ou mis en équivalence).

Le CMNE calcule le ratio global de couverture des fonds propres sur la base des comptes consolidés établis en IFRS, selon le périmètre prudentiel. Les fonds propres comptables font l'objet de retraitement pour prendre en compte l'effet des filtres prudentiels qui ont vocation

à réduire la volatilité des fonds propres induite par les normes internationales, via notamment l'introduction de la juste valeur.

Le CMNE se conforme aux obligations déclaratives résultant de la Directive européenne applicable aux conglomérats. Cela se traduit, entre autres, par la surveillance complémentaire de la couverture par les fonds propres consolidés du cumul des exigences de fonds propres bancaires et de marge de solvabilité des compagnies d'assurance. Cette surveillance a des incidences sur la mesure des autres normes de gestion, la différence de mise en équivalence positive des entités consolidées du secteur des assurances étant éliminée des fonds propres de base.

Le CMNE respecte l'ensemble des ratios réglementaires auxquels il est soumis.

En millions d'euros

| Ratios réglementaires            | 2008    |         |         |
|----------------------------------|---------|---------|---------|
|                                  | 2007    | Bâle I  | Bâle II |
| Fonds propres de base (Tier One) | 1 890   | 1 787   | 1 765   |
| Fonds propres complémentaires    | 22      | 6       | 6       |
| Fonds propres surcomplémentaires | 0       | 0       | 0       |
| Risques pondérés                 | 11 943  | 12 761  | 11 691  |
| Ratio global                     | 16,01 % | 14,05 % | 15,15 % |
| Ratio Tier One                   | 15,82 % | 14,01 % | 15,10 % |

## Les risques

Le Groupe CMNE dispose d'une organisation du contrôle interne qui sépare clairement le contrôle opérationnel du contrôle non opérationnel, ainsi que le contrôle permanent du contrôle périodique. Cette organisation est déclinée au sein de chaque entité du groupe.

33 personnes sont dédiées au contrôle permanent et de la conformité sous la responsabilité du Directeur Général Adjoint en charge des affaires institutionnelles, tandis que 38 personnes sont en charge du contrôle périodique sous la responsabilité de l'Inspecteur Général.

Par ailleurs, le Groupe CMNE dispose depuis 2007 d'un document de référence sur la politique de gestion des risques qui a été soumis à l'approbation annuelle du conseil d'administration en décembre 2008. Il traite des principes généraux qui gouvernent cette politique et de leur application au pôle bancassurance France, ainsi que des principes spécifiques de gestion des risques de crédit, des risques financiers et des risques opérationnels. Il est complété par un chapitre traitant du contrôle interne. Ce document de référence est décliné dans les autres pôles du Groupe.

La qualité du bilan consolidé du CMNE contribue à la notation de l'ensemble du groupe Crédit Mutuel-CIC par l'agence Standard & Poor's : "A+", perspective stable" à long terme et "A1" à court terme, modifiée en octobre 2008.

### > Les risques de crédit

L'octroi des crédits fait l'objet d'une procédure spécifique au CMNE.

Au-delà d'une délégation qui est accordée aux directeurs des caisses locales, le Comité de Crédit de chaque caisse, regroupant des administrateurs et le directeur, se réunit hebdomadairement pour statuer sur les dossiers.

Si un dossier dépasse le seuil de 500 000 euros ou fait l'objet de conditions dérogatoires, il doit être analysé par la Direction des Engagements de la Caisse Fédérale et présenté au Comité de Crédit Fédéral.

En Belgique, les dossiers supérieurs à 650 000 euros sont octroyés exclusivement par le Comité de Direction groupe.

En ce qui concerne le pôle entreprises, une limite globale pour une contrepartie ou un groupe de contreparties a été fixé à 30 millions d'euros. Les dossiers d'un montant unitaire supérieur à 150 000 euros font l'objet d'une décision d'octroi collégiale.

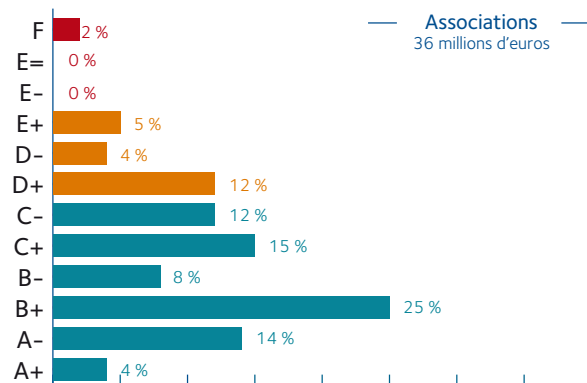
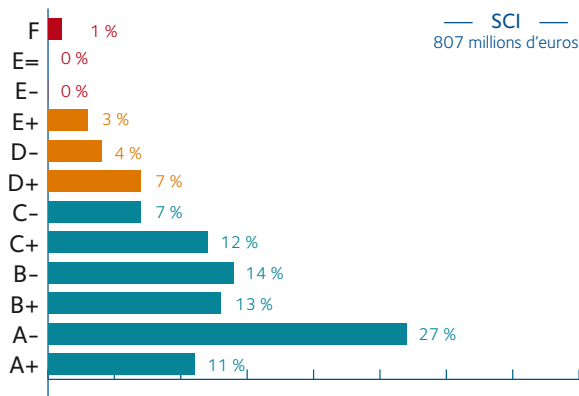
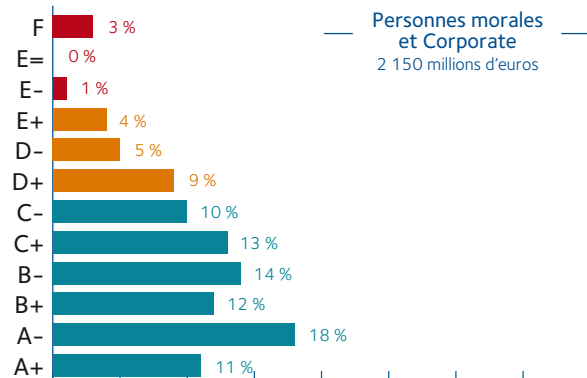
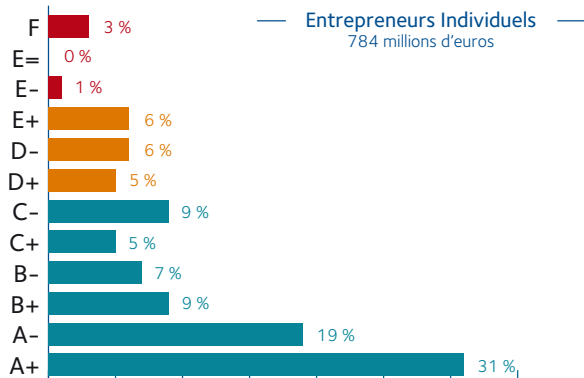
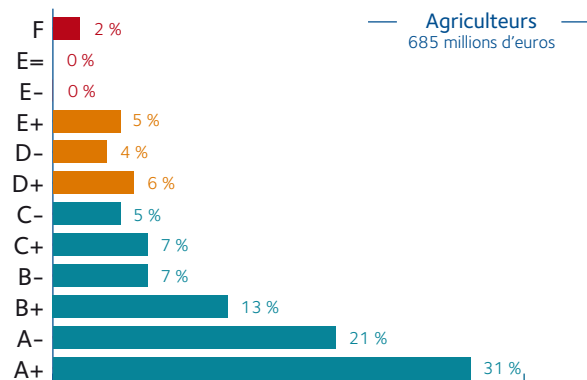
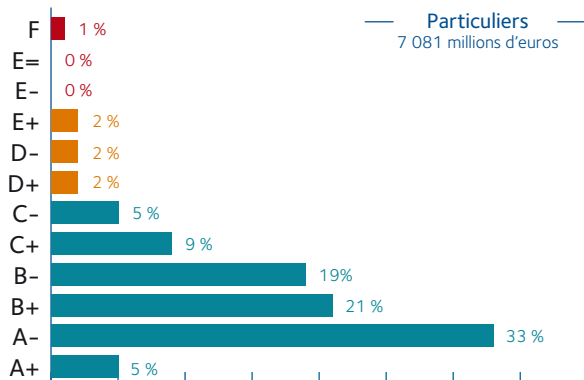
Pour les pôles bancassurance France et entreprises, la notation interne, répondant aux principes édictés par Bâle II, est effective pour les clients des différents marchés. Elle est pleinement prise en compte dans le

suivi de la clientèle. Aux cotés de critères usuels, elle est dorénavant intégrée aux paramètres permettant de fixer la tarification des crédits. Elle constitue un élément déterminant du système de délégation en matière d'octroi de concours. Les algorithmes de notation ont sensiblement évolué en 2008 pour intégrer les remarques formulées par la Commission Bancaire dans le cadre de son audit d'homologation mené en 2007.

Pour le pôle bancassurance Belux, la généralisation de la notation est dépendante de l'intégration informatique des différentes banques régionales. Elle devrait s'achever en 2009.

Pour le périmètre bancaire français qui représente 88% des encours de crédit du Groupe (Caisses locales, Caisse Fédérale et pôle entreprises), la répartition des encours par classe de note et par algorithme de notation est la suivante :

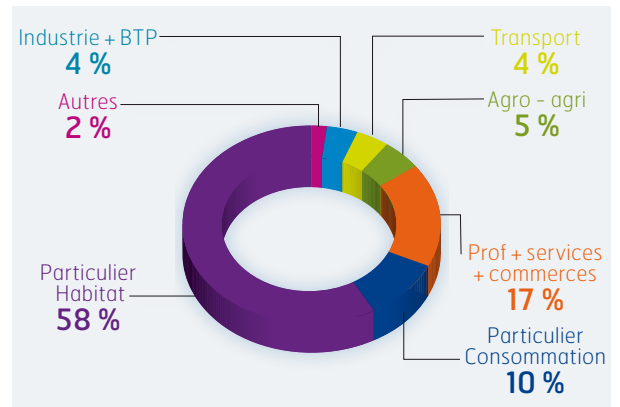
- Les notes supérieures ou égales à C-, représentant les meilleurs clients, totalisent de 77 % à 92 %,
- Les notes comprises entre D+ et E+, représentant des encours sains avec un profil de risque assez élevé, totalisent de 6 % à 21 %,
- Les encours douteux (E-), douteux compromis (E=) et contentieux (F), totalisent de 1 % à 4 %.



La répartition globale du risque crédit par secteur d'activité, pour le même périmètre, est la suivante :

en milliers d'euros

| Qualité des risques                                   | 31/12/08 | 31/12/07 |
|---|----------|----------|
| Créances dépréciées individuellement                  | 381 087  | 353 889  |
| Provision pour dépréciation individuelle              | -251 189 | -235 452 |
| Provision collective des créances                     | -12 537  | -7 821   |
| Taux de couverture global                             | 69,2 %   | 68,7 %   |
| Taux de couverture (provision individuelle seulement) | 65,9 %   | 66,5 %   |



| Suivi des risques de crédit                      | 31/12/08          | 31/12/07          | Variation        |                |
|--|-------------------|-------------------|------------------|----------------|
| <b>Prêts et créances</b>                         |                   |                   |                  |                |
| Établissements de crédit                         | 4 847 490         | 3 732 054         | 1 115 436        | 29,9 %         |
| Clientèle  | 12 713 180        | 11 589 712        | 1 123 468        | 9,7 %          |
| Exposition brute                                 | 17 560 670        | 15 321 766        | 2 238 904        | 14,6 %         |
| Provisions pour dépréciation                     | -263 726          | -243 273          | -20 454          | 8,4 %          |
| Établissements de crédit                         | 0                 | 0                 |                  |                |
| Clientèle  | -263 726          | -243 273          | -20 454          | 8,4 %          |
| <b>Exposition nette</b>                          | <b>17 296 944</b> | <b>15 078 494</b> | <b>2 218 450</b> | <b>14,7 %</b>  |
| <b>Engagements de financement donnés</b>         |                   |                   |                  |                |
| Établissements de crédit                         | 78 303            | 57 801            | 20 502           | 35,5 %         |
| Clientèle  | 993 251           | 1 084 348         | -91 097          | -8,4 %         |
| <b>Engagements de garantie donnés</b>            |                   |                   |                  |                |
| Établissements de crédit                         | 35 848            | 162 085           | -126 237         | -77,9 %        |
| Clientèle  | 173 815           | 342 616           | -168 801         | -49,3 %        |
| Provision pour risques sur engagements clientèle | -1 109            | -653              | -456             | 69,8 %         |
| <b>Exposition nette</b>                          | <b>1 280 108</b>  | <b>1 646 197</b>  | <b>-366 089</b>  | <b>-22,2 %</b> |
| <b>Titres de créance</b>                         |                   |                   |                  |                |
| Effets publics                                   | 70 337            | 416 720           | -346 383         | -83,1 %        |
| Obligations                                      | 7 193 971         | 5 987 462         | 1 206 509        | 20,2 %         |
| Instruments dérivés                              | 14 512            | 10 351            | 4 162            | 40,2 %         |
| Pensions & prêts de titres                       | 0                 | 0                 |                  |                |
| <b>Exposition brute</b>                          | <b>7 278 820</b>  | <b>6 414 533</b>  | <b>864 288</b>   | <b>13,5 %</b>  |
| Provision pour dépréciation des titres           | -31 418           | -5                | -31 413          | n. s.          |
| <b>Exposition nette</b>                          | <b>7 247 402</b>  | <b>6 414 528</b>  | <b>832 875</b>   | <b>13,0 %</b>  |

| Arriérés de paiement                  | 31/12/08        |               |                  |                  |                |
|---------------------------------------|-----------------|---------------|------------------|------------------|----------------|
|                                       | moins de 3 mois | de 3 à 6 mois | de 6 mois à 1 an | supérieur à 1 an | Total          |
| Instruments de dette                  | 0               | 0             | 0                | 0                | 0              |
| Prêts et avances                      | 305 629         | 35 172        | 18 488           | 8 800            | 368 089        |
| dont grandes entreprises et assimilés | 60 402          | 11 217        | 10 321           | 5 705            | 87 645         |
| dont clientèle de détail              | 245 227         | 23 955        | 8 167            | 3 095            | 280 444        |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>305 629</b>  | <b>35 172</b> | <b>18 488</b>    | <b>8 800</b>     | <b>368 089</b> |
| dont échéances réellement impayées    | 16 261          | 1 940         | 2 444            | 2 501            | 23 146         |

## > Les risques de marché

La gestion du refinancement du Groupe CMNE est centralisée à la Caisse Fédérale tant pour les opérations des entités françaises que belges. Le back office de ces opérations est centralisé à Lille.

Les opérations mises en œuvre par la Direction de la Trésorerie Groupe sont de deux natures :

- D'une part, les opérations de refinancement à moyen et long terme du Groupe qui ont pour but de protéger la marge d'intermédiation en se fondant sur des éléments chiffrés de risque de taux et de liquidité analysés par les comités financiers de chaque entité du Groupe.
- D'autre part, les opérations pour compte propre de la Caisse Fédérale ou des entités belges.

Celles-ci se regroupent en deux familles :

- Les opérations d'arbitrage construites pour ne générer qu'un risque de taux marginal tout en tirant leur rentabilité de la prise d'un risque de contrepartie et d'un risque de liquidité. Ce type d'opération, placée sous la responsabilité directe du trésorier groupe qui reçoit pour cela une allocation de fonds propres, une limite globale d'encours et une typologie d'opérations autorisées, ne concerne que la Caisse Fédérale.

- Les investissements dans des OPCVM dédiés, gérés par UFG-IM, dans des SCPI, des actions ou des produits structurés. Ils sont toujours réalisés dans le cadre des comités financiers des entités concernées et sont donc le fruit d'une décision collective

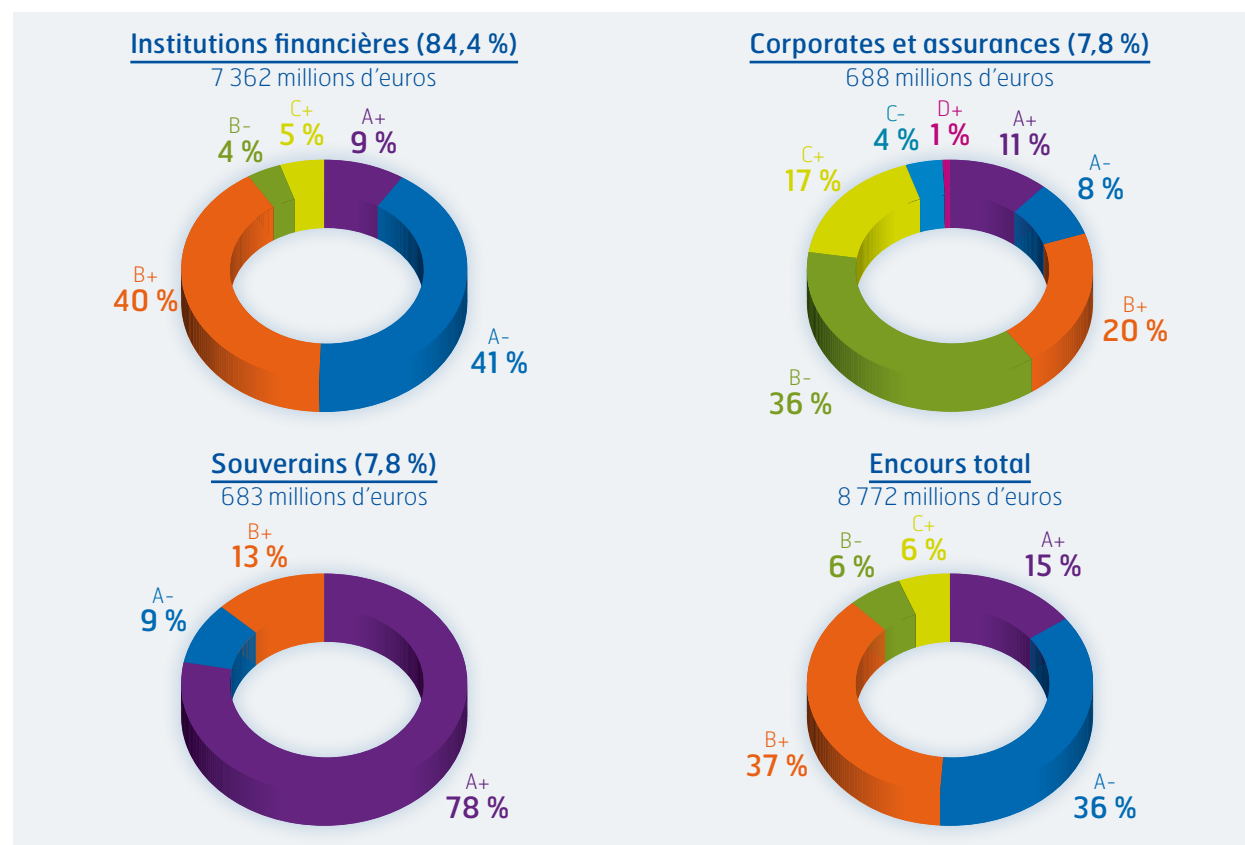
Les opérations de gestion structurelle du bilan, comme les opérations pour compte propre, sont placées sous le contrôle étroit du Comité Financier de Groupe et font l'objet de reportings individualisés, puis fusionnés pour mesurer le risque de liquidité.

## Le risque de contrepartie

Sur proposition de la Direction des Risques, les limites par contrepartie sont arrêtées par le Comité Financier de Groupe. La méthodologie de définition des limites est basée sur la notation interne des grandes contreparties, redéfinie par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel dans le cadre du processus d'homologation Bâle II. La centralisation des risques du CMNE, par le contrôle des risques, alimente à son tour la gestion centralisée du risque de contrepartie à l'échelle du groupe Crédit Mutuel-CIC.

De plus, la nature des souscripteurs des titres de créance émis par le CMNE fait l'objet d'une analyse rigoureuse pour mesurer le risque de concentration sur les prêteurs principaux du Groupe.

Pour l'ensemble du Groupe CMNE, banque et assurance confondues, le risque de contrepartie se ventile de la façon suivante :



Le Conseil d'Administration Fédéral a confirmé en 2008 les limites de risque nominal unitaire suivantes, pour le Groupe CMNE :

- Risque d'État : 50% des fonds propres consolidés
- Risque banque : 40% des fonds propres consolidés
- Risque corporate : 10% des fonds propres consolidés

Ces limites s'entendent pour des risques de qualité A+ et sont ensuite modulés à la baisse selon la notation des contreparties.

Il convient de noter que, dans le cadre de l'opération évoquée page 33 au titre des passifs éventuels, une provision de 39 millions d'euros a été constituée pour risque de contrepartie.

### Le risque de marché

L'ensemble des opérations effectuées par la Direction de la Trésorerie dans le cadre de sa gestion pour compte propre, ou confiées à l'UFG dans le cadre d'une gestion dédiée, est effectué dans un cadre précis défini par le Comité Financier de Groupe et fait l'objet d'un reporting mensuel à ce dernier ainsi qu'à la Direction Générale.

L'activité pour compte propre se scinde en deux parties : d'une part une activité d'arbitrage sur titres du marché monétaire européen (zone euro) exercée exclusivement par la Caisse Fédérale du CMNE, d'autre part des investissements de moyen ou long terme dans des OPCVM dédiés, des actions en direct ou des obligations structurées sur la courbe des taux ou les indices action. Par ailleurs, un modeste portefeuille de CDO est également géré.

Ces investissements se trouvent majoritairement au sein de la Caisse Fédérale et, pour une part secondaire, au sein de la BKCP.

#### - Activité d'arbitrage

Les opérations d'arbitrage, effectuées sur des horizons compris entre trois mois et trois ans, consistent en l'achat de titres de créances négociables ou de titres obligataires à taux variable ou à taux fixe transformé en taux variable par le biais de swaps de taux, financés par l'émission régulière de certificats de dépôts dont la durée d'origine est comprise entre un et six mois. L'encours moyen de ce portefeuille d'arbitrage a été de 1,4 milliard d'euros et a représenté une consommation moyenne de fonds propres de 26 millions d'euros.

La brièveté des titres achetés (90% sont inférieurs ou égaux à un an) est en elle-même une assurance très forte contre les risques de marché, au sens du règlement 95-02. Le risque de taux est pratiquement nul et le risque de liquidité fait l'objet d'une surveillance attentive dans le cadre de la procédure de gestion du risque global de liquidité, procédure qui a été particulièrement renforcée en raison de la crise financière (cf. infra. le risque de liquidité).

Dans ce contexte de crise financière exacerbée, le CMNE a choisi de ne pas exercer les possibilités de reclassement comptable des titres en portefeuille ouvertes par les

décisions de l'IASB en octobre 2008 (norme IFRS). En revanche, il a choisi d'utiliser la faculté de reclassement des titres de placements en titres d'investissements étendue par le règlement CRC 2008.17 du 30 décembre 2008 (norme CNC). Dans un souci de cohérence, ce reclassement en norme CNC a entraîné un reclassement en IFRS des titres AFS vers les titres HTM.

Un premier portefeuille de 251 millions d'euros (valeur d'acquisition) a ainsi été reclassé permettant de réduire l'impact négatif sur le compte de résultat (norme CNC) et sur les capitaux propres (norme IFRS) de 7 millions d'euros. Un deuxième portefeuille de 85 millions d'euros (valeur d'acquisition), composé de titres avec des dérivés incorporés, a également fait l'objet d'un reclassement en CNC tandis qu'il a été maintenu en portefeuille valorisé à la juste valeur par résultat sur option en normes IFRS. Le reclassement a permis de réduire l'impact négatif sur le compte de résultat (norme CNC) de 10,3 millions d'euros tandis qu'il impacte négativement le compte de résultat en IFRS pour 19,3 millions d'euros.

#### - OPCVM

Totalisant un encours de 209 millions d'euros au 31 décembre, orientés vers une gestion de trésorerie dynamique, la baisse des deux fonds gérés par UFG-IM pour le compte de la Caisse Fédérale du CMNE et du Crédit Professionnel est restée limitée compte tenu du contexte particulièrement difficile de l'année 2008 pour les deux vecteurs principaux de dynamisation : les actions et la gestion alternative.

Par ailleurs, en tant que contrepartie de son réseau, la Caisse Fédérale du CMNE détient un fonds majoritairement orienté actions, qui représente un encours de 49 millions d'euros au 31 décembre.

Sur l'ensemble de l'année, la performance des fonds dédiés du CMNE s'établit comme suit :

- Richebé gestion : encours de 166 millions d'euros, baisse de 11,23%.
- Haussmann gestion : encours de 43 millions d'euros, baisse de 9,65%.
- Nord Europe gestion : encours de 49 millions d'euros, baisse de 8,44%.

La baisse de la valeur liquidative de ces fonds impacte le compte de résultat de la Caisse Fédérale pour 19 millions d'euros tandis qu'ils restent en plus-values latentes pour le Crédit Professionnel.

L'encours des OPCVM composant Nord Europe Gestion à hauteur de 29 millions d'euros, est garanti en capital.

Les autres investissements pour compte propre, réalisés sur des supports collectifs (produits de taux, de gestion alternative ou parts de SCPI), représentent un total de 302 millions d'euros en valeur de marché.

#### - Actions

La Caisse Fédérale détient en direct des titres du CIC acquis pour une valeur moyenne historique de 45,6 millions d'euros. Ces titres représentant une participation dans une entité commune du groupe Crédit Mutuel – CIC, la norme IFRS reconnaît la prise en compte de l'actif net par action pour évaluer ces titres lorsque la valeur de marché est gravement perturbée par une circonstance exceptionnelle. Cet actif net par action étant près de 2 fois supérieur au prix d'acquisition, aucun impact comptable n'est enregistré en capitaux propres.

Hors les titres CIC, le risque action s'élève à 94 millions d'euros au 31 décembre 2008, en valeur de marché. Il est constitué d'un ensemble d'OPCVM représentant les investissements pour compte propre de la Caisse Fédérale du CMNE et de la BKCP, et intègre la quote-part investie en actions dans les 3 fonds dédiés.

#### - Portefeuille de CDO

Représentant un encours de 25 millions d'euros en valeur nominale, ce portefeuille ne comporte qu'une très faible part de crédits subprime (moins de 2%). Comptabilisés en titres détenus jusqu'à la maturité en France, leur variation de valeur n'affecte ni les capitaux propres ni le compte de résultat tandis que, comptabilisés en titres disponibles à la vente en Belgique, leur variation négative de valeur impacte les capitaux propres pour 1,9 million d'euros. Ils sont globalement en moins-value de 9,9 millions d'euros au 31 décembre 2008.

#### - Autres investissements

Le CMNE détient un portefeuille de titres structurés pour 237 millions d'euros, en valeur d'acquisition, qui porte 30,2 millions d'euros de moins-values latentes dont 19,3 millions d'euros impactent le compte de résultat. Le solde de moins-values latentes n'impacte ni le compte de résultat ni les fonds propres, car il correspond à des titres détenus jusqu'à l'échéance. Il n'y a aucune opération de change à caractère spéculatif.

#### - Titres déclassés

Dans le contexte de crise qui a affecté les marchés financiers en 2008, la banque Lehman Brothers s'est placée sous le chapitre 11 du régime américain des faillites. Le groupe CMNE détenait 32 millions d'euros d'obligations émises par cette institution et en a provisionné 90 %, conformément à la règle arrêtée pour l'ensemble du groupe Crédit Mutuel-CIC. Par ailleurs, la tranche « C » de la titrisation Regent Street a connu une dégradation en « non investment grade » par l'agence Moody's. Le CMNE qui en détenait 2 millions d'euros a décidé d'en provisionner 88%. L'ensemble de ces titres a été, comptablement, classé en douteux.

#### - Autres informations

Le CMNE n'est concerné, ni par le « scandale Madoff », ni par le « scandale Stanford », que ce soit pour sa gestion propre ou sa gestion pour compte de tiers. Le groupe ne détient aucun encours directement ou indirectement concerné par ces deux escroqueries et aucun OPCVM du groupe UFG ne porte d'encours sur les fonds de ces deux gérants.

#### Le risque de liquidité

Mesuré de façon exhaustive à la fin de chaque trimestre civil pour l'ensemble du périmètre bancaire du Groupe incluant les activités de trésorerie et sur un horizon de deux ans, le besoin de liquidité est confronté à la capacité d'emprunt du Groupe dans une hypothèse de stress dont les éléments principaux sont la capacité d'émission de CD réduite à 80 % de l'encours moyen des 12 mois écoulés et celle de BMTN réduite à 70% des tombées intervenant dans la période d'analyse, la durée des BMTN étant limitée à deux ans.

A cette capacité d'émission sont ajoutés les actifs financiers rapidement réalisables : portefeuilles d'actions, d'OPCVM et d'obligations ainsi que le solde des titres mobilisables auprès de la BCE et non encore mobilisés.

Le Comité Financier de Groupe a validé le principe qu'un horizon de deux ans était suffisant pour procéder à une revue stratégique des activités du groupe en cas d'inadéquation marquée entre le plan de développement et ses conséquences en termes de liquidité.

Dans une telle hypothèse, ce délai serait mis à profit, soit pour rechercher de nouvelles ressources, soit pour limiter fortement certains axes de développement particulièrement consommateurs de liquidité.

Sur l'horizon analysé, le risque de liquidité ne doit pas être supérieur à la capacité d'emprunt et de réalisation d'actifs. Cette limite a été respectée tout au long de l'année 2008.

#### Le risque de taux

L'objectif de la gestion du risque de taux est de protéger la marge issue des différentes activités du périmètre bancaire.

Chaque société de ce périmètre voit son risque analysé par un comité financier spécifique à un rythme trimestriel ou semestriel selon l'importance de la société et selon l'inertie de sa structure de bilan. Le comité de chaque société décide de la mise en place de couverture de taux, comme de liquidité.

Depuis 2005, le Groupe CMNE mesure le risque de taux à l'aide de la sensibilité de la marge nette d'intérêt (MNI) et de la sensibilité de la valeur actuelle nette (VAN), cette dernière permettant la mesure du risque de taux global au sens de la réglementation 97-02 et de la réglementation Bâle II.

Ces mesures font l'objet de limites à caractère réglementaire (VAN) ou de gestion (MNI) selon les recommandations de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel et de la Commission Bancaire.





Les limites suivantes s'appliquent à toutes les filiales bancaires du Groupe.

- VAN : un déplacement linéaire de la courbe des taux de 200 bp ne doit pas représenter plus de 20 % des fonds propres. Les fonds propres retenus doivent être cohérents, en termes de périmètre, avec la base de risque de taux analysée.
- MNI : un déplacement linéaire de la courbe de taux de 100 bp ne doit pas induire une sensibilité supérieure à 5 % du PNB du périmètre analysé, pour l'année en cours et les deux années suivantes. Cette limite est complétée par un indicateur de risque égal à 10 % de la MNI du périmètre analysé, pour l'année en cours et les trois années suivantes.

Ces limites ont été constamment respectées en 2008 avec une sensibilité de VAN comprise entre 6,9% et 7,5% et une sensibilité de MNI comprise entre 0,4% et 6,3% pour chaque trimestre d'observation.

## > Les risques opérationnels

La gestion des risques opérationnels au CMNE a pour objectif d'éviter qu'un sinistre majeur, ou une série de sinistres, ne mette en cause les résultats financiers du Groupe et donc son développement futur.

Pour cela, le CMNE a mis en œuvre dans son périmètre le dispositif de gestion des risques opérationnels élaboré par le Crédit Mutuel-CIC et répondant aux exigences réglementaires posées par la réglementation Bâle II.

Les points essentiels de ce dispositif sont les suivants :

### - Organisation de la gestion des risques opérationnels dans le Groupe :

La Fonction Pilotage des Risques a en charge la gestion des risques opérationnels. Elle met en place les méthodes et outils élaborés par le Crédit Mutuel-CIC. Elle recense les sinistres opérationnels et les historise dans l'outil de gestion des risques. Elle anime les travaux des gestionnaires de risque opérationnel des filiales du groupe. Elle participe aux travaux réalisés au plan national ainsi qu'au Comité Risques Opérationnels du CMNE. Ce dernier se réunit régulièrement et permet la coordination, la communication et le reporting des travaux réalisés à destination de la Direction Générale (plan de continuité des activités, gestion de crise). Il est composé du responsable des programmes d'assurance du Groupe et de tous les responsables opérationnels pouvant être directement concernés par une situation de crise. Il intègre, en tant que de besoin, des structures spécialisées suivant les thèmes abordés.

### - Système d'information et outil de gestion des risques opérationnels :

L'outil de gestion des risques opérationnels intégré au système informatique historise l'ensemble des sinistres encourus depuis 2001. Depuis juin 2006, les responsables de points de vente déclarent eux-mêmes, au fil de l'eau, leurs sinistres via le portail de contrôle interne, la qualification des sinistres étant assurée par le gestionnaire des risques opérationnels. Les sinistres déclarés par les services fédéraux et les filiales font l'objet d'un inventaire et d'une saisie dans l'outil de gestion des risques opérationnels sur une base mensuelle.

Les bases documentaires relatives à l'outil, aux cartographies et modélisations des risques et à la démarche PCA sont partagées par l'ensemble des entités du Crédit Mutuel-CIC. L'enjeu de cette cartographie est de réaliser de manière homogène, par ligne de métier et par événement (au sens Bâle II), l'identification des zones de risque et l'évaluation globale du coût du risque.

### - Actions de réduction et de financement des risques :

La réduction des risques repose sur des actions de prévention efficaces identifiées notamment lors des cartographies et mises en œuvre directement par les opérationnels via le contrôle interne.

Les actions de protection sont prioritairement orientées vers la généralisation des plans de continuité des activités métiers et informatiques pour les activités essentielles. Un dispositif de gestion de crise dans le Groupe a été défini pour faire face aux deux crises potentiellement les plus graves : un crash informatique total et une destruction majeure des locaux du siège.

Le financement des risques repose principalement sur une politique d'assurance adaptée. Les assurances du Groupe CMNE couvrent les trois domaines de risques majeurs que sont les hommes, les responsabilités et les patrimoines.

Au titre du risque opérationnel et net des récupérations des assurances, le Groupe CMNE a enregistré 3,6 millions d'euros de pertes en 2008. Par ailleurs, le stock de provision au 31 décembre s'élève à 4,5 millions d'euros.



## > Passifs éventuels

Un litige oppose la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Nord Europe (CFCMNE) à un établissement bancaire, dans lequel le CMNE est devenu actionnaire à hauteur d'un peu plus de 20 % tandis que cette banque était elle-même actionnaire à hauteur de 24 % dans une Compagnie d'assurances majoritairement détenue par la CFCMNE.

Les statuts de l'établissement bancaire (société en commandite simple) prévoient le recours à l'arbitrage pour le règlement des litiges entre associés.

Des dissensions sont intervenues dans le passé entre les deux parties, dans le cadre de la mise en place d'une stratégie permettant au CMNE de commercialiser des produits d'assurances IARD en partenariat avec un autre Groupe de Crédit Mutuel ; ce litige a fait l'objet d'une sentence arbitrale prononcée en faveur de l'établissement bancaire et exécutée en septembre 2000.

La CFCMNE s'est néanmoins trouvée engagée par la suite dans plusieurs procédures, tant civiles que pénales, initiées par cet établissement.

Le dernier acte de ce parcours juridique est une sentence arbitrale assortie de l'exécution provisoire rendue le 2 décembre 2008 à l'encontre de la CFCMNE (sommes réclamées s'élevant à 186,5 millions d'euros y compris intérêts au profit de l'établissement bancaire et de certains associés personnes physiques).

### 1/ Sur le fond,

Un recours en annulation, seule procédure recevable pour cet arbitrage, a été déposé par la CFCMNE dès le 4 décembre 2008 et a pour objet d'obtenir l'annulation pure et simple de la sentence.

Le mémoire déposé développe un certain nombre de moyens qui concernent notamment le délai de la procédure, les conditions de désignation des arbitres, la partialité des arbitres, la compétence du Tribunal Arbitral, l'absence de motivation, l'irrégularité de la présentation des demandes, l'irrégularité de l'intervention des associés commandités. Ces moyens seront examinés par la Cour d'Appel de Paris, vraisemblablement au cours de l'exercice 2009.

En complément de cette action, plusieurs plaintes pénales ont été déposées par la CFCMNE visant notamment l'impartialité d'un arbitre et les conditions de l'arbitrage. Elles sont de nature à justifier l'annulation de la sentence mais l'appréciation de ce dossier complexe ressort de l'examen qui en sera fait par la Cour d'Appel.

Il résulte de l'appréciation des éléments juridiques du dossier et des autres procédures engagées que ce litige relève des passifs éventuels et ne justifie donc pas, en l'état actuel du dossier, une provision au titre de l'exercice 2008.

### 2/ Sur l'exécution provisoire,

Dans son ordonnance du 26 mars 2009, la Cour d'Appel a rejeté la demande en suspension d'exécution provisoire formulée par la CFCMNE et a refusé la consignation du montant des condamnations.

Le 2 avril 2009, la CFCMNE a déposé un recours en assignation, qui devrait être plaidé le 6 mai 2009, fondé sur :

- des inexactitudes factuelles qui entachent l'ordonnance du 26 mars 2009,
- une circonstance nouvelle liée à l'ouverture d'une information par le Parquet de Paris, aux termes d'un réquisitoire supplétif en date du 27 mars 2009.

La CFCMNE pourrait se trouver dans l'obligation, indépendamment et avant l'examen sur le fond, de devoir verser le montant des sommes réclamées dans le cadre de la sentence arbitrale entre les mains des parties adverses, se trouvant ainsi confrontée à un risque potentiel de non recouvrement de ces créances.

Au vu de l'analyse de cette situation en date d'arrêtés des comptes, une provision a été constituée au 31 décembre 2008 à hauteur de 39 millions d'euros, couvrant notamment la totalité du risque sur les engagements des personnes physiques.



## Contrôle et audit

L'organisation du contrôle interne de second niveau s'articule autour de structures centrales traitant du contrôle permanent et de la conformité et de structures dédiées au sein de chaque pôle du Groupe. Leur action est coordonnée par le Comité du Contrôle Permanent et du Contrôle de la Conformité. 11 personnes travaillent directement dans ces 2 structures au niveau de la Caisse Fédérale et 22 autres en dépendent fonctionnellement dans les filiales, à la direction des risques ou à la fonction de contrôle comptable permanent.

### > Contrôle de la conformité

Les missions et les différentes responsabilités de la Direction du Contrôle de la Conformité sont décrites dans une charte qui a été adoptée par le Conseil Fédéral du 18 décembre 2006.

En 2008, les sujets majeurs traités par cette direction ont été les suivants :

- mise en œuvre de la faculté de signalement au périmètre bancassurance France,
- ajout d'un point de contrôle sur les conflits d'intérêts dans la procédure d'approbation des nouveaux produits,
- mise en place d'un dispositif de veille réglementaire,
- approbation des procédures de vente de produits par téléphone et, plus généralement, 14 avis ont été rendus pour des produits nouveaux ou des modifications de produits existants,
- mise à disposition des collaborateurs d'un module d'auto-formation à la directive MIF après l'action de formation menée en 2007,
- animation de journées de formation à la lutte anti-blanchiment pour les collaborateurs du réseau, de la BCMNE et des pôles assurances et gestion pour compte de tiers.

### > Contrôle permanent

A partir de l'examen critique de l'organisation du contrôle interne en caisses locales et au sein des services fédéraux mené en 2007, la direction du contrôle permanent a développé son activité dans 4 domaines distincts :

- Le contrôle des risques de non-conformité avec un accent particulier mis sur les services d'investissement, la lutte anti-blanchiment, le respect des procédures CNIL et la conformité des produits, services et activités.
- Le contrôle des risques opérationnels avec la mise en place de portails de contrôle interne pour les plateformes téléphoniques ainsi que pour la direction comptable et fiscale.
- Le contrôle des risques de crédit avec de nombreuses adaptations du contrôle interne des caisses locales ainsi que la mise en place d'un portail dédié à la direction des crédits.
- Le contrôle des activités de marché avec une revue globale des risques et la construction d'un portail mis en service au début de 2009.

### > Contrôle périodique

#### Le contrôle du réseau des caisses locales

29 missions de révision ont été réalisées en 2008 ainsi que 27 missions de suivi.

Ces révisions ont fait l'objet de 144 recommandations dont 19% concernaient les risques opérationnels, 40 % la conformité, 11 % les crédits et 30% le risque financier.

Une mission thématique s'est déroulée en période estivale et a concerné 24 caisses locales pour 33 points de vente. L'enquête a porté sur 15 domaines dont les plus importants sont le contrôle interne des opérations de banque à distance, le démarchage bancaire et financier, le déclassement des créances en douteux, l'information réglementée de la clientèle, la constitution des garanties, le devoir de conseil en matière de service d'investissements et d'IARD et le risque des crédits à taux indexé non capés.

Cette mission a fait l'objet de 178 recommandations et 29 plans d'actions ont été relayés par les services fédéraux afin de corriger les défauts constatés.

#### Le contrôle des entités « métiers »

La Direction du Contrôle Périodique métiers du Groupe CMNE a mené 25 missions d'audit, dont 10 dans les filiales, qui ont conduit à 244 recommandations dont les  $\frac{3}{4}$  sont essentielles ou importantes.

Ces missions, qui concernent la totalité des entités du Groupe, ont concerné principalement la qualité des données du système d'information dans le cadre des travaux complémentaires au processus d'homologation Bâle II, l'évaluation des PCA des filiales du groupe, le processus de prévention de la fraude interne dans le réseau des caisses locales et l'évaluation de la fonction informatique au sein du groupe BKCP.

#### Le contrôle des agences et des métiers en Belgique

Les agences comme les lignes métiers du siège ont fait l'objet d'audits soutenus en 2008. En ce qui concerne les agences, les banques régionales les plus récemment intégrées (BKCP Noord et BKCP Wallonie) ont encore des progrès significatifs à réaliser pour que leur contrôle interne atteigne le standard du groupe. En ce qui concerne les lignes métiers, il demeure des zones de risque ou, plus simplement, d'inefficience dans les domaines tels que la gestion des titres, la gestion des débiteurs et l'organisation du transport de fonds.

**Acéa**

Parc de la Cimaise  
28, rue du Carrousel  
59650 Villeneuve d'Ascq

**Deloitte & Associés**

185 avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

**GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE**

Société Anonyme  
4, Place Richebé  
59800 Lille

**Rapport des Commissaires aux Comptes**  
(sur les comptes consolidés)

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés du Groupe Crédit Mutuel Nord Europe, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du

patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note III de l'annexe et la note 5 du § IV de l'annexe, qui exposent le changement de méthode comptable en application de l'amendement à IAS 39 du 13 octobre 2008 qui autorise le reclassement de certains actifs financiers.

De même, nous attirons votre attention sur la note I, ainsi que les notes 11b et 20a de l'annexe liées à la correction d'erreur enregistrée, relative au traitement comptable en IFRS d'engagements consentis à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du Groupe.

## II. Justification des appréciations

La crise financière et économique, qui s'est notamment traduite par la hausse exceptionnelle de la volatilité, la forte contraction de la liquidité sur certains marchés, ainsi qu'une difficulté à apprécier les perspectives économiques et financières, a de multiples impacts sur les établissements de crédit, notamment sur leur activité, leurs résultats, leurs risques et leur refinancement. Cette situation crée, cette année, des conditions spécifiques pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables.

C'est dans ce contexte, en application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce relative à la justification de nos appréciations, que nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre Groupe comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (note III de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, aux méthodologies de dépréciation, et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations individuelles et de portefeuille.
- Les principes comptables et méthodes d'évaluation (§ III), ainsi que les notes 2 à 5 de l'annexe, exposent les principes et méthodes comptables appliqués par votre Groupe relatifs aux positions sur titres et sur instruments financiers dérivés, aux opérations de couverture, ainsi qu'aux reclassements sur certains

actifs financiers intervenus en 2008 en application de l'amendement à IAS 39 du 13 octobre 2008. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable, à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions, à la qualification comptable des opérations de couverture, ainsi qu'aux reclassements intervenus en 2008.

- Comme indiqué au § III et dans la note 17 du § IV de l'annexe, votre Groupe comptabilise des provisions techniques propres à l'activité d'assurance. Nous avons examiné les hypothèses et paramètres utilisés, ainsi que la conformité des évaluations obtenues avec les exigences de l'environnement réglementaire et économique.
- Par ailleurs, comme précisé dans l'annexe (§ IV note 18), votre Groupe a reconnu un passif éventuel au titre d'un litige en cours et comptabilisé une provision au titre du risque de contrepartie résultant de la décision de son exécution provisoire. Nous avons examiné les critères d'appréciation des risques relatifs à ce litige et leur traduction comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Villeneuve d'Ascq et Neuilly-sur-Seine, le 24 avril 2009

### Les Commissaires aux Comptes

aCéa

Christian CHOUNAVELLE



Deloitte & Associés

Sylvie BOURGUIGNON



## Structure des effectifs du Groupe

### Répartition par pôle

|                                     | Au 31/12/2007 |            |              | Au 31/12/2008 |            |              |
|-------------------------------------|---------------|------------|--------------|---------------|------------|--------------|
|                                     | CDI           | CDD        | Total        | CDI           | CDD        | Total        |
| Pôle Bancassurance France           | 2 894         | 103        | 2 997        | 2 853         | 110        | 2 963        |
| Pôle Bancassurance Belux            | 396           | 18         | 414          | 368           | 6          | 374          |
| Pôle Entreprises                    | 154           | 2          | 156          | 159           | 1          | 160          |
| Pôle Assurances                     | 168           | 4          | 172          | 188           | 5          | 193          |
| Pôle Gestion pour compte de tiers   | 373           | 6          | 379          | 414           | 15         | 429          |
| Pôle Services et activités diverses | 39            | 1          | 40           | 36            | 2          | 38           |
| <b>EFFECTIF TOTAL GROUPE</b>        | <b>4 024</b>  | <b>134</b> | <b>4 158</b> | <b>4 018</b>  | <b>139</b> | <b>4 157</b> |

Globalement, les effectifs sont restés stables par rapport à 2007. Le pôle Bancassurance France représente plus de 71 % de l'effectif total, le pôle Gestion pour compte de Tiers 10 % et le pôle Belux 9 %.

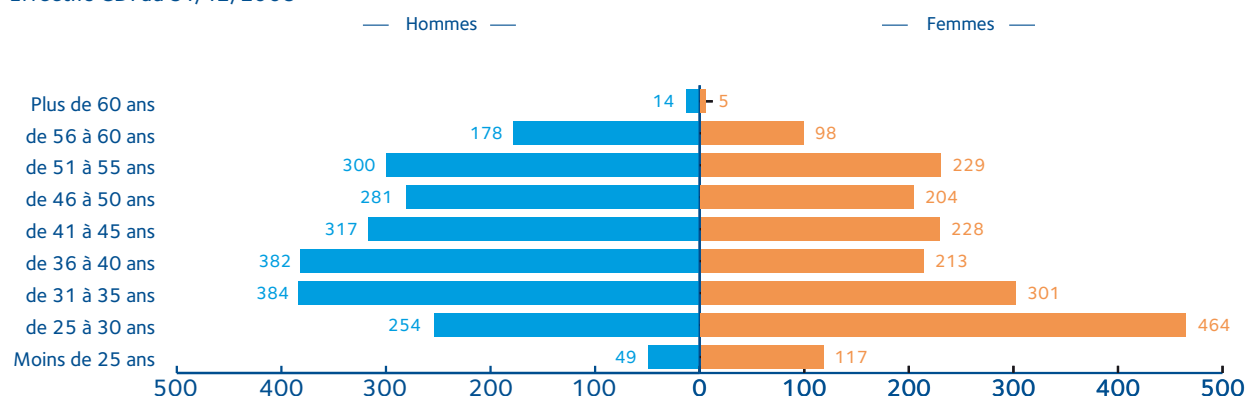
### Répartition par sexe et statut

|                              | CDI Au 31/12/2007 |              |              | CDI Au 31/12/2008 |              |              | Evolution      |                |                |
|------------------------------|-------------------|--------------|--------------|-------------------|--------------|--------------|----------------|----------------|----------------|
|                              | Hommes            | Femmes       | Total        | Hommes            | Femmes       | Total        | Hommes         | Femmes         | Total          |
| Cadres                       | 927               | 313          | 1 240        | 952               | 353          | 1 305        | 2,70 %         | 12,80 %        | 5,20 %         |
| Gradés ou Agents de maîtrise | 811               | 607          | 1 418        | 789               | 604          | 1 393        | -2,70 %        | -0,50 %        | -1,80 %        |
| Employés                     | 471               | 895          | 1 366        | 418               | 902          | 1 320        | -11,30 %       | 0,80 %         | -3,40 %        |
| <b>TOTAL CDI</b>             | <b>2 209</b>      | <b>1 815</b> | <b>4 024</b> | <b>2 159</b>      | <b>1 859</b> | <b>4 018</b> | <b>-2,30 %</b> | <b>+2,40 %</b> | <b>-0,10 %</b> |

Les CDI femmes représentent 46 % de l'effectif. Le nombre de cadres (+ 5%) augmente plus que la moyenne et plus particulièrement le nombre de femmes cadres (+13 %).

### Répartition par tranche d'âge

Effectifs CDI au 31/12/2008

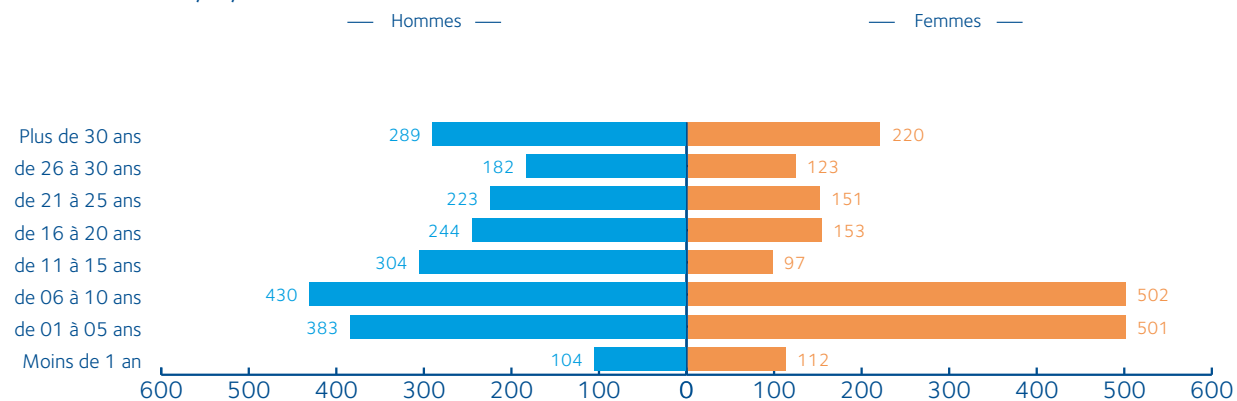


L'âge moyen des CDI à fin 2008 est d'un peu moins de 43 ans.

22 % des CDI ont moins de 30 ans, 32 % ont entre 30 et 40 ans, 39 % ont entre 40 et 55 ans et 7 % ont plus de 55 ans.

## Répartition par ancienneté

Effectifs CDI au 31/12/2008



L'ancienneté moyenne des CDI est d'un peu plus de 11 ans.

## Organisation du travail

Temps partiel

|                                 | 31 déc. 07 |            |            | 31 déc. 08 |            |            |
|---------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|                                 | Hommes     | Femmes     | Total      | Hommes     | Femmes     | Total      |
| Cadres                          | 17         | 40         | 57         | 3          | 40         | 43         |
| Gradés ou Agents de maîtrise    | 10         | 137        | 147        | 5          | 138        | 143        |
| Employés                        | 19         | 164        | 183        | 17         | 155        | 172        |
| CDD                             | 0          | 8          | 8          | 2          | 7          | 9          |
| <b>NOMBRE DE TEMPS PARTIELS</b> | <b>46</b>  | <b>349</b> | <b>395</b> | <b>27</b>  | <b>340</b> | <b>367</b> |

Les principaux motifs de temps partiel sont les congés parentaux d'éducation, les congés pour convenance personnelle.

## Gestion de l'emploi

Les recrutements CDI

|                               | 31 déc. 07 |            |            | 31 déc. 08 |            |            |
|-------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|                               | Hommes     | Femmes     | Total      | Hommes     | Femmes     | Total      |
| Cadres                        | 60         | 30         | 90         | 73         | 40         | 113        |
| Gradés ou Agents de maîtrise  | 18         | 19         | 37         | 18         | 14         | 32         |
| Employés                      | 60         | 118        | 178        | 35         | 95         | 130        |
| <b>NOMBRE D'EMBAUCHES CDI</b> | <b>138</b> | <b>167</b> | <b>305</b> | <b>126</b> | <b>149</b> | <b>275</b> |

## Les sorties CDI

|   | 2007       |           |            |            | 2008       |           |            |            |
|---|------------|-----------|------------|------------|------------|-----------|------------|------------|
|   | Cadres     | Gradés    | Employés   | Total      | Cadres     | Gradés    | Employés   | Total      |
| Démissions                                | 49         | 22        | 46         | 117        | 36         | 21        | 31         | 88         |
| Licenciements pour cause économique       | 2          | 0         | 28         | 30         | 7          | 0         | 16         | 23         |
| Licenciements pour autres causes          | 8          | 4         | 16         | 28         | 11         | 2         | 12         | 25         |
| Départs au cours de la période d'essai    | 8          | 4         | 22         | 34         | 2          | 2         | 16         | 20         |
| Départs en retraite ou mise à la retraite | 37         | 21        | 19         | 77         | 53         | 45        | 26         | 124        |
| Transferts groupe                         | 0          | 0         | 0          | 0          | 1          | 0         | 0          | 1          |
| Décès                                     | 3          | 1         | 2          | 6          | 1          | 3         | 0          | 4          |
| Invalidité                                | 2          | 2         | 2          | 6          | 1          | 0         | 0          | 1          |
| <b>NOMBRE DE DÉPARTS CDI</b>              | <b>109</b> | <b>54</b> | <b>135</b> | <b>298</b> | <b>112</b> | <b>73</b> | <b>101</b> | <b>286</b> |

## Les promotions au sein du groupe

|   | 2008      |           |            |
|---|-----------|-----------|------------|
|   | Hommes    | Femmes    | Total      |
| Employés vers gradés/Agents de maîtrise | 33        | 32        | 65         |
| Gradés/Agents de maîtrise vers cadres   | 37        | 18        | 55         |
| Employés vers cadres                    | 0         | 3         | 3          |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>70</b> | <b>53</b> | <b>123</b> |

## Rémunération individuelle et collective

## Rémunération individuelle

en euros

| 2008                         | Pôle Bancassurance France |               |               | Tous pôles    |
|------------------------------|---------------------------|---------------|---------------|---------------|
|                              | Hommes                    | Femmes        | Total         |               |
| Cadres                       | 53 856                    | 47 352        | 52 824        |               |
| Gradés ou Agents de maîtrise | 34 512                    | 33 600        | 34 188        |               |
| Employés / Non cadres        | 25 764                    | 24 576        | 25 020        |               |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>40 032</b>             | <b>31 080</b> | <b>36 684</b> | <b>39 877</b> |

## Rémunération collective

en euros

| 2008          | Montant    | Montant moyen |
|---------------|------------|---------------|
| Participation | 5 552 102  | 1 533         |
| Intéressement | 15 063 273 | 4 160         |
| Abondement    | 3 556 338  | 1 272         |



## Absentéisme

en jours calendaires

|                                     | 2008         |              |              |               |              |               |               |               | Total         |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                     | Hommes       |              |              |               | Femmes       |               |               |               |               |
|                                     | Cadres       | Gradés       | Employés     | Total         | Cadres       | Gradés        | Employés      | Total         |               |
| Maladie                             | 4 357        | 8 013        | 4 038        | 16 408        | 2 512        | 7 580         | 14 628        | 24 720        | 41 128        |
| Accident du travail/trajet          | 155          | 6            | 90           | 251           | 44           | 295           | 512           | 851           | 1 102         |
| Maternité/Allaitement/<br>Paternité | 294          | 492          | 237          | 1 023         | 2 507        | 4 854         | 11 233        | 18 594        | 19 617        |
| Congés sans solde (*)               | 832          | 83           | 922          | 1 837         | 498          | 1 114         | 8 413         | 10 025        | 11 862        |
| Autres absences (**)                | 754          | 729          | 391          | 1 874         | 285          | 538           | 1 192         | 2 015         | 3 889         |
| <b>TOTAL DES JOURS</b>              | <b>6 392</b> | <b>9 323</b> | <b>5 678</b> | <b>21 393</b> | <b>5 846</b> | <b>14 381</b> | <b>35 978</b> | <b>56 205</b> | <b>77 598</b> |

(\*) Par congés sans solde, il faut entendre les congés parentaux, sabbatiques, création d'entreprise ...

(\*\*) Autres absences rémunérées ou non : naissance, mariage, enfant malade, déménagement, ou tout autre évènement familial prévu par la convention collective

L'absentéisme maladie représente 53 % du total des jours d'absences, la maternité/paternité 25 %, les congés sans solde 15 %, les autres absences (conventionnelles) 5 %.

Le taux d'absentéisme maladie du groupe est en progression passant de 2,4 % à 2,7 %.

## Formation

Nombre de stagiaires ayant suivi au moins une formation dans l'année :

|                              | 2008         |              |              |
|------------------------------|--------------|--------------|--------------|
|                              | Hommes       | Femmes       | Total        |
| Cadres                       | 880          | 297          | 1 177        |
| Gradés ou Agents de maîtrise | 733          | 467          | 1 200        |
| Employés                     | 490          | 892          | 1 382        |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>2 103</b> | <b>1 656</b> | <b>3 759</b> |

Le pourcentage moyen de la masse salariale consacré à la formation continue est de 5,7 %

## Accords d'entreprise signés en 2008

### Pôle Bancassurance France (y compris BCMNE) :

#### 9 accords ou avenants signés :

- Avenant salarial 2008 - signé le 12 février 2008 avec la CFTC
- Avenant n° 4 à l'accord de participation du 14/06/1994 - signé avec la CFDT, la CFTC, la GGT, FO, SUD Banques, le SNB et l'UNSA
- Accord relatif à une mesure d'augmentation des salaires - signé le 15 mai 2008 avec la CFTC, la CGT et l'UNSA
- Avenant à l'article 26 de la Convention Collective (prime master banque finance) signé le 27 mai 2008 avec la CFTC, la CGT et l'UNSA
- Avenant à l'article 9 de la Convention Collective (période d'essai) signé le 5 septembre 2008 avec la CFTC, la CGT, le SNB et l'UNSA
- Accord relatif aux congés de formation économique sociale et syndicale signé le 15 octobre 2008 avec la CFDT, la CFTC, la CGT, FO, SUD Banques et l'UNSA
- Avenant n°1 à l'accord prévoyance santé du 10/11/2004 signé le 16 novembre 2008 avec la CFTC et la CFDT
- Avenant de reconduction à l'accord relatif à la VAE du 3 mai 2006 signé le 11 décembre 2008 avec la CFDT, la CGT, FO, SUD Banque et l'UNSA
- Accord relatif aux plates-formes téléphoniques CMNA signé le 24 décembre 2008 avec la CFTC et l'UNSA

### Pôle Gestion pour compte de tiers :

#### 8 accords ou avenants pour le groupe UFG :

- Accord de substitution Convention Collective - signé par la CGC (SNUHAB) et la CFTC - signé le 05/02/2008
- Avenant n°1 à l'accord Préélectoral du 29/01/07 portant sur l'intégration du GIE à l'UES signé par la CGC (SNUHAB) et la CFTC - signé le 28/05/2008
- Avenant n°1 au Plan d'Épargne Entreprise pour l'UES UFG - signé le 12/06/2008
- Avenant n°1 à l'accord collectif ARTT et CET de l'UES UFG - signé par la CGC (SNUHAB) et la CFTC le 12/06/2008
- Avenant n°1 à l'accord d'Intéressement pour l'UES UFG - signé le 12/06/2008
- Avenant n°1 à l'accord de Participation des salariés aux résultats de l'entreprise UES UFG - signé le 12/06/2008
- Protocole d'Accord relatif à la Négociation Annuelle Obligatoire - signé par la CGC (SNUHAB) et la CFTC le 18/12/2008
- Accord de substitution sur l'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail - signé par la CGC (SNUHAB) et la CFTC le 31/12/2008

### Pôle Services et activités diverses :

- Accord concernant la Négociation Annuelle Salariale signé le 26/02/2008 (CMN TEL)



## La RSE au CMNE

Le Crédit Mutuel Nord Europe est, traditionnellement et par vocation, très présent dans les différents domaines d'intervention qui forment le champ des applications de la responsabilité sociale de l'entreprise au titre de laquelle les engagements sociaux et sociétaux occupent une place prépondérante.

Au regard de son métier de bancassureur qui constitue le cœur de ses activités, l'illustration la plus originale des actions initiées par le CMNE concerne la montée en puissance de la Caisse Solidaire. En 2008, elle a renforcé ses actions au service d'une conception de l'entreprise citoyenne responsable dans un partenariat étroit avec le secteur des associations et des collectivités locales.

Plus largement, le nouveau contexte économique et social issu de la crise pousse la société à recherche du sens et renforce la légitimité des valeurs qui sous-tendent le comportement des acteurs du CMNE et leur action coopérative et mutualiste.

### Satisfaction de la clientèle

Cette raison d'être, tout entière tournée vers le plein service, est portée par la pertinence d'une organisation tripartite autour des sociétaires, des administrateurs et des salariés en direction d'un objectif unique, le service au client.

L'amélioration de la satisfaction de nos sociétaires-clients inscrite comme axe majeur du Plan à Moyen Terme CMNE 2011, s'est trouvée confortée par la distinction attribuée au Crédit Mutuel dans l'étude TNS-Sofres au niveau national, le plaçant sur la première place du podium de la relation client.

Parallèlement, les travaux menés pour renforcer la concrétisation des engagements de service repris dans la charte du sociétaire ont été validés et leur mise en œuvre se poursuit.

La volonté de développer au quotidien les moyens de la relation personnalisée se traduit aussi dans la mise en œuvre des normes définies pour le nouveau concept d'agence, centré sur l'accueil et l'ouverture. Son déploiement a été engagé pour la création des nouveaux points de vente.

Dans le contexte général de montée en puissance du consumérisme, relayé par les médias, le CMNE attache une importance particulière au traitement des réclamations de sa clientèle pour donner, chaque fois que possible, à la fois satisfaction à des demandes justifiées, résorber les dysfonctionnements éventuels et s'attacher à la fidélisation de ses clients.

Un effort très important a été consacré pour rendre notre communication sur la tarification encore plus complète et plus transparente en y associant une présentation de conseils pour mieux gérer ses comptes ainsi qu'en préparant soigneusement la sortie du relevé annuel de frais instauré par la Loi Chatel.

### La gouvernance

Dans le souci de répondre au mieux aux attentes et aux besoins de ses sociétaires et clients, l'organisation participative constitue un levier déterminant dans le fonctionnement de l'institution.

La représentativité des administrateurs au sein des conseils d'administration est, de ce point de vue, un critère essentiel.

C'est la raison pour laquelle une démarche a été conduite en direction des présidents et directeurs des caisses locales pour favoriser le processus d'intégration de nouveaux administrateurs pour représenter au mieux des sociétaires dans les conseils d'administration et favoriser les moyens d'animation de leurs réunions.

L'information et la formation, toujours très actives, au travers de supports de communication et de sessions de formation constituent aussi des moyens privilégiés pour mettre nos 2 000 administrateurs en situation de toujours mieux exercer leur rôle et de mettre en application les comportements conformes à la déontologie du Groupe.

La démultiplication des moyens d'écoute et d'expression favorables à cette relation tripartite se traduit très complètement dans les rencontres qui sont organisées chaque année avec les sociétaires lors des 173 assemblées générales que tiennent les caisses locales, maillon du réseau institutionnel du CMNE sur les sept départements.

Pour accompagner cette communication et en assurer la pérennité, le tandem président / directeur, chacun dans un rôle spécifique, constitue, au quotidien, le lien essentiel entre les techniciens et les élus pour faire vivre, au service de la performance et du service bancaire, les atouts jumelés de la coopération et du mutualisme grâce à un fort ancrage territorial.

### Les initiatives mutualistes

Pour donner son plein rayonnement à l'action de la Caisse Solidaire, caisse à grand rayon d'action sur la circonscription des 7 départements de la Fédération, le réseau des correspondants s'est accru avec la signature de nouvelles conventions de partenariat avec les collectivités et les associations, portant leur nombre à 109. Cette mise en œuvre est confortée par l'action fédératrice de 185 ambassadeurs, par ailleurs administrateurs à part entière au sein des caisses locales du CMNE.

130 opérations de micro crédits personnels ont, durant l'année écoulée, été mises en place et font l'objet d'un accompagnement et d'un suivi sans incident de remboursement notable conformément aux engagements pris.

Parallèlement, le programme des initiatives mutualistes a été poursuivi. Sur la base de propositions émanant des acteurs locaux, une vingtaine de soutiens ont été apportés dans des domaines variés, constituant autant de moyens d'accompagnement de l'action citoyenne, en particulier dans les milieux associatifs.

### Tout en maintenant les orientations stratégiques arrêtées dans son plan à moyen terme ...

La crise qui affecte durement l'économie ne remet pas en cause les orientations que le CMNE s'est fixées dans le cadre de son plan à moyen terme 2008-2011.

En tant que groupe euro régional concepteur et distributeur de produits financiers, il entend développer son offre multi canal, renforcer ses synergies et mobiliser ses 4 000 collaborateurs. Ces orientations se déclinent au niveau des objectifs de chaque pôle pour parvenir à faire de :

- CMNE** LA 1<sup>ère</sup> banque de ses clients
- BKCP** l'interlocuteur naturel des indépendants et de la clientèle patrimoniale
- BCMNE** la banque partenaire des PME / PMI
- UFG** un acteur de référence sur tous les segments de la gestion d'actifs
- NEA** un groupe d'assurances multicanal et eurorégional



### ... le CMNE réalise, au sein des différents pôles, les ajustements nécessaires à la nouvelle donne économique

Pour le pôle bancassurance France, le CMNE poursuivra en 2009 ses investissements notamment avec un plan de rénovation de ses points de vente selon un nouveau concept d'agence, la mise à disposition d'espaces dédiés aux professionnels et la mutualisation des back-offices pour permettre aux agences de se concentrer sur l'activité commerciale. La fidélisation de la clientèle reste l'axe fort de son développement avec une systématisation des contacts clients dans le cadre d'une stratégie multicanal.

Pour le pôle bancassurance Belux, l'objectif du plan de restructuration adopté fin 2008 est de retrouver l'équilibre du résultat brut d'exploitation en 2010 et du résultat net comptable en 2011 ; les résultats des premiers mois de 2009 sont encourageants. Le plan d'économies comprend la fusion des banques régionales en un seul établissement, la centralisation du fonctionnement des différentes entités du groupe, la rationalisation des services supports et l'adaptation du réseau. Lui sont associés un plan de développement commercial, s'appuyant sur la banque en ligne, et un plan de formation des collaborateurs.

Pour le pôle entreprises, la BCMNE continuera à s'attacher à devenir banque de 1<sup>er</sup> cercle de ses clients, les PME et PMI régionales, notamment en développant une offre d'ingénierie financière et patrimoniale en synergie avec les compétences qu'offre le groupe UFG en matière de private equity et de gestion patrimoniale pour répondre aux besoins grandissants des PME et de leurs dirigeants en matière de développement, d'acquisition et de transmission.

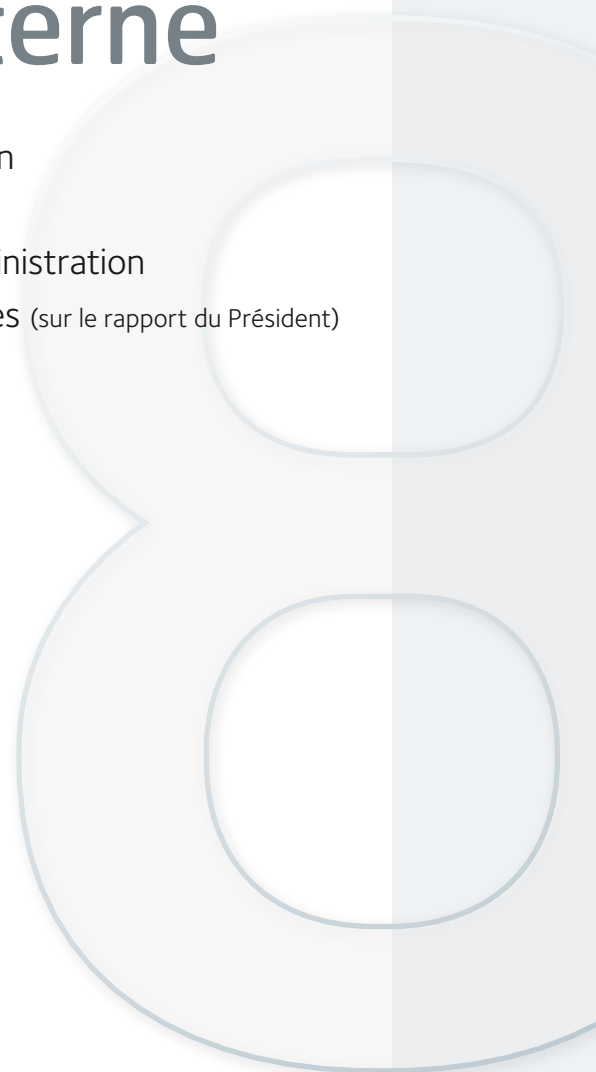
En assurance-vie, l'année 2009 est abordée avec prudence après l'exercice 2008 marqué par l'instabilité et la morosité des marchés financiers. La baisse des taux des livrets défiscalisés devrait être favorable à la collecte. La stratégie de développement continuera à s'appuyer sur les réseaux France et Belgique, ainsi qu'au travers de l'UFG grâce à une nouvelle offre et sur internet avec des partenaires externes. En IARD, les caisses locales poursuivront l'équipement de la clientèle pour la fidéliser et la compagnie renforcera sa démarche qualité.

Pour réagir à la crise, le Groupe UFG a arrêté trois axes de développement. Il a acquis la filiale de gestion française du groupe suisse Sarasin, leader européen dans la gestion socialement responsable (ISR). Il repositionne son offre vers l'ISR, actions et immobilier, et développe une nouvelle gamme de produits « Major Trends » sur les thèmes séculaires orientés vers la clientèle européenne. Il rationalise ses structures en organisant les entités de gestion autour de deux pôles : immobilier et valeurs mobilières, en optimisant ses forces commerciales au sein d'une même plate-forme et en rassemblant l'ensemble des fonctions transverses au sein d'un pôle support.



# |Gouvernance et Contrôle Interne

- 46** Composition du Conseil d'administration
- 47** Composition du Comité de Direction
- 48** Rapport du Président du Conseil d'administration
- 57** Rapport des Commissaires aux Comptes (sur le rapport du Président)



**Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe**

Situation au 31 décembre 2008

|                         |   |
|-------------------------|---|
| Président :             | <b>Philippe VASSEUR</b> <sup>[1]</sup>  |
| Vice-Présidents :       | <b>Jacques CHOMBART</b> <sup>[2]</sup><br><b>André HALIPRE</b> <sup>[2]</sup><br><b>Michel ROZAT</b> <sup>[2]</sup><br><b>Maurice TOME</b> <sup>[2]</sup>   |
| Secrétaire :            | <b>Christian TAVET</b> <sup>[4]</sup>   |
| Trésorier :             | <b>Michel HEDIN</b> <sup>[3]</sup>  |
| Administrateurs :       | <b>Jean Louis BOUDET</b> <sup>[3]</sup><br><b>Jean Marc BRUNEAU</b> <sup>[3]</sup><br><b>Philippe LELEU</b> <sup>[3]</sup><br><b>Patrick LIMPENS</b> <sup>[3]</sup><br><b>Annie LUGEZ</b> <sup>[3]</sup><br><b>Onésime MARIEN</b> <sup>[3]</sup><br><b>Gérard MASSE</b> <sup>[3]</sup><br><b>Bertrand OURY</b> <sup>[3]</sup><br><b>Jacques PETIT</b> <sup>[5]</sup><br><b>Francis QUEVY</b> <sup>[3]</sup><br><b>Christine THYBAUT</b> <sup>[3]</sup><br><b>Jacques VANBREMEERSCH</b> <sup>[3]</sup> |
| Présidents Honoraires : | <b>Gérard AGACHE</b> <sup>[6]</sup><br><b>Elie JONNART</b> <sup>[6]</sup>   |

Également à la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe :

[1] président [2] vice-président [3] administrateur [4] secrétaire [5] censeur  
[6] président honoraire

Situation au 1<sup>er</sup> avril 2009

|   |                             |
|---|-----------------------------|
| Directeur Général :   | <b>Eric CHARPENTIER</b>     |
| Directeur Général Délégué,<br>chargé de l'Exploitation :          | <b>Christian NOBILI</b>     |
| Directeur Général Adjoint,<br>Direction de l'Exploitation :       | <b>Philippe LEVEUGLE</b>    |
| Directeur Central -<br>Comptabilité et Contrôle de Gestion :      | <b>Florence DESMIS</b>      |
| Directeur Central -<br>Organisation, Informatique et Logistique : | <b>Henry ROGOWSKI</b>       |
| Directeur Central - Finances :                                    | <b>Nicolas SALMON</b>       |
| Directeur Central -<br>Relations Humaines et Sociales :           | <b>Denis VANDERSCHULDEN</b> |
| Secrétaire<br>du Comité de Direction :                            | <b>Jérôme PAVIE</b>         |
| <hr/>   |                             |
| Inspecteur Général :  | <b>José DRUON</b>           |
| <hr/>   |                             |
| Commissaires aux Comptes :  | <b>aCéa et DELOITTE</b>     |

Le Comité de Direction est présidé par le Directeur Général qui dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer le Groupe CMNE, dans le cadre de la stratégie arrêtée par les Conseils d'Administration Fédéraux.

Il se réunit une fois par semaine et, tous les deux mois, dans une formation élargie, il accueille les responsables des pôles Assurances, Bancassurance Belux, Entreprises et UFG.

Il s'appuie sur les travaux réalisés par plusieurs comités spécialisés :

- Le **Comité financier de Groupe** gère les risques de taux et de liquidité. Il est relayé par des comités financiers trimestriels ou semestriels au niveau des entités financières du Groupe.
- Le **Comité grands risques** examine chaque trimestre les risques supérieurs à un seuil défini par la direction générale par entité et de façon consolidée.
- Le **Comité de développement** propose des évolutions tarifaires, gère la gamme de produits et services et pilote les plans d'actions commerciales.
- Le **Comité d'amélioration de la performance** est chargé d'élaborer et de suivre le budget ainsi que de proposer des réductions de coûts.

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du code de commerce, le président du Conseil d'administration rend compte dans un rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil d'administration,
- des procédures de contrôle interne mises en place,
- des éventuelles limitations apportées aux pouvoirs du Directeur Général.

J'ai l'honneur de vous présenter ce rapport qui a été finalisé, sous mon autorité, en coordination avec les responsables de l'Inspection générale et du Contrôle permanent et de la Conformité. Conformément à l'article 26-5 de la loi du 3 juillet 2008, ce rapport a été soumis à l'approbation du Conseil d'administration du 23 mars 2009.

## I – Conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration

### 1 – Présentation du Conseil d'administration

À la date de clôture de l'exercice 2008, la composition du Conseil d'administration de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe était la suivante :

|                         |  |
|-------------------------|--|
| Président :             | <b>Philippe VASSEUR.</b>   |
| Vice-Présidents :       | <b>Jacques CHOMBART, André HALIPRE, Michel ROZAT et Maurice TOME.</b>  |
| Secrétaire :            | <b>Christian TAVET.</b>  |
| Administrateurs :       | <b>Jean-Louis BOUDET, Jean-Marc BRUNEAU, Michel HEDIN, Philippe LELEU, Patrick LIMPENS, Annie LUGEZ, Onésime MARIEN, Gérard MASSE, Bertrand OURY, Francis QUEVY, Christine THYBAUT et Jacques VANBREMEERSCH.</b> |
| Censeur <sup>1</sup> :  | <b>Jacques PETIT.</b>  |
| Présidents honoraires : | <b>Gérard AGACHE et Elie JONNART.</b>  |

### 2 – Organisation et préparation des travaux du Conseil d'administration

- Le **Conseil d'administration** détient ses pouvoirs des statuts et du règlement général de fonctionnement. En tant que de besoin, les codes de déontologie et de bonne conduite, concernant notamment la prévention et le traitement des situations irrégulières des élus, viennent compléter les règles de fonctionnement applicables à l'organe délibérant.
- Le Conseil d'administration arrête la stratégie du Groupe sur la base des propositions qui lui sont soumises par la Direction Générale. Il en contrôle la mise en œuvre. Il est élu par les 173 Caisses locales qui disposent chacune d'un Conseil d'administration, composé de membres élus par les sociétaires en assemblée générale selon le statut coopératif « un homme, une voix ». Certains de

ses membres participent également aux conseils des sociétés holding du Groupe : BCMNE, CMNE Belgium, NEA et Groupe UFG.

- Un **Bureau**, composé de 9 membres, s'est réuni 8 fois durant l'année. C'est une instance de concertation, notamment sur des dossiers ensuite soumis au Conseil d'administration.
- Le Conseil d'administration a donné délégation à deux comités spécialisés :

au **Comité d'audit**, chargé notamment d'examiner les comptes sociaux individuels et consolidés, de vérifier la clarté des informations fournies, de porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes sociaux, d'évaluer la qualité et la cohérence des systèmes de contrôle interne et de suivre le degré de couverture des risques de crédit, concentration, marché, taux d'intérêt global, intermédiation, liquidité, règlement et opérationnels.

Présidé par le Président de la Fédération du CMNE, il comprend quatre autres administrateurs fédéraux ; le Directeur Général, le Directeur Général Délégué, l'Inspecteur Général et des membres du Comité de Direction assistent également aux réunions. Un règlement intérieur définit son fonctionnement et sa mission. Il s'est réuni 5 fois et ses travaux ont porté notamment sur :

- le suivi des évolutions réglementaires,
- la validation du plan pluriannuel et le programme annuel d'audit de l'Inspection Générale,
- la surveillance générale des risques,
- le résultat des missions menées par l'Inspection Générale,
- l'examen des comptes sociaux et consolidés
- l'examen des travaux des Commissaires aux Comptes.
- une procédure d'arbitrage en cours engageant le CMNE.

au **Comité de Crédit fédéral** qui statue une fois par semaine sur les dossiers d'un montant unitaire supérieur à 500 000 euros ou faisant l'objet de conditions dérogatoires aux règles édictées par la Fédération. Un règlement intérieur définit son fonctionnement et sa mission.

<sup>1</sup> Le Conseil d'Administration peut nommer pour une durée de 3 ans renouvelable jusqu'à 6 censeurs. Ils ont un rôle d'observation, de conseil et d'assistance auprès du Conseil d'Administration. Ils assistent aux séances du Conseil d'Administration à titre consultatif.



## 2.1 – Réunions du Conseil d'administration :

Le Conseil d'administration s'est réuni 10 fois, une fois par mois, sauf en juillet et en août. Le taux de participation de 92 % traduit la forte implication des administrateurs. La durée moyenne des réunions est de trois heures.

- Les ordres du jour ont comporté systématiquement un point sur la conjoncture et le contexte institutionnel et la crise financière depuis avril, sur les résultats d'activité et le suivi des risques dans le domaine du crédit. Le Conseil s'est également prononcé sur l'évolution de l'offre commerciale.
- Le Conseil a pris connaissance des actualisations trimestrielles des résultats prévisionnels de gestion de l'exercice en cours.
- Les autres sujets portés à l'ordre du jour des réunions :
  - Le 21 janvier, examen du plan d'actions 2008 des pôles d'activité composant le Groupe, sur la base de la note d'orientation adoptée en septembre 2007.
  - Le 25 février, examen du rapport d'activité 2007 et des résultats de gestion au 31 décembre 2007.
  - Le 17 mars, présentation de la gestion actif passif, examen des rapports sur le contrôle interne et la mesure de la surveillance des risques. Le Président a présenté son rapport sur les travaux du Conseil en 2007 et les procédures de contrôle interne, notamment dans les domaines financier et comptable.
  - Le 17 mars et le 21 avril, en présence des Commissaires aux Comptes convoqués conformément à l'article L 225-238 du Code de commerce et après avoir entendu leur rapport, le Conseil a arrêté les comptes sociaux et globalisés des entités bancaires et les comptes consolidés du Groupe. Ces comptes avaient été présentés préalablement au Comité d'audit.
  - Le 21 avril et le 20 octobre, examen des rapports Bâle II sur le risque crédit au 31 décembre 2007 et au 30 juin 2008. Ces rapports avaient été préalablement présentés au Comité d'Audit.
  - Le 16 mai, afin de permettre au réseau des Caisses locales de disposer de produits d'épargne comptable à long terme et de contribuer parallèlement au renforcement des ressources longues du Groupe, le Conseil a décidé de procéder à l'émission d'un ou plusieurs emprunts obligataires pour un montant maximal de 200 millions d'euros à taux fixe ou variable et d'une durée de dix ans au plus.
  - Le 16 juin, examen du rapport annuel du responsable de la conformité pour les services d'investissement.
  - Le Conseil a approuvé la dissolution sans liquidation de la société Financières Malesherbes et la transmission universelle de son patrimoine à la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe, actionnaire unique.
  - Le 22 septembre, examen des orientations générales du plan 2009 pour le réseau des Caisses locales.
  - Le 20 octobre, examen des comptes consolidés au 30 juin.
  - Les 20 octobre et 15 décembre, comptes-rendus

sur le résultat des tests effectués pour le nouveau concept d'agence et la nouvelle organisation du réseau avec les unités d'appui locales et les espaces conseils professionnels.

- Le 17 novembre, examen des dispositions prises par les Pouvoirs publics face à la crise financière. Le Conseil a approuvé l'augmentation du capital de la société NEA, holding du pôle métier assurances, de 50 millions d'euros ainsi qu'une délégation de compétence consentie au Directoire pour une augmentation de capital dans la limite de 150 millions d'euros.
- Le 15 décembre, examen des évolutions relatives aux référentiels dans le domaine de la politique de gestion des risques du Groupe CMNE et conséquences de la sentence arbitrale rendue le 2 décembre 2008. Également, examen du rapport du responsable de la conformité pour les services d'investissement à l'Autorité des Marchés Financiers sur la prévention et la gestion des conflits d'intérêts.
- Toutes les réunions ont satisfait, sur première convocation, les conditions de quorum et de majorité requises par les statuts.
- Le Comité d'entreprise a toujours été représenté.

## 2.2 – Reportings :

- Les comptes-rendus des réunions du Conseil d'administration sont validés à la réunion suivante. Cette validation confirme une retranscription fidèle du contenu des travaux.
- Les rapports et conclusions des Commissaires aux Comptes.
- Les rapports et communications des autorités de contrôle (Commission Bancaire, Inspection Confédérale).
- La liste des conventions réglementées et ordinaires.

## 2.3 – Envoi des documents de travail :

- Les membres du Conseil d'administration ont reçu toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission selon le calendrier suivant :

| Conseil du :        | Convocation le :          | Documents complémentaires le : |
|---------------------|---------------------------|--------------------------------|
| 21 janvier          | 7 janvier                 | 16 janvier                     |
| 25 février          | 4 février                 | 20 février                     |
| 17 mars             | 3 mars                    | 13 mars                        |
| 21 avril            | 8 avril                   | 16 avril                       |
| 16 mai <sup>2</sup> | -                         | -                              |
| 16 juin             | 26 mai                    | 11 juin                        |
| 22 septembre        | 1 <sup>er</sup> septembre | 15 septembre                   |
| 20 octobre          | 3 octobre                 | 15 octobre                     |
| 17 novembre         | 3 novembre                | 12 novembre                    |
| 15 décembre         | 1 <sup>er</sup> décembre  | 10 décembre                    |

<sup>2</sup> Conseil convoqué oralement à l'issue de l'Assemblée Générale pour la constitution du Bureau

Les documents préparatoires sont également adressés par messagerie.

- Les documents et informations fournis, nécessaires à la mission des administrateurs, sont principalement les suivants :
  - la note de conjoncture,
  - la note mensuelle d'activité,
  - le suivi mensuel des risques,
  - les comptes sociaux et les comptes consolidés,
  - les propositions sur les nouvelles conditions des produits et services,
  - les notes de présentation sur les sujets soumis à l'approbation des membres du Conseil,
  - les supports écrits publiés sous la forme commentaires des présentations PowerPoint faites en séance.

L'ensemble des participants aux réunions du Conseil d'administration est tenu à une obligation de confidentialité et de discrétion s'agissant des informations communiquées ou reçues dans le cadre de ces réunions.

### 3 – Les pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général Délégué

Conformément à la pratique constante du Groupe qui distingue les fonctions d'orientation, de décision et de contrôle, d'une part, et les fonctions exécutives, d'autre part, les fonctions de Président et de Directeur Général sont dissociées.

Lors de sa réunion du 24 avril 2006, le Conseil d'administration a nommé Directeur Général, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2006, Monsieur Eric CHARPENTIER et lui a attribué tous pouvoirs pour agir seul au nom et pour le compte de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe.

Lors de sa réunion du 21 janvier 2008, le Conseil d'administration a nommé Directeur Général Délégué, à compter du 1<sup>er</sup> février 2008, Monsieur Christian NOBILI qui dispose des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

## II – Procédures de contrôle interne

### 1 – La Caisse fédérale du CMNE a mis en place des procédures de contrôle interne

Le contrôle interne est un processus, défini et mis en œuvre par le Conseil d'administration, le management et le personnel de l'entreprise, visant à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- fiabilité de l'information comptable et financière,
- efficacité et efficience de la conduite des opérations de l'entreprise,
- protection des actifs de l'organisation,
- respect des lois et des réglementations.

#### 1.1 – L'environnement de contrôle

- Les référentiels externes :
  - La Caisse fédérale évolue dans un environnement

très réglementé et doit respecter notamment le règlement CRBF 97-02 relatif au contrôle interne.

- Elle est assujettie aux obligations réglementaires et de reporting qui s'appliquent aux établissements de crédit (ratios réglementaires, rapports annuels de contrôle interne à la Commission Bancaire...).
- Elle est soumise aux contrôles des organes de réglementation bancaire et des assurances (Commission Bancaire, Autorité des Marchés Financiers, Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles...).
- Elle est soumise également au contrôle de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel en application de la Décision de Caractère Général relative à l'organisation du contrôle du Crédit Mutuel.

- Les référentiels internes :
  - Statuts
  - Règlement Général de Fonctionnement - Règlement Financier
  - Règlement du Comité d'audit
  - Charte du contrôle périodique - Charte de la conformité
  - Codes de déontologie et de bonne conduite
  - Règlements intérieurs
  - Définition des missions des directions et des fonctions sous forme d'organigrammes
  - Recueil des pouvoirs

#### 1.2 – Les acteurs ou structures exerçant des activités de contrôle

Conformément aux prescriptions réglementaires des organes de tutelle et aux normes établies par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, le dispositif de contrôle interne du CMNE s'applique à l'ensemble des entités du Groupe, établissements de crédit et filiales.

Le périmètre de contrôle interne couvre les six pôles d'activité : bancassurance France, bancassurance Belux, entreprises, assurances, gestion pour compte de tiers, services et activités diverses. Au regard de ses propres réglementations, chaque pôle d'activité adapte et met en place son organisation de contrôle.

Les fonctions dédiées au contrôle interne ont été réparties entre :

##### 1.2.1 – le contrôle permanent avec deux niveaux de contrôle distincts et le contrôle de la conformité :

- le contrôle permanent opérationnel de 1<sup>er</sup> niveau effectué dans les entités opérationnelles sous la responsabilité directe de la hiérarchie,
- le contrôle permanent de 2<sup>ème</sup> niveau réalisé par des structures distinctes des entités opérationnelles et organisé autour :
  - de structures centrales : une direction du contrôle permanent à laquelle est rattaché le responsable de la sécurité des systèmes d'information, une direction du contrôle de la conformité, une direction des risques et une fonction de contrôle comptable permanent,
  - de structures de contrôle permanent et de la conformité dans les différents pôles du Groupe (assurances, belux, entreprises, gestion pour compte

de tiers) ; des liens fonctionnels sont établis entre les directions centrales et les structures de contrôle des pôles,

- d'un comité du contrôle permanent et de la conformité réunissant les responsables des structures centrales et de chaque pôle.

### 1.2.2 - le contrôle périodique

De 3<sup>ème</sup> niveau, placé sous la responsabilité de l'Inspecteur Général qui intervient sur l'ensemble des entités du Groupe : réseau (173 Caisses locales), services fédéraux et sociétés du Groupe.

L'Inspecteur Général certifie les bilans des Caisses locales.

Il est membre du Comité d'audit, de la commission de propositions des niveaux de délégation d'octroi de crédit donnés chaque année aux responsables du réseau bancassurance France ainsi que du Comité d'audit du Crédit Professionnel SA et participe aux réunions du Comité de contrôle permanent et du contrôle de la conformité.

L'Inspection Contrôle Audit Groupe se compose de deux directions : l'une dédiée au contrôle périodique Réseau et l'autre au contrôle périodique Métiers.

## 1.3 – Les dispositifs de contrôle :

### 1.3.1 - Les dispositifs du contrôle permanent et du contrôle de la conformité sont les suivants :

- **Les procédures d'examen de la conformité :**  
La procédure d'approbation et de contrôle des nouveaux produits, services ou activités est opérationnelle depuis mai 2007.  
Cette procédure a été actualisée fin 2008 afin notamment de rendre plus fluide son application en tenant compte de l'expérience acquise depuis près de deux ans et de tenir compte des évolutions réglementaires concernant les responsabilités incombant aux concepteurs et distributeurs de produits ou services.  
La fonction conformité a été sollicitée à 14 reprises pour des produits nouveaux ou modifications de produits existants.
- **Les procédures de prévention des conflits d'intérêts :**  
Un point de contrôle relatif aux conflits d'intérêts a été ajouté à la procédure d'approbation et de contrôle d'un nouveau produit visant à apprécier si la distribution de celui-ci est susceptible de favoriser l'apparition de conflits d'intérêts.
- **Le dispositif de remontée et de suivi des dysfonctionnements :**  
La procédure de centralisation des dysfonctionnements qui inclut la faculté de signalement est opérationnelle depuis le 11 septembre 2008 au périmètre du pôle bancassurance France.  
Elle a été élaborée en concertation avec les directions opérationnelles. Chaque direction ciblée transmet régulièrement des informations à la direction de la conformité qui les analyse et priorise les actions à mener visant à veiller à la mise en conformité des opérations gérées par les métiers, à mener des contrôles, et à

sensibiliser le personnel.

Les procédures de centralisation des dysfonctionnements et de faculté de signalement ont été validées par le comité de direction.

- **Le suivi des modifications réglementaires :**  
Le dispositif de veille réglementaire est en place.  
Une procédure écrite décrit les rôles respectifs du juridique et de la conformité, le système de veille réglementaire au sein de la direction de la conformité ainsi que les moyens de collecte de l'information réglementaire. Pour certains métiers, la conformité dispose de correspondants au sein des directions.  
La procédure de veille réglementaire a fait l'objet d'un autodiagnostic et d'une actualisation, pour tenir compte notamment des dispositions communautaires adoptées en groupe de travail confédéral et pour mieux intégrer les dispositions réglementaires propres aux services d'investissement.
- **Les actions de formation aux procédures de contrôle de la conformité :**
  - pour les missions et les dispositifs de la conformité : mise à disposition d'un module d'auto-formation de sensibilisation à la conformité, formation en salle des « promotions management réseau », collaborateurs amenés à prendre la responsabilité d'un point de vente, et formation des télé-conseillers à la vente à distance,
  - pour la conformité des services d'investissement : l'action de formation, menée en fin d'année 2007, pour sensibiliser aux évolutions réglementaires induites par la directive MIF s'est poursuivie en 2008 avec la mise à disposition des collaborateurs d'un module d'auto-formation sur le même sujet,
  - pour la lutte anti-blanchiment : mise à disposition d'un module d'auto-formation à la réglementation. Des actions de formation ont été dispensées par le correspondant TRACFIN et par les responsables à leurs collaborateurs.
- **La gestion du risque de réputation :**  
Les dispositifs de contrôle de la conformité mis en œuvre participent à la gestion du risque de réputation (la remontée et le suivi des dysfonctionnements, l'approbation et le contrôle des nouveaux produits, la veille réglementaire...).  
Par ailleurs, un dispositif de management et de communication de crise est formalisé.
- **Les modalités d'information du responsable du contrôle permanent :**  
Le responsable du contrôle permanent est régulièrement informé des travaux et des résultats de contrôle notamment lors :
  - des réunions hebdomadaires organisées avec les responsables des directions du contrôle permanent et du contrôle de la conformité,
  - des réunions du comité du contrôle permanent et de la conformité.

### 1.3.2 – Les dispositifs du contrôle périodique

Pour les Caisses locales, la mesure de l'efficacité des dispositifs de contrôle interne mis en place par les responsables de point de vente, est effectuée régulièrement, au travers soit de révisions, soit de missions thématiques.

Pour les services fédéraux, les dispositifs sont organisés autour :

- des questionnaires de contrôle interne permettant d'identifier les zones à risques, les points faibles des procédures et contribuant à établir le plan d'audit,
- des missions de contrôle thématique, d'évaluation de contrôle interne et de suivi des recommandations.

Quant aux sociétés du Groupe, chacune d'elles est responsable de la mise en place de son système de contrôle interne, de son animation et de son actualisation. Dans la plupart des sociétés, un correspondant contrôle interne a été nommé et certaines disposent de contrôleurs dédiés.

L'Inspection Générale effectue ses travaux sur la base de méthodologies formalisées et d'outils informatiques dont l'adéquation est revue régulièrement. Un référentiel de contrôle des Caisses locales est mis en place.

Un plan de contrôle annuel est élaboré et présenté par l'Inspecteur Général à l'approbation de la Direction Générale et du Comité d'audit. Il est organisé de telle façon que l'ensemble des risques soit contrôlé sur une période maximale de quatre ans.

Un plan pluriannuel 2008-2011 du contrôle périodique a également été élaboré.

Au cours de l'exercice 2008, cinquante trois missions d'inspection ont été réalisées dans le réseau sur un tiers des caisses. De même, vingt cinq missions de contrôle par ligne de métier dont dix dans les filiales ont été effectuées.

### 1.4 – L'organisation du contrôle interne de l'activité exercée à l'étranger

- Le contrôle interne de premier niveau :  
Les agences suivent une procédure de contrôle interne approuvée par le Comité de direction. Le système de contrôle interne des services du siège repose sur les contrôles hiérarchiques, la séparation des fonctions et des contrôles automatisés.
- Les fonctions dédiées au contrôle interne :
  - Les inspections des agences sont réalisées par le service d'audit et inspection sur la base d'une check-list qui fait l'objet d'une révision régulière.
  - Un reporting semestriel est communiqué au Comité de direction.
  - L'audit interne remplit son rôle de contrôle de troisième niveau défini dans sa charte approuvée par le Comité de direction et par le Conseil d'administration. Une analyse des risques aboutit à l'établissement d'un planning pluriannuel (quatre ans) qui est formalisé et soumis au Comité de direction.
  - Les rapports d'audit sont présentés au Comité d'audit.

### 1.5 – L'organisation du contrôle interne de l'activité externalisée

Dans le cadre de la politique de contrôle du groupe appliquée aux prestations externalisées, les directions du contrôle permanent et de la conformité veillent à la conformité de la politique définie et évaluent son application.

Le processus de contrôle intègre une évaluation annuelle pilotée par la direction du contrôle permanent. Cette évaluation a pour objectifs de s'assurer du respect de la réglementation, de la qualité et de la continuité des prestations.

### 1.6 – L'identification des risques et les structures concernées

Dans le cadre du renforcement de la mesure et de la surveillance de ses risques et en fonction de l'évolution de la réglementation, le Groupe CMNE adapte son organisation et ses processus de contrôle permanent.

Un certain nombre de comités et de structures ont un rôle clé dans les processus de maîtrise des risques et contribuent :

- à surveiller l'ensemble des risques,
- à évaluer la qualité des dispositifs de contrôle,
- à étudier, proposer et décider les adaptations nécessaires.



| Risques  | Comités et Structures   |
|--|---|
| <p><b>Risques de crédit :</b><br/>Contreparties de marché</p> <p>Clientèle commerciale</p>   | <p>Comités financiers,<br/>Comité grands risques,<br/>Directions risques et finance trésorerie.</p> <p>Comité de crédit fédéral,<br/>Comités de risques et de taux,<br/>Comité grands risques,<br/>Comité de développement,<br/>Direction des engagements,<br/>Directions back office crédits / recouvrement,<br/>Direction risques,<br/>Direction du réseau,<br/>Direction du contrôle de gestion et prévision.</p>  |
| <p><b>Risques de marché :</b><br/>Dévalorisation d'actifs</p>  | <p>Comités financiers,<br/>Directions risques et finance trésorerie.</p>  |
| <p><b>Risques opérationnels :</b></p> <p>Ressources humaines,<br/>Informatique,<br/>Moyens matériels,<br/>Non conformité<br/>Traitements comptables et administratifs, juridiques, fiscaux, réglementaires, déontologiques et fraudes</p>  | <p>Comité des risques opérationnels,<br/>Direction risques,<br/>Courtage Crédit Mutuel Nord Europe,<br/>Inspection contrôle audit groupe,</p> <p>Direction des relations humaines et sociales,</p> <p>Comité informatique groupe et Direction informatique,</p> <p>Directions logistiques et Fonction sécurité,</p> <p>Direction du contrôle de la conformité,</p> <p>Fonctions juridique et contentieux,<br/>Ensemble des structures opérationnelles : Comptabilité et fiscalité, consolidation et reporting groupe, monétique, moyens de paiement, titres et bourse, engagements, plateformes téléphoniques ...</p>                                 |
| <p><b>Autres risques :</b><br/>Taux d'intérêt et liquidité,</p> <p>Autres risques financiers : dégradation des frais généraux, insuffisance de rentabilité d'activités ou de points de vente,...</p> <p>Commerciaux : sous-performance des produits et services, insatisfaction et réclamations des clients,...</p> <p>Organisation :</p> <p>Réputation et Image :</p> | <p>Comités financiers,<br/>Directions risques et finance trésorerie.</p> <p>Comité d'amélioration de la performance,<br/>Comité de développement,<br/>Direction du contrôle de gestion et prévision,<br/>Directions du réseau et des marchés,<br/>Direction de la communication marketing,<br/>Fonction relations clientèle.</p> <p>Direction de l'organisation et des méthodes,<br/>Direction du réseau,<br/>et autres structures opérationnelles.</p> <p>Direction du contrôle de la conformité,<br/>Direction communication événementielle et relations presse,<br/>Direction de la communication marketing,<br/>Fonction relations clientèle.</p> |

### 1.6.1- Risque de crédit ou de contrepartie

- Les systèmes de notation sont contrôlés au niveau national. Dans ce but, une procédure de suivi des algorithmes a été élaborée par la cellule de suivi des notations comportant l'ensemble des analyses nécessaires à la mesure de la performance des modèles. Chaque fédération de Crédit Mutuel a la possibilité de se situer par rapport à la performance nationale d'un algorithme déterminé. Les divergences significatives éventuellement constatées seraient analysées. La notation interne est intégrée au CMNE de façon très opérationnelle. L'élaboration de la proposition commerciale d'un taux de crédit inclut cette donnée. La notation fait l'objet de différents tableaux de bord à destination des instances dirigeantes et des comités de suivi des risques.
- La sélection des crédits s'opère suivant des règles d'appréciation des risques appliquées dès l'instruction des dossiers à partir de normes internes fixées et d'un système de délégation placé sous contrôle automatisé et a priori. L'appréciation du risque et la documentation des dossiers de crédit s'opèrent dans le cadre de procédures visant à analyser et à conserver les éléments récents relatifs à la situation économique et financière du bénéficiaire. Les dossiers, tant pour les particuliers que pour les professionnels et le marché de l'agriculture, sont constitués en appliquant les dispositions du règlement interne des crédits. Le contrôle de l'application des règles d'analyse des dossiers de financement est réalisé par les responsables des points de vente dans le cadre du contrôle interne. Dans le cadre de ses missions « réseau », l'Inspection Générale s'assure également de l'efficacité du contrôle et de l'application effective des normes fédérales.
- Un système de délégation par niveau permet au Directeur Général, sur proposition d'une commission d'attribution réunie au 1<sup>er</sup> trimestre de chaque année, d'octroyer à chacun des collaborateurs concernés un niveau de délégation d'avis technique. Cette délégation est complétée par un pouvoir attribué par le Conseil d'administration des Caisses locales.
- La rentabilité des opérations de crédit est examinée dans le cadre des procédures d'octroi des crédits qui intègrent un circuit de décision sur les conditions de taux dérogatoires. Un Comité des taux, composé d'un membre de la Direction du Réseau, d'un membre de la Direction du Contrôle de Gestion et Prévision, du Directeur Financier et du responsable de la Direction des Engagements, examine les dossiers et statue sur les demandes de dérogation de taux. La Direction du Contrôle de Gestion et de la Prévision et la Fonction Gestion actif passif, dont les travaux sont complémentaires, assurent la surveillance, la prévision et le pilotage en matière de marge.

- En ce qui concerne l'évolution de la qualité des engagements, le déclassement des crédits en créances douteuses selon les critères BAFI et Bâle II est réalisé de façon automatique en intégrant le principe de contagion. Le provisionnement, calculé par les systèmes suivant le type de créance et la nature des garanties, est actualisé et comptabilisé chaque fin de mois. Un reporting sur la mesure et l'évolution des risques est effectué régulièrement auprès de la Direction Générale et du Conseil d'administration fédéral. Le suivi de la qualité des engagements est également réalisé par le Contrôle périodique réseau lors des missions de révision, d'audit thématique, de contrôle des bilans.
- Une mesure des risques suivant des répartitions sectorielles et par notation interne est également effectuée par des analyses spécifiques menées sur les quatre marchés principaux que sont les particuliers, les professionnels, les agriculteurs et les entreprises.
- En décembre 2007, le Conseil d'administration de la Caisse Fédérale a approuvé un document de référence sur la politique des risques au sein du Groupe. Les administrateurs ont fixé les limites de risque de contrepartie pour l'ensemble du Groupe CMNE, qu'il s'agisse des opérations de la salle des marchés, du pôle entreprise ou des compagnies d'assurance. Ce document a de nouveau été approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2008 sans modification sur le sujet du risque de contrepartie.

### 1.6.2- Risque de concentration

La mesure des risques à l'égard d'une contrepartie ou d'un ensemble de contreparties est assurée par le Comité Grands Risques du CMNE qui analyse et surveille chaque trimestre les risques supérieurs à un seuil défini par la Direction Générale, unitairement et globalement, pour chaque entité financière du Groupe.

### 1.6.3- Risque de marché

Le risque de marché est inhérent aux opérations d'arbitrage effectuées par la Direction Finance Trésorerie dans le cadre de sa gestion pour compte propre. Ces opérations, effectuées dans un cadre précis défini par le Comité Financier, font l'objet d'un reporting mensuel au Comité Financier.

### 1.6.4- Risque de taux d'intérêt global et risque de liquidité

- Chaque société du périmètre bancaire voit son risque analysé par un Comité Financier spécifique à un rythme trimestriel ou semestriel selon l'importance de la société et selon l'inertie de sa structure de bilan.
- Le comité de chaque société décide de la mise en place de couverture de taux, comme de liquidité.

### 1.6.5- Risque d'intermédiation

- Pour la prestation de services d'investissements pour compte de tiers, le Groupe CMNE mandate la BFCM et CMCIC Titres pour le représenter auprès des tiers et des marchés et pour assurer la conservation et la gestion des titres de sa clientèle.

La BFCM, par son rôle d'intervenant sur les marchés de capitaux, adhère à différents systèmes agréés de règlement de place.

- Le risque de défaillance du donneur d'ordre est géré au sein du système d'information du Groupe CMNE au moyen de plusieurs dispositifs. Au moment de la saisie des ordres, de multiples contrôles automatiques s'assurent de la vraisemblance du montant de l'ordre et de l'existence d'une couverture suffisante du donneur d'ordre, répondant aux conditions minimales établies par l'AMF.
- Un dispositif basé sur un questionnaire à renseigner dans le cadre de l'ouverture d'un dossier titres a été mis en œuvre afin de satisfaire aux nouvelles exigences de la Directive MIF. Il permet de renforcer la prise en compte de l'expérience, des objectifs et de la situation financière du client et s'inscrit dans le cadre de la recherche d'un service adapté à ses besoins.

### 1.6.6- Risque de règlement

- La gestion des liquidités concernant les activités bancaires du Groupe (pôles bancassurance France, Belux et Entreprises) est regroupée au sein de la Direction Finance Trésorerie.
- Concernant l'activité pour compte propre, l'affiliation du Groupe CMNE au système centralisé de règlement-livraison RGV (Relit Grande Vitesse) assurant la simultanéité et l'irrévocabilité immédiate des règlements-livraisons permet de couvrir le risque de règlement.
- Les transactions sur instruments internationaux non admises sur RGV sont traitées par le Groupe CMNE via la BFCM, en tant que banque cliente.
- Pour la Belgique, l'émission de titres CP<sub>SA</sub> est réalisée par Fortis via règlement sur le compte ING. Les règlements de titres se réalisent chez CEDEL par livraison contre paiement via l'émission de SWIFT. Pour ces titres, le risque de règlement est pratiquement inexistant chez CP<sub>SA</sub>.

### 1.6.7- Les risques opérationnels

- L'organisation de la gestion des risques opérationnels dans le Groupe :
  - La Fonction Pilotage des Risques a en charge la gestion des risques opérationnels. Elle met en place les méthodes et outils, recense les sinistres opérationnels et en assure un suivi dans l'outil de gestion des risques.
  - Le Comité Risques Opérationnels se réunit régulièrement et permet la coordination, la communication et le reporting des travaux réalisés. Il rend compte de ses travaux à la Direction Générale ainsi qu'au Comité d'audit et au Conseil d'administration.
- Des bases documentaires relatives à l'outil de gestion des

risques opérationnels (intégré au système informatique), aux cartographies et modélisations des risques, aux bases de données de sinistres et à la démarche relative aux plans de continuité des activités sont également disponibles.

- La sécurité des systèmes d'information : le responsable de la sécurité des systèmes d'information du Groupe est rattaché à la Direction du contrôle permanent du Groupe CMNE. Un système de management de la sécurité de l'information a été élaboré.

### 1.6.8- Mesures prises pour assurer la continuité de l'activité

Les actions de protection sont orientées vers la généralisation des plans de reprise informatique et des plans de continuité des activités métiers.

- Le pilotage est assuré par le Directeur Central en charge du pôle Informatique - Organisation - Gestion administrative et par le Responsable de la Direction de l'Organisation.
- Les travaux font régulièrement l'objet de suivi au Comité Risques Opérationnels. Un point d'avancement est présenté une fois par an au Conseil d'administration fédéral. Ce dernier prend ainsi connaissance des évolutions du dispositif permettant la continuité des activités du Groupe CMNE en cas de sinistre majeur.
- Un dispositif de gestion de crise a également été élaboré. Il vise à définir et organiser les structures, les procédures et la communication de crise.

## 2 - Les procédures particulières relatives au domaine financier et comptable

### 2.1 - Référentiels :

- Plan comptable, textes réglementaires et manuels de procédures
- Règlement général de fonctionnement
- Règlement financier
- Convention de gestion financière du Groupe

### 2.2 - Le Directeur Central chargé de la Comptabilité et du Contrôle de gestion a sous sa responsabilité trois directions :

- la Direction Comptabilité Fiscalité qui notamment :
  - collabore à la mise en œuvre du schéma général du système comptable et de ses procédures et veille à leur application,
  - organise et suit la comptabilité des organismes financiers et des sociétés dont la direction a la charge,
  - organise les travaux spécifiques à l'arrêté des exercices et à l'établissement des situations intermédiaires,
  - assure la gestion de la fiscalité du Groupe CMNE,
  - élabore et met en œuvre les moyens nécessaires à

- l'amélioration de la sécurité des enregistrements comptables et du contrôle des comptes du Groupe,
  - propose les adaptations nécessaires ou règles nouvelles à inscrire dans le règlement financier ou dans les contrats particuliers régissant les relations entre les différentes sociétés du Groupe.
  - assure les relations avec les organes de contrôle internes et externes.
- la **Direction Consolidation et Reporting Groupe** qui notamment :
    - organise, coordonne entre les différents intervenants et réalise les travaux spécifiques à l'établissement des comptes consolidés et au reporting à assurer pour le Groupe,
    - définit et actualise les procédures de consolidation utilisées par le Groupe, en cohérence avec celles définies par la Confédération Nationale,
    - dans le cadre des obligations réglementaires, analyse, suit et commente les différents ratios et assure la mise en œuvre des règles nouvelles en relation avec les fonctions concernées,
    - collabore à la mise en œuvre du schéma général du système comptable et de ses procédures, en cohérence avec les exigences réglementaires.
    - assure les relations avec les organes de contrôle internes et externes.
  - la **Direction du Contrôle de Gestion et de la Prévision** qui notamment :
    - met régulièrement à la disposition de la Direction Générale la projection des résultats financiers du Groupe CMNE par branche d'activité, argumente ces derniers et propose les actions correctives,
    - met à la disposition des différents échelons de l'organisation du CMNE tous les éléments de suivi budgétaire et tous les éléments d'analyse de performance et de risques leur permettant de contribuer à l'amélioration du résultat financier du Groupe et principalement aux différents comités techniques (financier, développement, amélioration de la performance et demandes de moyens informatiques),
    - conçoit toute quantification financière prévisionnelle intégrée dans les démarches de planification, en assure le suivi et établit les rapports d'étape auprès des directions concernées,
    - propose les adaptations du règlement financier ou contrats annexes au regard des évolutions structurelles du Groupe CMNE, actualise les règles édictées en matière de relation entre les sociétés du Groupe,
    - développe l'analyse périodique des ratios réglementaires, commente leurs évolutions et fait toute simulation prospective pour le comité financier afin d'optimiser ces contraintes,
    - établit et contrôle l'analyse de rentabilité par produit, marché, client, etc.
    - conçoit les tableaux de bord à tous les niveaux du CMNE et établit les cahiers des charges fonctionnels, en collaboration avec les responsables opérationnels, les met à disposition des acteurs du Groupe CMNE dans les délais impartis et en assure la maintenance,
    - mesure et analyse les impacts financiers et les risques

- des sociétés stratégiques sur le résultat consolidé,
- assure toute animation de gestion et la formation spécifique aux différentes instances du Groupe,
- assure les relations avec les organes de contrôle internes et externes.

### 2.3 – Directement rattachée au Directeur Central chargé de la Comptabilité et du Contrôle de gestion, la structure « Entrepôt de données » :

- veille à la qualité et la cohérence des données qui alimentent l'entrepôt, notamment au moyen du module « qualification des données » développé au niveau confédéral, dans le cadre de la réglementation Bâle II,
- propose des actions de correction, en collaboration avec les filières concernées,
- communique sur les données validées pour enrichir les outils de suivi et assurer ainsi leur cohérence,
- prépare et anime les réunions du comité Entrepôt, permettant d'assurer la coordination entre les différentes filières métier et d'informer du suivi de la qualité attribuée aux données et des actions engagées,
- participe et collabore aux groupes de travail organisés aux niveaux confédéral et interfédéral, visant à mettre en œuvre et à organiser le contrôle de l'ensemble des filières et la pérennité des outils mis en place.

### 2.4 – Également rattachée directement au Directeur Central chargé de la Comptabilité et du Contrôle de gestion, une structure dédiée au « contrôle comptable permanent » qui :

- définit et met en œuvre les normes et pratiques de contrôle comptable,
- s'assure de l'efficacité et de la conformité des dispositifs de contrôle interne,
- analyse et suit les recommandations des organes de contrôle externe (Commission Bancaire, Commissaires aux Comptes,...) et du contrôle périodique (Inspection Contrôle Audit Groupe) pouvant impacter le domaine comptable et fiscal,
- gère les relations avec les auditeurs (organes de contrôle externe et contrôle périodique),
- assure une veille réglementaire sur les normes et les contrôles comptables,
- assure assistance et formation aux opérationnels dans l'application des règles de contrôle,
- transmet les informations adéquates au responsable du contrôle permanent Groupe et participe au comité de contrôle permanent du Groupe.

Le Président du Conseil d'administration de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe

**Philippe VASSEUR**



## Rapport des Commissaires aux Comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe.

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

### Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration [ou du conseil de surveillance], établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

### Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce.

Villeneuve d'Ascq et Neuilly-sur-Seine, le 20 avril 2009

### Les Commissaires aux Comptes

aCéa

Christian CHOUNAVELLE

Deloitte & Associés

Sylvie BOURGUIGNON



Rapport Financier 08





# |Rapport financier

|            |   |    |
|------------|---|----|
| <b>62</b>  | États de synthèse   |    |
|            | ■ Bilan   | 62 |
|            | ■ Résultat  | 64 |
|            | ■ Flux de trésorerie nette  | 65 |
|            | ■ Variation des capitaux propres                                  | 66 |
| <b>68</b>  | Annexe aux comptes consolidés                                     |    |
| <b>107</b> | Rapport des Commissaires aux Comptes (sur les comptes consolidés) |    |



## Bilan : Actif au 31/12/08

en milliers d'euros

|   | Note             | 31/12/08          | 31/12/07          | Variation        |                 |
|---|------------------|-------------------|-------------------|------------------|-----------------|
| <b>Caisse, Banques centrales, CCP - Actif</b>             | <b>1</b>         | <b>259 501</b>    | <b>256 089</b>    | <b>3 412</b>     | <b>1,33 %</b>   |
| <b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>   | <b>2</b>         | <b>6 301 780</b>  | <b>6 328 036</b>  | <b>(26 256)</b>  | <b>(0,41 %)</b> |
| - Effets publics et valeurs ass. - Trading                |                  | -                 | -                 | -                | -               |
| - Effets publics et valeurs ass. - JVO                    |                  | -                 | -                 | -                | -               |
| - Obligations et autres T.R.F. - Trading                  |                  | 59 773            | 45 813            | 13 960           | 30,47 %         |
| - Obligations et autres T.R.F. - JVO                      |                  | 2 591 831         | 2 031 347         | 560 484          | 27,59 %         |
| - Actions et autres T.R.V - Trading                       |                  | 195 127           | 209 344           | (14 217)         | (6,79 %)        |
| - Actions et autres T.R.V - JVO                           |                  | 3 447 140         | 4 031 183         | (584 043)        | (14,49 %)       |
| - Prêts et créances sur EC - JVO                          |                  | -                 | -                 | -                | -               |
| - Prêts et créances sur la clientèle - JVO                |                  | -                 | -                 | -                | -               |
| - Dérivés et autres actifs fin. - Trading                 | 4                | 7 909             | 10 349            | (2 440)          | (23,58 %)       |
| <b>Instruments dérivés de couvert. - Actif</b>            | <b>3 &amp; 4</b> | <b>6 603</b>      | <b>1</b>          | <b>6 602</b>     | <b>n.s.</b>     |
| <b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>           | <b>5 &amp; 8</b> | <b>4 536 090</b>  | <b>4 408 108</b>  | <b>127 982</b>   | <b>2,90 %</b>   |
| - Effets publics et valeurs ass. - DALV                   |                  | 20 868            | 212 805           | (191 937)        | (90,19 %)       |
| - Obligations et autres T.R.F. - DALV                     |                  | 4 017 166         | 3 590 595         | 426 571          | 11,88 %         |
| - Actions, TAP et autres T.R.V. - DALV                    |                  | 379 461           | 473 248           | (93 787)         | (19,82 %)       |
| - Participations et ATDLT - DALV                          |                  | 16 863            | 17 321            | (458)            | (2,64 %)        |
| - Parts dans les entreprises liées - DALV                 |                  | 101 732           | 114 139           | (12 407)         | (10,87 %)       |
| <b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b> | <b>1</b>         | <b>4 847 490</b>  | <b>3 732 054</b>  | <b>1 115 436</b> | <b>29,89 %</b>  |
| - Prêts sur les établissements de crédit                  |                  | 4 847 490         | 3 732 054         | 1 115 436        | 29,89 %         |
| - Oblig. et ATRF NC / marché actif - EC                   |                  | -                 | -                 | -                | -               |
| <b>Prêts et créances sur la clientèle</b>                 | <b>6 &amp; 8</b> | <b>12 383 573</b> | <b>11 346 440</b> | <b>1 037 133</b> | <b>9,14 %</b>   |
| - Prêts sur la clientèle                                  |                  | 11 333 774        | 10 391 997        | 941 777          | 9,06 %          |
| - Oblig. et ATRF NC / marché actif - CL                   |                  | -                 | -                 | -                | -               |
| - Location financement bailleur - Op de CB                |                  | 800 037           | 722 222           | 77 815           | 10,77 %         |
| - Location financement bailleur - Op de LS                |                  | 249 762           | 232 221           | 17 541           | 7,55 %          |
| <b>Écart de rééval des PTF couverts en taux</b>           | <b>3</b>         | <b>65 880</b>     | <b>-</b>          | <b>65 880</b>    | <b>n.s.</b>     |
| <b>Actifs détenus jusqu'à l'échéance</b>                  | <b>7 &amp; 8</b> | <b>543 252</b>    | <b>523 617</b>    | <b>19 635</b>    | <b>3,75 %</b>   |
| - Effets publics et valeurs ass. - DJM                    |                  | 49 469            | 203 915           | (154 446)        | (75,74 %)       |
| - Obligations et autres T.R.F. - DJM                      |                  | 493 783           | 319 702           | 174 081          | 54,45 %         |
| <b>Actifs d'impôt courants</b>                            | <b>10</b>        | <b>99 956</b>     | <b>53 631</b>     | <b>46 325</b>    | <b>86,38 %</b>  |
| <b>Actifs d'impôt différés</b>                            | <b>10</b>        | <b>89 466</b>     | <b>57 027</b>     | <b>32 439</b>    | <b>56,88 %</b>  |
| <b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>         | <b>11</b>        | <b>740 233</b>    | <b>420 522</b>    | <b>319 711</b>   | <b>76,03 %</b>  |
| - Autres actifs   |                  | 236 996           | 279 955           | (42 959)         | (15,34 %)       |
| - Comptes de régularisation - Actif                       |                  | 128 703           | 120 300           | 8 403            | 6,99 %          |
| - Autres actifs d'assurance                               |                  | 374 534           | 20 267            | 354 267          | n.s.            |
| <b>Actifs non courants dest. à être cédés</b>             |                  | <b>3 393</b>      | <b>177</b>        | <b>3 216</b>     | <b>n.s.</b>     |
| <b>Participations dans les entreprises MEE</b>            | <b>12</b>        | <b>58 500</b>     | <b>54 722</b>     | <b>3 778</b>     | <b>6,90 %</b>   |
| <b>Immeubles de placement</b>                             | <b>13</b>        | <b>14 741</b>     | <b>12 492</b>     | <b>2 249</b>     | <b>18,00 %</b>  |
| <b>Immobilisations corporelles et LF preneur</b>          | <b>14</b>        | <b>209 105</b>    | <b>188 155</b>    | <b>20 950</b>    | <b>11,13 %</b>  |
| - Immobilisations corporelles                             |                  | 209 105           | 188 155           | 20 950           | 11,13 %         |
| - Location financement preneur                            |                  | -                 | -                 | -                | -               |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>                      | <b>14</b>        | <b>40 903</b>     | <b>29 878</b>     | <b>11 025</b>    | <b>36,90 %</b>  |
| <b>Écart d'acquisition</b>                                | <b>15</b>        | <b>47 065</b>     | <b>43 764</b>     | <b>3 301</b>     | <b>7,54 %</b>   |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>                                   |                  | <b>30 247 531</b> | <b>27 454 713</b> | <b>2 792 818</b> | <b>10,17 %</b>  |

## Bilan : Passif au 31/12/08

en milliers d'euros

|  | Note             | 31/12/08          | 31/12/07          | Variation        |                   |
|--|------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| <b>Banques centrales, CCP - Passif</b>                   | <b>1</b>         | <b>0</b>          | <b>335</b>        | <b>(335)</b>     | <b>(100,00 %)</b> |
| <b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b> | <b>2</b>         | <b>44 777</b>     | <b>20 746</b>     | <b>24 031</b>    | <b>115,83 %</b>   |
| - Dettes envers les EC - JVO                             |                  | -                 | -                 | -                | -                 |
| - Dettes envers la clientèle - JVO                       |                  | -                 | -                 | -                | -                 |
| - Dettes représentées par un titre - JVO                 |                  | -                 | -                 | -                | -                 |
| - Dettes subordonnées - JVO                              |                  | -                 | -                 | -                | -                 |
| - Dérivés et autres passifs fin. - Trading               | 4                | 44 777            | 20 746            | 24 031           | 115,83 %          |
| <b>Instruments dérivés de couvert. - Passif</b>          | <b>3 &amp; 4</b> | <b>86 748</b>     | <b>11 555</b>     | <b>75 193</b>    | <b>n.s.</b>       |
| <b>Dettes envers les Ets de crédit</b>                   | <b>1</b>         | <b>1 297 493</b>  | <b>751 255</b>    | <b>546 238</b>   | <b>72,71 %</b>    |
| <b>Dettes envers la clientèle</b>                        | <b>6</b>         | <b>11 126 686</b> | <b>10 014 889</b> | <b>1 111 797</b> | <b>11,10 %</b>    |
| - Cptes créd. clientèle - CERS - A vue                   |                  | 6 436 403         | 5 347 761         | 1 088 642        | 20,36 %           |
| - Cptes créd. clientèle - CERS - A terme                 |                  | 1 377 920         | 1 696 285         | (318 365)        | (18,77 %)         |
| - Cptes créd. clientèle - Autres - A vue                 |                  | 2 430 509         | 2 293 718         | 136 791          | 5,96 %            |
| - Cptes créd. clientèle - Autres - A terme               |                  | 881 854           | 677 125           | 204 729          | 30,24 %           |
| <b>Dettes représentées par un titre</b>                  | <b>16</b>        | <b>7 176 901</b>  | <b>6 504 039</b>  | <b>672 862</b>   | <b>10,35 %</b>    |
| - Dettes rep. par un T. - Bon de caisse                  |                  | 252 122           | 278 079           | (25 957)         | (9,33 %)          |
| - Dettes rep. par un T. - M. interb. & TCN               |                  | 6 783 654         | 6 141 131         | 642 523          | 10,46 %           |
| - Dettes rep. par un T. - Emprunts oblig.                |                  | 141 125           | 84 829            | 56 296           | 66,36 %           |
| - Dettes rep. par un T. - Autres                         |                  | -                 | -                 | -                | -                 |
| <b>Écart de rééval des PTF couverts en taux</b>          |                  | <b>-</b>          | <b>-</b>          | <b>-</b>         | <b>-</b>          |
| <b>Passifs d'impôt courants</b>                          | <b>10</b>        | <b>33 744</b>     | <b>42 766</b>     | <b>(9 022)</b>   | <b>(21,10 %)</b>  |
| <b>Passifs d'impôt différés</b>                          | <b>10</b>        | <b>10 252</b>     | <b>23 565</b>     | <b>(13 313)</b>  | <b>(56,49 %)</b>  |
| <b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>       | <b>11</b>        | <b>541 840</b>    | <b>781 982</b>    | <b>(240 142)</b> | <b>(30,71 %)</b>  |
| - Autres passifs   |                  | 398 106           | 622 014           | (223 908)        | (36,00 %)         |
| - Comptes de régularisation - Passif                     |                  | 143 734           | 159 968           | (16 234)         | (10,15 %)         |
| - Autres passifs d'assurance                             |                  | -                 | -                 | -                | -                 |
| <b>Dettes liées aux actifs dest. à être cédés</b>        |                  | <b>-</b>          | <b>-</b>          | <b>-</b>         | <b>-</b>          |
| <b>Prov. techniques des contrats d'assur.</b>            | <b>17</b>        | <b>7 872 404</b>  | <b>7 121 753</b>  | <b>750 651</b>   | <b>10,54 %</b>    |
| <b>Provisions</b>  | <b>18</b>        | <b>111 108</b>    | <b>74 449</b>     | <b>36 659</b>    | <b>49,24 %</b>    |
| <b>Dettes subordonnées</b>                               | <b>19</b>        | <b>141 424</b>    | <b>147 640</b>    | <b>(6 216)</b>   | <b>(4,21 %)</b>   |
| <b>Capitaux propres</b>                                  |                  | <b>1 804 154</b>  | <b>1 959 739</b>  | <b>(155 585)</b> | <b>(7,94 %)</b>   |
| <b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>                 | <b>20</b>        | <b>1 766 547</b>  | <b>1 912 306</b>  | <b>(145 759)</b> | <b>(7,62 %)</b>   |
| - Capital souscrit                                       |                  | 1 266 650         | 1 266 488         | 162              | 0,01 %            |
| - Primes d'émission                                      |                  | 2 750             | 2 750             | -                | -                 |
| - Réserves consolidées - Groupe                          |                  | 538 312           | 461 282           | 77 030           | 16,70 %           |
| - Résultat - Groupe                                      |                  | (68 880)          | 125 823           | (194 703)        | (154,74 %)        |
| - Gains ou pertes latents - Groupe                       |                  | 27 715            | 55 963            | (28 248)         | (50,48 %)         |
| <b>Capitaux propres - Intérêts minoritaires</b>          |                  | <b>37 607</b>     | <b>47 433</b>     | <b>(9 826)</b>   | <b>(20,72 %)</b>  |
| - Réserves consolidées - Minoritaires                    |                  | 37 340            | 35 810            | 1 530            | 4,27 %            |
| - Résultat consolidé - Minoritaires                      |                  | 147               | 11 505            | (11 358)         | (98,72 %)         |
| - Gains ou pertes latents - Minoritaires                 |                  | 120               | 118               | 2                | 1,69 %            |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>                                   |                  | <b>30 247 531</b> | <b>27 454 713</b> | <b>2 792 818</b> | <b>10,17 %</b>    |

## Résultat au 31/12/08

en milliers d'euros

|   | Note      | 31/12/08           | 31/12/07           | Variation        |                   |
|---|-----------|--------------------|--------------------|------------------|-------------------|
| <b>Produits d'intérêts et assimilés</b>                           | <b>22</b> | <b>1 228 717</b>   | <b>1 035 588</b>   | <b>193 129</b>   | <b>18,65 %</b>    |
| - Int. & prod. ass. - Op. avec EC                                 |           | 190 512            | 153 125            | 37 387           | 24,42 %           |
| - Int. & prod. ass. - Op. avec clientèle                          |           | 532 704            | 478 356            | 54 348           | 11,36 %           |
| - Int. & prod. ass. - Actifs fin. DALV                            |           | 107 475            | 73 755             | 33 720           | 45,72 %           |
| - Int. & prod. ass. - Actifs fin. DJM                             |           | 24 795             | 20 146             | 4 649            | 23,08 %           |
| - Produits sur op. de crédit-bail et ass.                         |           | 254 356            | 235 102            | 19 254           | 8,19 %            |
| - Produits sur op. de LS  |           | 85 733             | 75 104             | 10 629           | 14,15 %           |
| - Dérivés de couverture - Produits                                |           | 33 142             | -                  | 33 142           | n.s.              |
| <b>Charges d'intérêts et assimilés</b>                            | <b>22</b> | <b>(989 749)</b>   | <b>(791 319)</b>   | <b>(198 430)</b> | <b>25,08 %</b>    |
| - Int. & charges ass. - Op. avec EC                               |           | (39 649)           | (26 684)           | (12 965)         | 48,59 %           |
| - Int. & charges ass. - Op. avec clientèle                        |           | (310 128)          | (233 503)          | (76 625)         | 32,82 %           |
| - Int. & charges ass. - Dettes rep. titre                         |           | (312 655)          | (258 186)          | (54 469)         | 21,10 %           |
| - Int. & charges ass. - Dettes subord.                            |           | (6 970)            | (6 436)            | (534)            | 8,30 %            |
| - Charges sur op. de crédit-bail et ass.                          |           | (213 702)          | (200 185)          | (13 517)         | 6,75 %            |
| - Charges sur op. de LS   |           | (74 211)           | (65 769)           | (8 442)          | 12,84 %           |
| - Dérivés de couverture - Charges                                 |           | (32 434)           | (556)              | (31 878)         | n.s.              |
| <b>Commissions (Produits)</b>                                     | <b>23</b> | <b>130 155</b>     | <b>211 037</b>     | <b>(80 882)</b>  | <b>(38,33 %)</b>  |
| <b>Commissions (Charges)</b>                                      | <b>23</b> | <b>(21 667)</b>    | <b>(20 582)</b>    | <b>(1 085)</b>   | <b>5,27 %</b>     |
| <b>Gains ou pertes nets sur portefeuille à la JV par résultat</b> | <b>24</b> | <b>(90 232)</b>    | <b>(10 778)</b>    | <b>(79 454)</b>  | <b>n.s.</b>       |
| - Solde net des op. / T. de transaction                           |           | (18 942)           | 7 723              | (26 665)         | (345,27 %)        |
| - Solde net des op. de change                                     |           | 436                | 468                | (32)             | (6,84 %)          |
| - Solde net des dérivés de trading                                |           | (28 401)           | 7 827              | (36 228)         | (462,86 %)        |
| - Solde net - Inefficacité dérivés de couv                        |           | 10 250             | (576)              | 10 826           | n.s.              |
| - Solde net des actifs financiers JVO                             |           | (60 132)           | (32 093)           | (28 039)         | 87,37 %           |
| - Solde net des passifs financiers JVO                            |           | -                  | -                  | -                | -                 |
| - Int. & prod. ass. - Actifs fin. JVO                             |           | 6 557              | 5 873              | 684              | 11,65 %           |
| - Int. & charges ass. - Passifs fin. JVO                          |           | -                  | -                  | -                | -                 |
| <b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV</b>            | <b>25</b> | <b>12 823</b>      | <b>32 891</b>      | <b>(20 068)</b>  | <b>(61,01 %)</b>  |
| - Revenus des titres à revenu variable                            |           | 9 377              | 7 947              | 1 430            | 17,99 %           |
| - Oblig. et autres T.R.F. (dont EP)                               |           | 1 335              | 8 338              | (7 003)          | (83,99 %)         |
| - Actions, TAP et autres T.R.V.                                   |           | (401)              | 8 099              | (8 500)          | (104,95 %)        |
| - Participations, ATDLT, PEL                                      |           | 2 512              | 8 484              | (5 972)          | (70,39 %)         |
| - Autres gains et pertes / actifs fin                             |           | -                  | 23                 | (23)             | (100,00 %)        |
| <b>Produits des autres activités</b>                              | <b>26</b> | <b>1 526 661</b>   | <b>1 750 447</b>   | <b>(223 786)</b> | <b>(12,78 %)</b>  |
| <b>Charges des autres activités</b>                               | <b>26</b> | <b>(1 303 545)</b> | <b>(1 471 738)</b> | <b>168 193</b>   | <b>(11,43 %)</b>  |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE IFRS</b>                                  |           | <b>493 163</b>     | <b>735 546</b>     | <b>(242 383)</b> | <b>(32,95 %)</b>  |
| <b>Frais généraux IFRS</b>  | <b>27</b> | <b>(515 333)</b>   | <b>(543 507)</b>   | <b>28 174</b>    | <b>(5,18 %)</b>   |
| - Charges de personnel  |           | (287 185)          | (273 257)          | (13 928)         | 5,10 %            |
| - Charges générales d'exploitation                                |           | (206 014)          | (247 885)          | 41 871           | (16,89 %)         |
| - Dot/rep sur amts et prov. - Immos d'expl                        |           | (22 134)           | (22 365)           | 231              | (1,03 %)          |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION IFRS</b>                          |           | <b>(22 170)</b>    | <b>192 039</b>     | <b>(214 209)</b> | <b>(111,54 %)</b> |
| <b>Coût du risque</b>   | <b>28</b> | <b>(84 399)</b>    | <b>806</b>         | <b>(85 205)</b>  | <b>n.s.</b>       |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION IFRS</b>                               |           | <b>(106 569)</b>   | <b>192 845</b>     | <b>(299 414)</b> | <b>(155,26 %)</b> |
| <b>QP de résultat des entreprises MEE</b>                         |           | <b>6 904</b>       | <b>7 042</b>       | <b>(138)</b>     | <b>(1,96 %)</b>   |
| <b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>                     | <b>29</b> | <b>5 783</b>       | <b>1 357</b>       | <b>4 426</b>     | <b>326,16 %</b>   |
| - Solde net - Corr. val. immo corp incorp                         |           | 5 783              | 1 357              | 4 426            | 326,16 %          |
| - Résultat sur entités conso (cession...)                         |           | -                  | -                  | -                | -                 |
| <b>Variations de valeur des écarts d'acq.</b>                     | <b>30</b> | <b>23 113</b>      | <b>13 373</b>      | <b>9 740</b>     | <b>72,83 %</b>    |
| <b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS IFRS</b>                                 |           | <b>(70 769)</b>    | <b>214 617</b>     | <b>(285 386)</b> | <b>(132,97 %)</b> |
| <b>Impôts sur le résultat</b>                                     | <b>31</b> | <b>2 036</b>       | <b>(77 289)</b>    | <b>79 325</b>    | <b>(102,63 %)</b> |
| <b>Gains &amp; pertes nets d'impôts / act aband</b>               |           | <b>-</b>           | <b>-</b>           | <b>-</b>         | <b>-</b>          |
| <b>RÉSULTAT NET TOTAL IFRS</b>                                    |           | <b>(68 733)</b>    | <b>137 328</b>     | <b>(206 061)</b> | <b>(150,05 %)</b> |
| <b>Résultat consolidé - Minoritaires</b>                          |           | <b>147</b>         | <b>11 505</b>      | <b>(11 358)</b>  | <b>(98,72 %)</b>  |
| <b>RÉSULTAT NET</b>   |           | <b>(68 880)</b>    | <b>125 823</b>     | <b>(194 703)</b> | <b>(154,74 %)</b> |



## Flux de trésorerie nette

en millions d'euros

|   | IFRS<br>2007.12 | IFRS<br>2008.12 |
|---|-----------------|-----------------|
| Résultat net  | 138             | -69             |
| Impôt   | 77              | -2              |
| <b>Résultat avant impôts</b>  | <b>215</b>      | <b>-71</b>      |
| +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles                      | 22              | 22              |
| - Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations   | 0               | 0               |
| +/- Dotations nettes aux provisions   | 789             | 471             |
| +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence   | -7              | -7              |
| +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement   | -11             | -9              |
| +/- Produits/charges des activités de financement   | 0               | 0               |
| +/- Autres mouvements   | -109            | -189            |
| <b>= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b> | <b>684</b>      | <b>288</b>      |
| +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (a)  | -111            | -659            |
| +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle (b)  | -310            | 65              |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (c)                            | -370            | 234             |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers                            | -7              | -44             |
| - Impôts versés   | -91             | -116            |
| <b>= Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>          | <b>-889</b>     | <b>-520</b>     |
| <b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</b>                                  | <b>10</b>       | <b>-303</b>     |
| +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations (d)   | 84              | 218             |
| +/- Flux liés aux immeubles de placement (e)  | 1               | 1               |
| +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles (f)  | -24             | -42             |
| <b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)</b>                                    | <b>61</b>       | <b>177</b>      |
| +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (g)  | 51              | 57              |
| +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (h)                                 | 56              | 47              |
| <b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)</b>                                     | <b>107</b>      | <b>104</b>      |
| <b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)</b>             | <b>0</b>        | <b>0</b>        |
| <b>Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)</b>         | <b>178</b>      | <b>-22</b>      |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)   | 10              | -303            |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)  | 61              | 177             |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)  | 107             | 104             |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)                    | 0               | 0               |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>  | <b>451</b>      | <b>629</b>      |
| Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)   | 211             | 256             |
| Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit                         | 240             | 373             |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>   | <b>629</b>      | <b>607</b>      |
| Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)   | 256             | 260             |
| Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit                         | 373             | 347             |
| <b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>   | <b>178</b>      | <b>-22</b>      |

## Variation des capitaux propres au 31/12/08

|   |
|---|
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2006</b>   |
| Augmentation de capital   |
| Élimination des titres auto-détenus   |
| Émission d'actions de préférence  |
| Composante capitaux propres des instruments hybrides  |
| Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions  |
| Affectation du résultat 2006  |
| Distribution 2007 au titre du résultat 2006   |
| <b>SOUS-TOTAL DES MOUVEMENTS LIÉS AUX RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES</b>   |
| Variations de valeur des instruments financiers et des immobilisations affectant les capitaux propres <sup>(3)</sup>    |
| Variations de valeur des instruments financiers et des immobilisations rapportées au résultat <sup>(4)</sup>            |
| Résultat 2007   |
| <b>SOUS-TOTAL</b>   |
| Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires  |
| Changement de méthodes comptables   |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence |
| Correction d'erreur (constatation engagement de rachat)   |
| Autres variations <sup>(5)</sup>  |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2007</b>   |
| Augmentation de capital   |
| Élimination des titres auto-détenus   |
| Émission d'actions de préférence  |
| Composante capitaux propres des instruments hybrides  |
| Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions  |
| Affectation du résultat 2007  |
| Distribution 2008 au titre du résultat 2007   |
| <b>SOUS-TOTAL DES MOUVEMENTS LIÉS AUX RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES</b>   |
| Variations de valeur des instruments financiers et des immobilisations affectant les capitaux propres <sup>(3)</sup>    |
| Variations de valeur des instruments financiers et des immobilisations rapportées au résultat <sup>(4)</sup>            |
| Résultat 31 décembre 2008   |
| <b>SOUS-TOTAL</b>   |
| Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires  |
| Changement de méthodes comptables   |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence |
| Autres variations <sup>(5)</sup>  |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2008</b>   |

(1) Comprend notamment les primes d'émission et la réserve légale de la société-mère, la composante capitaux propres des instruments hybrides de la société-mère et des plans dont le paiement est fondé sur des actions de la société-mère

(2) Comprend la réévaluation éventuelle des immobilisations

(3) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et d'investissements nets en devises, ainsi que les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente

(4) Transfert au compte de résultat des variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture, des actifs financiers disponibles à la vente lors de leur cession ou de leur dépréciation, de la réévaluation des immobilisations lors de leur cession

(5) Dont l'incidence en capitaux propres des actifs non courants destinés à être cédés

en milliers d'euros

| Capital et réserves liées |  | Réserves consolidées | Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS)                 |  | Résultat net part du Groupe | Capitaux propres part du Groupe | Capitaux propres part des minoritaires | Total capitaux propres consolidés |
|---------------------------|--|----------------------|--|--|-----------------------------|---------------------------------|--|-----------------------------------|
| Capital                   | Réserves liées au capital <sup>(1)</sup> | Réserves consolidées | Variations de valeur des instruments financiers              |  |                             |                                 |  |                                   |
|                           |  |                      | Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente | Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture |                             |                                 |  |                                   |
| <b>1 186 700</b>          | <b>2 750</b>                             | <b>424 834</b>       | <b>62 683</b>  | <b>-8 230</b>  | <b>110 893</b>              | <b>1 779 630</b>                | <b>52 512</b>                          | <b>1 832 142</b>                  |
| 79 798                    | -  | -                    |  |  |                             | 79 798                          |  | 79 798                            |
| -10                       | -  | -                    |  |  |                             | -10                             |  | -10                               |
| -                         | -  | -                    |  |  |                             | -                               |  | -                                 |
| -                         | -  | -                    |  |  |                             | -                               |  | -                                 |
| -                         | -  | -                    |  |  |                             | -                               |  | -                                 |
| -                         | -  | 82 164               |  |  | -82 164                     | -                               |  | -                                 |
| -                         | -  | -                    |  |  | -28 729                     | -28 729                         |  | -28 729                           |
| <b>79 788</b>             | <b>-</b>                                 | <b>82 164</b>        | <b>-</b>   | <b>-</b>   | <b>-110 893</b>             | <b>51 059</b>                   | <b>-</b>                               | <b>51 059</b>                     |
| -                         | -  | -                    | -2 820   | 1 711  | -                           | -1 109                          | -451                                   | -1 560                            |
| -                         | -  | -                    |  |  | -                           | -                               |  | -                                 |
| -                         | -  | -                    |  |  | 128 956                     | 128 956                         | 11 505                                 | 140 461                           |
| -                         | -  | -                    | <b>-2 820</b>  | <b>1 711</b>   | <b>128 956</b>              | <b>127 847</b>                  | <b>11 054</b>                          | <b>138 901</b>                    |
| -                         | -  | -11 257              | 86   | -  | -                           | -11 171                         | -12 258                                | -23 429                           |
| -                         | -  | 1 984                |  |  | -                           | 1 984                           |  | 1 984                             |
| -                         | -  | -2 243               | 2 533  |  | -                           | 290                             |  | 290                               |
| -                         | -  | -28 677              |  |  | -3 133                      | -31 810                         | -3 876                                 | -35 686                           |
| -                         | -  | -5 523               |  |  | -                           | -5 523                          |  | -5 523                            |
| <b>1 266 488</b>          | <b>2 750</b>                             | <b>461 282</b>       | <b>62 482</b>  | <b>-6 519</b>  | <b>125 823</b>              | <b>1 912 306</b>                | <b>47 432</b>                          | <b>1 959 738</b>                  |
| 162                       |  |                      |  |  |                             | 162                             |  | 162                               |
|                           |  |                      |  |  |                             | -                               |  | -                                 |
|                           |  |                      |  |  |                             | -                               |  | -                                 |
|                           |  |                      |  |  |                             | -                               |  | -                                 |
|                           |  |                      |  |  |                             | -                               |  | -                                 |
| -                         | -  | 89 420               |  |  | -89 420                     | -                               |  | -                                 |
|                           |  |                      |  |  | -36 403                     | -36 403                         |  | -36 403                           |
| <b>162</b>                | <b>-</b>                                 | <b>89 420</b>        | <b>-</b>   | <b>-</b>   | <b>-125 823</b>             | <b>-36 241</b>                  | <b>-</b>                               | <b>-36 241</b>                    |
|                           |  |                      | -21 931  | -2 820   |                             | -24 751                         | 2                                      | -24 749                           |
|                           |  |                      |  |  |                             | -                               |  | -                                 |
|                           |  |                      |  |  | -68 880                     | -68 880                         | 147                                    | -68 733                           |
| -                         | -  | -                    | <b>-21 931</b>   | <b>-2 820</b>  | <b>-68 880</b>              | <b>-93 631</b>                  | <b>149</b>                             | <b>-93 482</b>                    |
|                           |  | 173                  | -152   |  |                             | 21                              | -8 475                                 | -8 454                            |
|                           |  | -                    |  |  |                             | -                               |  | -                                 |
|                           |  | -1 507               | -1 615   |  |                             | -3 122                          |  | -3 122                            |
|                           |  | -11 056              | -1 730   |  |                             | -12 786                         | -1 499                                 | -14 285                           |
| <b>1 266 650</b>          | <b>2 750</b>                             | <b>538 312</b>       | <b>37 054</b>  | <b>-9 339</b>  | <b>-68 880</b>              | <b>1 766 547</b>                | <b>37 607</b>                          | <b>1 804 154</b>                  |

## Annexe aux comptes consolidés

(Établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne)

ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2008

---

|       |   |            |
|-------|---|------------|
| • I   | Informations générales                            | <b>69</b>  |
| • II  | Périmètre, méthodes et principes de consolidation | <b>70</b>  |
| • III | Principes comptables                              | <b>76</b>  |
| • IV  | Notes relatives aux postes des états financiers   | <b>83</b>  |
| • V   | Information sectorielle                           | <b>100</b> |
| • VI  | Autres informations                               | <b>106</b> |

## I Informations générales

L'entité consolidante du Groupe Crédit Mutuel Nord Europe est constituée de l'ensemble des Caisses Locales, de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe et de la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe. La Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Les Caisses Locales du Crédit Mutuel Nord Europe sont entièrement détenues par leurs sociétaires.

L'activité du CMNE, qui s'étend sur le nord de la France et le Belux, est l'élaboration, la gestion et la distribution de produits bancaires, d'assurance vie et IARD et de valeurs mobilières et immobilières.

Les comptes consolidés sont présentés selon les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'elles ont été adoptées au sein de l'Union Européenne.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et non encore appliquées du fait de la date de survenance sont les suivantes :

- IAS 1 : Présentation des états financiers (amendements à la norme actuellement en vigueur) ; Application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ; Impact de présentation.
- IAS 23 : Coût d'emprunt (amendements à la norme actuellement en vigueur) ; Application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ; Non concerné.
- IFRS 2 : Paiement fondé sur des actions (amendements à la norme actuellement en vigueur) ; Application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ; Non concerné.
- IFRS 8 : Secteurs opérationnels (remplacement d'IAS14 – information sectorielle) ; Application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ; Impact non significatif.
- IFRIC 11 : IFRS 2 – Traitement comptable de certains accords particuliers de paiements fondés sur des actions : actions propres et transactions intra-groupe ; Application obligatoire à compter de 1<sup>er</sup> janvier 2009 ; Non concerné.
- IFRIC 13 : Programme de fidélisation de la clientèle ; Application obligatoire à compter de 1<sup>er</sup> janvier 2009 ; Non concerné.
- IFRIC 14 : IAS 19 – Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies – les exigences de financement minimal et leur interaction ; Application obligatoire à compter de 1<sup>er</sup> janvier 2009 ; Non concerné.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2004-R03 du Conseil National de la Comptabilité relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne.

### Faits marquants de l'année 2008

Impact de la crise financière : le Crédit Mutuel Nord Europe est détenteur de 32.482 milliers d'euros en obligations senior émises par Lehman Holding Inc., structure visée par le chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. Ces obligations achetées entre mai 2004 et juin 2007, ont des échéances comprises entre mai 2009 et janvier 2014. Cet encours ne concerne que la Caisse Fédérale du CMNE et l'une des banques régionales en Belgique. Il n'y a pas d'encours sur les compagnies d'assurance du Groupe. Afin de préserver ses droits, le Crédit Mutuel Nord Europe, a produit l'intégralité de ses créances auprès des instances américaines chargées de la gestion de la banque Lehman sous le chapitre 11. Du fait de la situation, le Groupe a déclassé ses encours sur la banque Lehman et les a provisionnés. Par ailleurs, les modifications de perspectives de gestion de certains titres ont conduit à leur reclassement de la catégorie DALV (Disponible A La Vente) vers la catégorie DJM (Détention Jusqu'à la Maturité). L'évolution des marchés a également conduit à requalifier certains swaps (auparavant gérés en transaction) en swaps de couverture de portefeuilles de crédits accordés à la clientèle. Tous les montants afférents sont indiqués dans les tableaux de l'annexe.

Un litige survenu en fin d'exercice a conduit à la constatation d'un passif éventuel ; ce point est détaillé dans les notes sur les états financiers.

A la suite d'une OPA, le pôle bancassurance Belux a été rejoint par la seconde banque régionale de la province de Flandre Occidentale : la West Vlaamse Bank. Son siège est à Bruges et elle dispose de 6 agences.



Son bilan simplifié à l'entrée dans le Groupe, mi-2008 est le suivant :

en milliers d'euros

| ACTIF                                    |                |
|--|----------------|
| Caisse, Banques centrales, CCP - Actif   | 5 049          |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 6 644          |
| Prêts et créances sur les Ets de crédit  | 46 842         |
| Prêts et créances sur la clientèle       | 168 896        |
| Actifs fin. détenus jusqu'à l'échéance   | 121 585        |
| Actifs d'impôt différés                  | 16             |
| Comptes de régul. et actifs divers       | 135            |
| Immeubles de placement                   | 1 061          |
| Immobilisations corp. et LF preneur      | 7 164          |
| Immobilisations incorporelles            | 15             |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                       | <b>357 407</b> |

| PASSIF                              |                |
|-------------------------------------|----------------|
| Dettes envers les Ets de crédit     | 129 699        |
| Dettes envers la clientèle          | 180 586        |
| Passifs d'impôt courants            | 194            |
| Passifs d'impôt différés            | 0              |
| Comptes de régul. et passifs divers | 414            |
| Provisions pour risques et charges  | 200            |
| Capitaux propres                    | 46 314         |
|                                     |                |
|                                     |                |
|                                     |                |
| <b>TOTAL PASSIF</b>                 | <b>357 407</b> |

Les capitaux propres retraités au 30 juin 2008, date de l'entrée dans le Groupe, s'élevaient à 46.314 milliers d'euros. La part du Groupe achetée dans ces capitaux propres, soit 95,33 %, est de 44.150 milliers d'euros ; les titres ayant été acquis pour un montant de 19.121 milliers d'euros, le "badwill" dégagé est de 25.028 milliers d'euros. Conformément aux normes IFRS, cet écart d'acquisition négatif a été constaté immédiatement en résultat.

Du fait de l'annulation de quelques parts de coopérateurs au cours du second semestre, le pourcentage de détention du Groupe au 31 décembre 2008 est de 95,52 %.

La contribution de WVb au résultat du Groupe depuis son entrée dans le périmètre est de - 3.191 milliers d'euros.

- Fin 2007, la société Ecu Gestion a été acquise par NEPB. Compte-tenu du redémarrage de son activité, cette société, renommée Nord Europe Gestion ("NEGE") a été intégrée au périmètre en 2008.
- Dans le cadre d'un engagement de rachat consenti à des actionnaires minoritaires, la société Groupe UFG a augmenté son taux de détention dans certaines de ses filiales. Cet engagement ayant été pris par le groupe antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2008 a donné lieu pour partie à une correction d'erreur sur le bilan au 31 décembre 2007. Les impacts chiffrés sont donnés dans les notes 11b et 20a.

## II Périmètre, méthodes et principes de consolidation

### 1. Méthodes de consolidation

La méthode de consolidation pratiquée est différente selon que l'entité consolidante exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable sur l'entreprise détenue.

Ainsi, et selon le type de contrôle, la méthode de consolidation peut être :

- l'intégration globale, visant à reprendre les comptes des entreprises consolidées après retraitements éventuels et éliminations des opérations réciproques. Cette méthode s'applique en cas de contrôle exclusif : il y a présomption de contrôle exclusif lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement, une participation majoritaire en capital et, soit la majorité des droits de vote, soit le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance, ou lorsque le Groupe exerce une influence dominante,
- l'intégration proportionnelle, visant à pratiquer les mêmes opérations de retraitement et éliminations proportionnellement au contrôle exercé. L'intégration proportionnelle est appliquée aux entités sous contrôle conjoint,
- la mise en équivalence qui consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres (y compris le résultat). Cette méthode s'applique lorsque le Groupe exerce une influence notable (pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle).

## 2. Périmètre

Le périmètre de consolidation du Groupe CMNE au 31 décembre 2008 est détaillé dans les tableaux suivants qui indiquent la contribution de chaque entité au résultat du Groupe.

| Périmètre de consolidation   | Nationalité<br>F / E | Date de clôture | Pourcentage |         | Contribution<br>au résultat<br>(en K€) | Méthode<br>d'intégration <sup>(1)</sup> |
|--|----------------------|-----------------|-------------|---------|--|---|
|  |                      |                 | contrôle    | intérêt |  |   |
| <b>1. Entreprises à caractère financier</b>  |                      |                 |             |         |  |   |
| <b>1.1 Établissements de crédit</b>  |                      |                 |             |         |  |   |
| > Caisses de Crédit Mutuel + Caisse Fédérale du CMNE<br>+ Fédération du CMNE                     | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | -37 808                                | Mère                                    |
| > Banque Commerciale du Marché Nord Europe (base consolidée)<br>4 place Richebé 59000 LILLE      | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | 9 935                                  | IG                                      |
| > Banque Delubac - 16 Place Saléon-Terras - 07160 LE CHEYLARD                                    | F                    | 31/12/08        | 20,98       | 20,98   | 895                                    | MEE                                     |
| > CMNE Belgium (base consolidée)<br>Avenue des Arts 6-9 - 1210 BRUXELLES                         | E                    | 31/12/08        | 100         | 100     | -21 522                                | IG                                      |
| > Crédidis - 61 avenue Halley - 59667 VILLENEUVE D'ASCQ  | F                    | 31/12/08        | 50          | 50      | -553                                   | IP                                      |
| <b>1.2 Établissements financiers autres que 1.1</b>  |                      |                 |             |         |  |   |
| > FCP Richebé Gestion - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS                                    | F                    | 31/12/08        | 99,66       | 99,38   | -12 533                                | IG                                      |
| > Haussmann Gestion - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS                                      | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | -4 632                                 | IG                                      |
| > Nord Europe Gestion - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS                                    | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | -1 987                                 | IG                                      |
| <b>1.3 Autres entreprises à caractère financier</b>  |                      |                 |             |         |  |   |
| > SDR Normandie<br>2 rue Andréï Sakharov - BP 148 - 76135 MONT-S'-AIGNAN                         | F                    | 31/12/08        | 99,79       | 99,79   | 1 527                                  | IG                                      |
| <b>2. Entreprises non financières</b>  |                      |                 |             |         |  |   |
| <b>2.1 Assurances</b>  |                      |                 |             |         |  |   |
| > Nord Europe Assurances (base consolidée)<br>173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS              | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | -37 431                                | IG                                      |
| <b>2.2 Services</b>  |                      |                 |             |         |  |   |
| > Actéa Environnement - 4 Place Richebé 59000 LILLE  | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | 4                                      | IG                                      |
| > CMNE Environnement - 4 Place Richebé - 59000 LILLE   | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | 1 017                                  | IG                                      |
| > CMN TEL - 135 Boulevard de la Liberté - 59000 LILLE  | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | 51                                     | IG                                      |
| > Euro-Information - 34 Rue du Wacken - 67000 STRASBOURG   | F                    | 31/12/08        | 10,45       | 10,45   | 5 899                                  | MEE                                     |
| > Financière Nord Europe (ex FMA) - 4 Place Richebé - 59000 LILLE                                | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | 22                                     | IG                                      |
| > GIE CMN Gestion - 4 Place Richebé 59000 LILLE  | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | 0                                      | IG                                      |
| > GIE CMN Prestations - 4 Place Richebé 59000 LILLE  | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | 0                                      | IG                                      |
| > L'Immobilière du CMN (base consolidée)<br>4 Place Richebé 59000 LILLE                          | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | 1 905                                  | IG                                      |
| > Sicorfé SNP<br>rue Pierre et Marie Curie - 62223 S <sup>t</sup> LAURENT BLANGY                 | F                    | 31/12/08        | 92,29       | 92,29   | 71                                     | IG                                      |
| > Sicorfé Maintenance<br>rue Pierre et Marie Curie - 62223 S <sup>t</sup> LAURENT BLANGY         | F                    | 31/12/08        | 34          | 31,38   | 92                                     | MEE                                     |
| > Transactimmo - 1 Rue Arnould de Vuez - 59000 LILLE   | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | 17                                     | IG                                      |
| <b>2.3 Industrie</b>   |                      |                 |             |         |  |   |
| <b>2.4 Holding non financier</b>   |                      |                 |             |         |  |   |
| > Groupe UFG (ex NEAM. base consolidée)<br>173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS                 | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | 22 958                                 | IG                                      |
| > Nord Europe Participations et Investissements (base consolidée)<br>4 Place Richebé 59000 LILLE | F                    | 31/12/08        | 100         | 100     | 3 193                                  | IG                                      |
| <b>Total</b>   |                      |                 |             |         | <b>-68 880</b>                         |   |

MEE : Mise En Equivalence ; IP : Intégration Proportionnelle ; IG : Intégration Globale

**Banque Commerciale du Marché Nord Europe**

4 place Richebé 59000 LILLE

| Périmètre de consolidation<br><i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Nationalité F / E | Date de clôture | Pourcentage |         | Contribution au résultat (K€) | Méthode d'intégration <sup>(1)</sup> |
|--|-------------------|-----------------|-------------|---------|-------------------------------|--------------------------------------|
|  |                   |                 | contrôle    | intérêt |                               |                                      |
| Banque Commerciale du Marché Nord Europe   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 3 942                         | IG                                   |
| > Bail Actea - 33 rue Jeanne d'Arc - 62000 ARRAS   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 3 372                         | IG                                   |
| > Bail Immo Nord - Tour de Lille- 60 Boulevard de Turin 59777 EURALILLE                                  | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 212                           | IG                                   |
| > Bâtiroc Normandie - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 76135 MONT-SAINT-AIGNAN                              | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 555                           | IG                                   |
| > GIE BCMNE Gestion - 4 Place Richebé - 59000 LILLE  | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 0                             | IG                                   |
| > Normandie Partenariat - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 76135 MONT-SAINT-AIGNAN                          | F                 | 31/12/08        | 99,65       | 99,63   | 1 854                         | IG                                   |
| <b>TOTAL</b>   |                   |                 |             |         | <b>9 935</b>                  |                                      |

**CMNE Belgium**

6-9, avenue des Arts. B1210 BRUXELLES

| Périmètre de consolidation<br><i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Nationalité F / E | Date de clôture | Pourcentage |         | Contribution au résultat (K€) | Méthode d'intégration <sup>(1)</sup> |
|--|-------------------|-----------------|-------------|---------|-------------------------------|--------------------------------------|
|  |                   |                 | contrôle    | intérêt |                               |                                      |
| CMNE Belgium   | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | -5 034                        | IG                                   |
| > Alverzele - Kerkstraat 43 - 9200 DENDERMONDE   | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 32                            | IG                                   |
| > BKCP Brabant. Rue Belliard 21 - 1040 BRUXELLES   | E                 | 31/12/08        | 93,8        | 93,8    | -3 450                        | IG                                   |
| > BKCP Noord - Dr A. Rubbensstraat 45 - 9240 ZELE  | E                 | 31/12/08        | 91,14       | 91,14   | -2 536                        | IG                                   |
| > BKCP Securities SA - Avenue Louise 390 - 1050 BRUXELLES  | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 844                           | IG                                   |
| > Crédit Professionnel SA - Avenue des Arts 6-9 - 1210 BRUXELLES   | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 10 078                        | IG                                   |
| > CNCP - NKBK Pool SA - Avenue des Arts 6-9 -1210 BRUXELLES  | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 16                            | IG                                   |
| > BKCP Wallonie - 41 rue des Croisiers - B5000 NAMUR   | E                 | 31/12/08        | 98,36       | 98,36   | -8 925                        | IG                                   |
| > Crédit Professionnel Interfédéral SCRL - Rue de la station, 40 7700 MOUSCRON                           | E                 | 31/12/08        | 0           | 0       | -599                          | IG                                   |
| > Federale Kas voor het BeroepsKrediet - Doorniksestraat, 38 8500 KORTRIJK                               | E                 | 31/12/08        | 96,66       | 96,66   | -5 475                        | IG                                   |
| > GEIE BKCP IT - Avenue des Arts 6-9 - 1210 BRUXELLES  | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 0                             | IG                                   |
| > Immo W16 - Avenue des Arts 6-9 - 1210 BRUXELLES  | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | -1 235                        | IG                                   |
| > Mobilease - Kerkstraat 43 - 9200 DENDERMONDE   | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | -24                           | IG                                   |
| > Nord Europe Gestion SA -   | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 27                            | IG                                   |
| > Nord Europe Private Bank (ex VMSL) - Rue Charles Martel, 54 L2134 Luxembourg                           | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | -1 986                        | IG                                   |
| > Oostvlaamse Invest Company - Kerkstraat 43 9200 DENDERMONDE  | E                 | 31/12/08        | 99,96       | 91,1    | -64                           | IG                                   |
| > Services et Crédits aux Professions Indépendantes et PME Aachener Strabe 28 - 4700 EUPEN               | E                 | 31/12/08        | 56,22       | 55,3    | 0                             | IG                                   |
| > West Vlaamse Bank - Adriaan Willaerstraat 9 - 8000 BRUGGE  | E                 | 31/12/08        | 95,52       | 95,52   | -3 191                        | IG                                   |
| <b>TOTAL</b>   |                   |                 |             |         | <b>-21 522</b>                |                                      |



### Nord Europe Participations et Investissements

4 Place Richebé - 59000 LILLE

| Périmètre de consolidation<br><i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Nationalité F / E | Date de clôture | Pourcentage |         | Contribution au résultat (K€) | Méthode d'intégration <sup>(1)</sup> |
|--|-------------------|-----------------|-------------|---------|-------------------------------|--------------------------------------|
|  |                   |                 | contrôle    | intérêt |                               |                                      |
| Nord Europe Participations et Investissements  | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 505                           | IG                                   |
| > SCI Centre Gare  | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 1 672                         | IG                                   |
| > Fininmad (Marchand de biens)   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 1 048                         | IG                                   |
| > Poujoulat Belgique (Holding d'une société de production)   | E                 | 31/12/08        | 34,53       | 34,53   | 3                             | MEE                                  |
| > Sofimmo 3  | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | -39                           | IG                                   |
| > Sofimpar   | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 4                             | IG                                   |
| <b>TOTAL</b>   |                   |                 |             |         | <b>3 193</b>                  |                                      |

### Immobilière du CMN

4 Place Richebé - 59000 LILLE

| Périmètre de consolidation<br><i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Nationalité F / E | Date de clôture | Pourcentage |         | Méthode d'intégration <sup>(1)</sup> |
|--|-------------------|-----------------|-------------|---------|--------------------------------------|
|  |                   |                 | contrôle    | intérêt |                                      |
| > SCI CMN  | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | IG                                   |
| > SCI CMN 1  | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | IG                                   |
| > SCI CMN 2  | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | IG                                   |
| > SCI CMN 3  | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | IG                                   |
| > SCI CMN Location   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | IG                                   |
| > SCI CMN Location 2   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | IG                                   |
| > SCI RICHEBE INKERMAN   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | IG                                   |

### Nord Europe Assurances

173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS

| Périmètre de consolidation<br><i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Nationalité F / E | Date de clôture | Pourcentage |         | Contribution au résultat (K€) | Méthode d'intégration <sup>(1)</sup> |
|--|-------------------|-----------------|-------------|---------|-------------------------------|--------------------------------------|
|  |                   |                 | contrôle    | intérêt |                               |                                      |
| Nord Europe Assurances   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | -8 273                        | IG                                   |
| > ACMN IARD - 4 Place Richebé - 59000 LILLE  | F                 | 31/12/08        | 51          | 51      | 65                            | IG                                   |
| > ACMN Vie - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | -15 675                       | IG                                   |
| > Courtage Crédit Mutuel Nord Europe - 4 Place Richebé 59000 LILLE                                       | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 211                           | IG                                   |
| > CP-BK Reinsurance SA - Avenue de la gare, 65 - 1611 LUXEMBOURG   | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | -954                          | IG                                   |
| > Nord Europe Life LUXEMBOURG - rue Charles Martel 62 2134 LUXEMBOURG                                    | E                 | 31/12/08        | 100         | 100     | -9 381                        | IG                                   |
| > Nord Europe Retraite - 4 Place Richebé - 59000 LILLE   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | -5                            | IG                                   |
| > La Pérennité - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | -3 539                        | IG                                   |
| > Pérennité Entreprises - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS  | F                 | 31/12/08        | 90          | 90      | 105                           | IG                                   |
| > Vie Services - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS   | F                 | 31/12/08        | 77,5        | 77,5    | 15                            | IG                                   |
| <b>TOTAL</b>   |                   |                 |             |         | <b>-37 431</b>                |                                      |

**Groupe UFG**

173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS

| Périmètre de consolidation<br><i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Nationalité F / E | Date de clôture | Pourcentage |         | Contribution au résultat (K€) | Méthode d'intégration <sup>(1)</sup> |
|--|-------------------|-----------------|-------------|---------|-------------------------------|--------------------------------------|
|  |                   |                 | contrôle    | intérêt |                               |                                      |
| Groupe UFG   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 683                           | IG                                   |
| > CLS - 25 Rue de Chazelles - 75017 PARIS  | F                 | 31/12/08        | 0           | 0       | 50                            | IG                                   |
| > CMH Gestion - 88 Rue Cardinet - 75017 PARIS  | F                 | 31/12/08        | 24,47       | 21,11   | 6                             | MEE                                  |
| > Eurogérance - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS  | F                 | 31/12/08        | 0           | 0       | 416                           | IG                                   |
| > Franklin Gérance - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS   | F                 | 31/12/08        | 100         | 86,24   | 1 229                         | IG                                   |
| > GEIE NEAM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS  | F                 | 31/12/08        | 0           | 0       | 0                             | IG                                   |
| > GESNOV - 25 Rue de Chazelles - 75017 PARIS   | F                 | 31/12/08        | 0           | 0       | -361                          | IG                                   |
| > GIE UFG Services - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 0                             | IG                                   |
| > GIE UFG Trésorerie - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS   | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 0                             | IG                                   |
| > SL2A - 25 Rue de Chazelles - 75017 PARIS   | F                 | 31/12/08        | 0           | 0       | 0                             | IG                                   |
| > SOGETEX - 25 Rue de Chazelles - 75017 PARIS  | F                 | 31/12/08        | 0           | 0       | -446                          | IG                                   |
| > UFG PM (ex Sogindo) - 73 Rue Gutenberg - 75015 PARIS   | F                 | 31/12/08        | 78,79       | 67,95   | 3 748                         | IG                                   |
| > UFG Courtages - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS  | F                 | 31/12/08        | 100         | 88,28   | 1 793                         | IG                                   |
| > UFG Hôtels - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS   | F                 | 31/12/08        | 0           | 0       | 0                             | IG                                   |
| > UFG REM (ex UFG Immobilier)<br>173 Boulevard Haussmann 75008 PARIS                                     | F                 | 31/12/08        | 86,24       | 86,24   | 3 219                         | IG                                   |
| > UFG Alteram - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS  | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 4 646                         | IG                                   |
| > UFG Investment Managers (ex Multifonds)<br>173 Bd Haussmann - 75008 PARIS                              | F                 | 31/12/08        | 99,99       | 99,99   | 7 791                         | IG                                   |
| > UFG Partenaires (ex Ico)<br>173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS                                      | F                 | 31/12/08        | 88,28       | 88,28   | -915                          | IG                                   |
| > UFG Private Equity (ex NEPE)<br>173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS                                  | F                 | 31/12/08        | 100         | 100     | 1 405                         | IG                                   |
| > UFG Transactions - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS   | F                 | 31/12/08        | 100         | 88,28   | -306                          | IG                                   |
| <b>TOTAL</b>   |                   |                 |             |         | <b>22 958</b>                 |                                      |

Les variations intervenues sur le périmètre au cours de l'exercice 2008 sont les suivantes :

| Entrées :  |                        |
|--|------------------------|
| Entités précédemment détenues et consolidées pour la première fois | Nord Europe Gestion SA |
| Acquisition  | West Vlaamse Bank      |

| Sorties :       |  |
|-----------------|--|
| Déconsolidation | GEIE NEAM  |
|                 | SL2A   |
|                 | UFG Hôtels   |
| TUP ou fusions  | Crédit Professionnel Interfédéral                        |
|                 | Société de Développement et de Participations "CLS"      |
|                 | Eurogérance  |
|                 | Financière Malesherbes                                   |
|                 | GESNOV   |
|                 | Société Générale d'Etudes de Transactions et d'Expertise |

| Changement de dénomination :                                     |   |
|--|---|
| CP Banque devient :  | BKCP Wallonie                                 |
| Société d'Investissements et de Participations du Nord devient : | Nord Europe Participations et Investissements |

### 3. Principes de consolidation

#### – Retraitements et éliminations

Les opérations réciproques significatives sont éliminées entre entités consolidées par intégration globale ou proportionnelle. Sont considérés comme significatifs les montants supérieurs à 200 milliers d'euros en charges et produits et 1.000 milliers d'euros en ce qui concerne le bilan et les engagements. Les résultats de cessions internes font également l'objet d'éliminations.

D'une manière générale, les principes comptables du Groupe sont appliqués dans l'ensemble des entités consolidées.

#### – Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du CMNE sont établis en euros. Tous les éléments d'actif ou de passif, monétaires et non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

#### – Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation des normes IFRS, sont comptabilisés à la valeur de marché ou son équivalent, déterminée à la date d'acquisition.

La comptabilisation d'un regroupement d'entreprises doit être finalisée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Le coût d'acquisition est égal à la juste valeur, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération sont inclus dans le coût d'acquisition.

L'écart d'acquisition, ou survaleur, représente la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition.

Cet écart, lorsqu'il est positif, est porté à l'actif du bilan de l'acquéreur et il est immédiatement pris en résultat s'il est négatif.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition est comptabilisé en capitaux propres.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet de tests de dépréciation afin de s'assurer qu'ils ne subissent pas de dépréciation durable. Ces variations de valeur s'apprécient au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent aux pôles d'activité du Groupe.

#### – Impôts différés

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et

passifs du bilan et leurs valeurs fiscales. Les retraitements liés à l'application des normes IFRS font donc également l'objet de calcul d'impôts différés.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable par référence au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice et applicable au cours des exercices suivants, soit 34,43 % au 31 décembre 2008.

Les actifs d'impôts différés ne sont retenus que lorsque leur récupération est probable grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs aux gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultats futurs, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés en capitaux propres.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsque existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

### 4. Établissement du tableau de flux de trésorerie

La présentation retenue utilise la méthode indirecte. Le résultat, pour la détermination des flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, est ajusté pour tenir compte des éléments sans effet de trésorerie et des éléments pour lesquels l'effet de la trésorerie consiste en flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis d'après leurs caractéristiques intrinsèques que sont la disponibilité immédiate ou la conversion à très court terme en un montant connu de liquidités dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

La trésorerie comprend les fonds en caisse ainsi que les dépôts et emprunts auprès de la Banque Centrale et de l'office des CCP.

Les équivalents de trésorerie sont composés des prêts et emprunts à vue ou au jour le jour, contractés avec des établissements de crédit.

Les différents flux de trésorerie relatifs à un exercice sont classés, d'après la logique d'intention, en activités opérationnelles, d'investissement et de financement, sachant qu'une opération unique peut inclure des flux classés dans des activités différentes.

Les flux de trésorerie opérationnels sont ceux issus des activités d'exploitation qui contribuent à la formation de l'essentiel du résultat, y compris les activités de marché pour compte propre. Figurent à ce titre parmi les activités opérationnelles, les flux de trésorerie liés aux titres en juste valeur par résultat ainsi que les titres à revenus variables, constitutifs de placements à court terme ou relatifs aux activités de portefeuille, et les titres à revenu fixe disponibles à la vente.

Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers incluent les variations des actifs et passifs

financiers en juste valeur par résultat pour la variation de leur juste valeur.

Par défaut, les flux de trésorerie qui ne répondent pas aux définitions d'investissement ou de financement sont classés sous cette activité.

Les activités d'investissement sont définies comme l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme et des autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie ou dans les activités opérationnelles. Y figurent notamment les titres de participation et les autres titres à revenu variable détenus à long terme qui ne sont pas liés aux activités de portefeuille ainsi que les titres à revenu fixe détenus jusqu'à maturité.

### III PRINCIPES COMPTABLES

#### Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à revenu fixe ou déterminable, non cotés sur un marché actif, qui ne sont pas destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi. Ils comprennent les prêts consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués, les prêts acquis et les titres de dettes non cotés. Ils sont comptabilisés à leur valeur de marché (ou équivalent) lors de leur entrée dans le bilan qui est généralement le montant net décaissé à l'origine.

Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents. Ces encours sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

La juste valeur des prêts et créances est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

#### > Provision individuelle pour dépréciation des prêts et créances

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt – ou d'un groupe de prêts – susceptible de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

L'existence d'échéances dues et impayées depuis plus de 3 mois ou 6 mois pour l'immobilier et les collectivités locales ou de comptes courants irréguliers depuis plus de 3 mois représente une preuve objective d'un événement de perte.

Les flux liés aux activités de financement comprennent les mouvements sur capital et les mouvements liés aux émissions ou remboursements d'emprunts ou de dettes subordonnées. Par option, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables sont classés avec les activités opérationnelles.

N'étant pas constitutifs de ressources affectées aux activités qui les génèrent, les revenus (intérêts et dividendes) provenant des activités d'investissement ainsi que les intérêts liés aux activités de financement sont rattachés aux activités opérationnelles. Les produits de cessions restent, quant à eux, rattachés à l'activité auxquels ils se rapportent pour leur montant avant impôt.

De même lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a échéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire une indication objective de perte est identifiée.

La dépréciation est comptabilisée sous la forme de provision dont les dotations sont comprises dans le coût du risque. Les reprises de dépréciation sont enregistrées en coût du risque pour la partie relative à la variation du risque et en marge d'intérêts pour la partie relative au passage du temps. La provision vient en moins de l'actif pour la dépréciation des prêts et au passif parmi les provisions pour risques pour les engagements de financement et de garantie.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

#### > Provision collective sur les prêts et créances

Les prêts à la clientèle non dépréciés sur une base individuelle font l'objet d'une provision par portefeuilles homogènes de prêts en cas de dégradation de notes internes ou externes, sur la base des pertes en cas de défaut et de la probabilité de défaut jusqu'à maturité observées en interne ou en externe et appliquées aux encours. Elle est comptabilisée en déduction des encours correspondants à l'actif et les variations de l'exercice sont enregistrées dans la rubrique "Coût du risque" du compte de résultat.

#### Opérations de location

##### > Opérations dans lesquelles CMNE est crédit bailleur

Les contrats sont classés en location financement lorsqu'ils conduisent, en substance, à transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué. La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance. Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement

du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux utilisé est le taux d'intérêt implicite.

Les contrats de location simple sont des contrats pour lesquels l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur. Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location.

### > Opérations dans lesquelles CMNE est crédit preneur

Les immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux à effectuer au titre de la location. La contrepartie est enregistrée au passif du bilan. Ces immobilisations sont amorties sur la durée prévue pour des biens de même catégorie.

## Titres acquis

### > Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre des parties bien informées, et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

#### – Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

#### – Instruments négociés sur un marché non actif

Lorsqu'un marché est illiquide, les prix de marché peuvent être utilisés comme un élément afin de déterminer la juste valeur, mais peuvent ne pas être déterminants.

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, intégrant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait (crédit, liquidité). Les données observables sur un marché sont à retenir tant qu'elles

reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales, et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le Groupe utilise des données non observables, "mark-to-model".

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le Groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

### > Classification des titres

Les titres peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat,
- actifs financiers disponibles à la vente,
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance,
- prêts et créances.

La classification dans l'une ou l'autre de ces catégories traduit l'intention de gestion du Groupe et détermine les règles de comptabilisation des instruments.

### > Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### – Critère de classement et règles de transfert :

La catégorie des "Instruments financiers évalués en juste valeur par résultat" comprend :

#### Les instruments financiers détenus à des fins de transaction :

Il s'agit principalement des instruments qui ont été acquis pour être revendus ou rachetés à court terme, ou sont intégrés à un portefeuille d'instruments financiers gérés globalement pour lequel un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe, ou bien encore constituent un instrument dérivé non qualifié de couverture.

Les conditions de marché peuvent conduire le Groupe Crédit Mutuel à revoir sa stratégie de placement et l'intention de gestion de ces titres. Ainsi, lorsqu'il apparaît inopportun de céder des titres initialement acquis dans un objectif de cession à court terme, ces titres peuvent faire l'objet d'un reclassement, dans le respect des dispositions spécifiques prévues par l'amendement IAS 39 d'octobre 2008. Les transferts vers les catégories "Actifs financiers disponibles à la vente" ou "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" sont autorisés en cas de situation exceptionnelle. Les transferts vers la catégorie "Prêts et créances" sont conditionnés à l'intention et la capacité du Groupe de détenir ces titres dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance. Ces transferts de portefeuille ont pour objectif de traduire au mieux la nouvelle intention de gestion de ces instruments et de refléter de manière plus fidèle, leur impact sur le résultat du Groupe.

Les instruments financiers classés par choix, dès l'origine, et de façon irrévocable, à la juste valeur par résultat.

Ce classement peut s'appliquer dans les cas suivants :

- instruments financiers composés d'un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
- instrument présentant une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
- instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers

évalués et gérés en juste valeur.

Le Groupe a utilisé cette option notamment dans le cadre de contrats en unité de comptes des activités d'assurance par cohérence avec le traitement s'appliquant aux passifs.

#### – Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés en "Actifs et passifs à la juste valeur par résultat" sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêts ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur et les revenus perçus ou courus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat". Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat. L'évaluation du risque de contrepartie sur ces titres est prise en compte dans la juste valeur.

En cas de transfert, vers l'une des trois autres catégories, la juste valeur de l'actif financier à sa date de reclassement devient son nouveau coût ou coût amorti. Aucun gain ou perte comptabilisé avant la date du transfert ne peut être repris.

#### > Actifs et passifs financiers disponibles à la vente

##### – Critère de classement et règles de transfert

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les actifs financiers non classés en "Prêts et créances", ni en "Actifs financiers détenus jusqu'à maturité" ni en "Juste valeur par résultat".

Les titres à revenu fixe peuvent être reclassés en "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" en cas de modification de l'intention de gestion, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie, ou en "Prêts et créances" en cas de modification de l'intention de gestion, de capacité de détention du titre dans un avenir prévisible ou jusqu'à son échéance et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie.

##### – Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres "Gains ou pertes latents ou différés", hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat, qu'en cas de cession ou de dépréciation durable. Lors de la cession, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente", ainsi que les plus et moins-values de cession. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

En cas de transfert de titre de la catégorie "Actifs

financiers disponibles à la vente" vers les catégories "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" ou "Prêts et créances" d'instruments ayant une échéance fixe, les gains ou pertes latents antérieurement différés en capitaux propres sont amortis sur la durée de vie résiduelle de l'actif. En cas de transfert d'instruments n'ayant pas une échéance fixe vers la catégorie "Prêts et créances", les gains et pertes latents antérieurement différés sont maintenus en capitaux propres jusqu'à la cession des titres.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés". Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente".

##### – Dépréciation et risque de crédit

###### Dépréciation durable, spécifique aux actions et autres instruments de capitaux propres :

Une dépréciation est constatée sur les actifs financiers à revenu variable disponibles à la vente en cas de baisse prolongée et significative de la juste valeur par rapport au coût.

S'agissant de titres à revenus variables, le Groupe CMNE considère qu'en cas d'absence de volatilité accrue du marché, une dévalorisation du titre d'au moins 20 % par rapport à son coût d'acquisition sur une période de plus de six mois consécutifs, constitue un indicateur de dépréciation suffisamment fort pour déclencher une analyse. L'analyse est effectuée ligne à ligne. Si elle conclut à une perte probable, celle-ci est constatée en résultat, dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente". Toute baisse ultérieure est également comptabilisée en compte de résultat.

Les dépréciations durables des actions ou autres instruments de capitaux propres passées en résultat sont irréversibles tant que l'instrument est porté au bilan. En cas d'appréciation ultérieure, celle-ci sera constatée en capitaux propres dans la rubrique "Gains ou pertes latents ou différés".

###### Dépréciation au titre du risque de crédit :

Les dépréciations sur actifs financiers à revenu fixe disponibles à la vente (obligations notamment) sont comptabilisées dans le poste "Coût du risque". En effet, seule l'existence d'un risque de crédit permet de déprécier ces instruments à revenu fixe, la dépréciation en cas de perte due à une simple hausse des taux n'étant pas admise. En cas de dépréciation, l'intégralité des moins values latentes cumulées en capitaux propres doit être constatée en résultat. Celles-ci sont réversibles ; toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque" en cas d'amélioration de la situation de crédit de l'émetteur.

## > Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

### – Critère de classement et règles de transfert

Cette catégorie comprend les titres à revenu fixe ou déterminable ayant une date d'échéance fixe que le Groupe CMNE a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à l'échéance.

Les éventuelles opérations de couverture du risque de taux d'intérêt mises en place sur cette catégorie de titres ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Par ailleurs, les possibilités de cessions ou de transfert de titres de ce portefeuille sont très limitées compte tenu des dispositions prévues par la norme IAS 39, sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau Groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant deux ans.

### – Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes ainsi que les frais d'acquisition s'ils sont significatifs.

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" du compte de résultat.

### – Risque de crédit

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, résultant d'événements survenus postérieurement à la comptabilisation initiale, et susceptible de générer une perte (risque de crédit avéré). Une analyse est effectuée à chaque arrêté, titre par titre. La dépréciation est évaluée par comparaison entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine des flux futurs intégrant les garanties. Elle est constatée dans le compte de résultat à la rubrique "Coût du risque". Toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque".

## Dérivés et comptabilité de couverture

### > Détermination de la juste valeur des dérivés

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers

lorsqu'elle est négative.

### > Classification des dérivés et comptabilité de couverture

#### – Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat", même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

#### Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

#### Comptabilisation

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

#### – Comptabilité de couverture

La norme IAS 39 permet trois formes de relation de couverture. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert.

La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.

La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.

Le CMNE a recours à la couverture de flux de trésorerie pour le TSS émis en 2004.

La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le Groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.

La relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture est formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie les objectifs de gestion du risque de la direction, la

nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente, l'identification de l'instrument de couverture et de l'élément couvert, ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.

L'efficacité de cette couverture doit être démontrée lors de la mise en place de la relation de couverture puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêt. Le rapport entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert doit se situer dans un intervalle de 80 à 125 %. Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

#### Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs identifiés :

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat" symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou s'il s'agit d'un actif financier classé en "Actifs financiers disponibles à la vente". Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de l'élément couvert se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

La partie correspondant au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat" et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de macro-couverture ont pour objet de couvrir de façon globale tout ou partie du risque structurel de taux issu principalement des activités de banque de détail. Selon les dispositions de la norme IAS 39, le traitement comptable des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de macro-couverture de juste valeur est identique à celui des dérivés de couverture de juste valeur. La variation de juste valeur des portefeuilles couverts est enregistrée sur une ligne spécifique du bilan intitulée « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » par la contrepartie du compte de résultat. L'efficacité des couvertures est contrôlée de manière prospective en s'assurant que les dérivés, lors de leur

mise en place, réduisent le risque de taux du portefeuille couvert. De manière rétrospective, les couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leurs sont associés deviennent insuffisants.

#### Couverture de flux de trésorerie :

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas ; ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

## Immobilisations et amortissements

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administratives. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation. Les coûts d'emprunt encourus lors de la construction ou l'adaptation des biens immobiliers ne sont pas activés.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique, c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté



de valeur résiduelle. Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

| <b>Immobilisations corporelles :</b>  |             |
|---|-------------|
| Constructions – gros œuvre structure :<br>(en fonction du type d'immeuble concerné) | 10 – 30 ans |
| Constructions – équipements :   | 10 – 25 ans |
| Agencements et installations :  | 5 – 15 ans  |
| Mobilier et matériel de bureau :  | 5 – 10 ans  |
| Matériel de sécurité :  | 3 – 10 ans  |
| Matériel roulant :  | 3 – 5 ans   |
| Matériel informatique:  | 3 – 5 ans   |
| <b>Immobilisations incorporelles :</b>  |             |
| Logiciels acquis ou créés en interne :  | 1 – 3 ans   |

## Contrats d'épargne réglementée

Les comptes d'épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- Un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation),
- Un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL). Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

## Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), non classées en juste valeur par résultat sur option, sont comptabilisées à leur valeur d'émission, généralement diminuée des coûts de transaction.

Ces dettes sont ensuite valorisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## Activités d'assurance

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par l'émission des contrats d'assurance, y compris des contrats de réassurance émis ou souscrits, et des contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices (qui

octroie aux souscripteurs des contrats le droit de recevoir, en plus de la rémunération garantie, une quote-part des résultats financiers réalisés) sont établis conformément à la norme IFRS 4.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance consolidées par intégration globale suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du Groupe. Les actifs financiers représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte sont ainsi présentés en "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" et l'actif et passif correspondant évalués en date d'arrêté à la valeur de réalisation des supports de référence.

Par ailleurs, les contrats soumis à IFRS 4 restent comptabilisés et consolidés comme en normes françaises et sont valorisés et comptabilisés selon les mêmes règles à l'exception de quelques retraitements limités, notamment ceux liés à l'élimination des provisions d'égalisation réglementaires et à la comptabilisation de participations différées, conformément aux principes de la réglementation française appliquée aux différences de l'évaluation des actifs. Il s'agit principalement de provisions pour participation aux bénéfices différée afférente aux plus et moins-values latentes comptabilisées sur les actifs selon IAS 39 (ce qui correspond, d'après IFRS 4, à l'application de la "comptabilité reflet" : afin de refléter la quote-part de ces plus et moins-values latentes, "l'élément de participation discrétionnaire", entièrement dans les provisions et non pas en capitaux propres). Ces provisions pour participation aux bénéfices différée sont présentées au passif ou à l'actif, par entité juridique et sans compensation entre entités du périmètre.

Outre les diverses provisions dotées et reprises au passif, les autres transactions générées par ces contrats sont valorisées et comptabilisées selon les mêmes règles.

Il s'agit notamment des coûts d'acquisition des contrats, des créances et dettes nées des contrats, d'avances sur polices et des recours et subrogations résultant des contrats d'assurance et de réassurance.

A la date de clôture, un test de suffisance du passif comptabilisé sur ces contrats (nets des autres éléments d'actifs ou de passifs liés tels que les frais d'acquisition reportés et les valeurs de portefeuille acquises) est réalisé : il est vérifié que le passif comptabilisé est suffisant pour couvrir les flux de trésorerie futurs estimés à cette date. Une insuffisance éventuelle des provisions techniques est constatée en résultat de la période (et serait reprise ultérieurement le cas échéant).

La réserve de capitalisation dotée en franchise d'impôt dans les comptes individuels des sociétés françaises du fait de la vente de valeurs mobilières amortissables, avec pour objet de différer une partie des plus-values nettes dégagées afin de maintenir le rendement actuariel du portefeuille constitué en représentation des engagements contractuels, est annulée dans les comptes consolidés. Les mouvements de l'exercice affectant cette réserve, constatés par le résultat dans les comptes individuels, sont annulés dans le compte de résultat consolidé. En application de la norme IAS 12 un impôt différé passif a été constaté relatif au reclassement effectif en capitaux propres de la réserve de capitalisation. En revanche, lorsqu'il existe une forte probabilité d'attribution aux assurés, notamment pour tenir compte des droits des assurés dans le cadre de

certaines portefeuilles d'assurance des entités du Groupe, une participation différée est comptabilisée suite au retraitement de la réserve de capitalisation.

## Provisions pour risques et charges

Les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un évènement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé le cas échéant pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le Groupe couvrent notamment :

- les risques opérationnels,
- les engagements sociaux,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges et garanties de passif
- les risques fiscaux,
- les risques liés à l'épargne logement.

## Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19. Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste "Provisions pour risques et charges". Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste "Charges de personnel".

### > Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Il s'agit des régimes de retraite, préretraite et retraite complémentaires dans lesquels le Groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux long terme des emprunts d'Etat en fonction de la durée des engagements,
- le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges, des catégories cadre/non cadre,
- les taux d'inflations, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités,
- les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI,
- l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée

dans la vie active et des hypothèses liées à la loi Fillon, avec un plafonnement maximum à 65 ans

- la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel. Le Groupe a opté pour la constatation immédiate des écarts actuariels excédant le corridor (au-delà de 10 % de la valeur la plus élevée entre la valeur actualisée de l'engagement brute au titre des prestations à la date de clôture et la juste valeur des actifs du régime) en compte de résultat de l'exercice sous forme de provisions, sans étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

### > Indemnités de fin de carrière

Les droits des salariés à l'indemnité de départ en retraite sont calculés en fonction du temps de présence et de la rémunération brute du salarié conformément à la convention collective applicable au Groupe.

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière sont couverts par un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance. L'écart entre le montant des droits des salariés et la valeur du contrat de couverture fait l'objet d'une provision déterminée en fonction des informations communiquées par l'assureur.

## Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Ces dettes sont valorisées au coût amorti.

## Distinction Dettes et Capitaux propres

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du CMNE, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le Groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le Groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le Groupe.

## IV Notes relatives aux postes des états financiers

(Les notes sont présentées en milliers d'euros)

### 1. Notes relatives au bilan

#### Note 1 : Caisse, Banques Centrales, CCP

##### 1a. Prêts et créances sur établissements de crédit

|   | 31/12/08         | 31/12/07         | Variation        |                |
|---|------------------|------------------|------------------|----------------|
| <b>Caisse, Banques centrales, CCP</b>                     |                  |                  |                  |                |
| Banques centrales   | 201 349          | 197 659          | 3 690            | 1,87 %         |
| <i>dont réserves obligatoires</i>                         | 51 118           | 41 668           | 9 450            | 22,68 %        |
| Caisse, CCP   | 58 152           | 58 430           | -278             | -0,48 %        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>259 501</b>   | <b>256 089</b>   | <b>3 412</b>     | <b>1,33 %</b>  |
| <b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b> |                  |                  |                  |                |
| Comptes réseau Crédit Mutuel                              | 2 877 699        | 2 552 966        | 324 733          | 12,72 %        |
| Autres comptes ordinaires                                 | 66 590           | 102 194          | -35 604          | -34,84 %       |
| Prêts   | 1 767 006        | 759 511          | 1 007 495        | 132,65 %       |
| Autres créances   | 102 437          | 254 863          | -152 426         | -59,81 %       |
| Titres non cotés sur un marché actif                      | 0                | 36 008           | -36 008          | -100,00 %      |
| Créances dépréciées sur base individuelle                 | 46               | 46               | 0                | 0,00 %         |
| Créances rattachées                                       | 33 712           | 26 466           | 7 246            | 27,38 %        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>4 847 490</b> | <b>3 732 054</b> | <b>1 115 436</b> | <b>29,89 %</b> |

##### 1b. Dettes envers les établissements de crédit

|   | 31/12/08         | 31/12/07       | Variation      |                  |
|---|------------------|----------------|----------------|------------------|
| <b>Banques centrales, CCP</b>                     |                  |                |                |                  |
| Banques centrales                                 | 0                | 335            | -335           | -100,00 %        |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>0</b>         | <b>335</b>     | <b>-335</b>    | <b>-100,00 %</b> |
| <b>Dettes envers les établissements de crédit</b> |                  |                |                |                  |
| Comptes réseau Crédit Mutuel                      | 0                | 1 159          | -1 159         | -100,00 %        |
| Autres comptes ordinaires                         | 71 197           | 46 892         | 24 305         | 51,83 %          |
| Emprunts  | 993 710          | 513 462        | 480 248        | 93,53 %          |
| Autres dettes                                     | 219 956          | 81 087         | 138 869        | 171,26 %         |
| Pensions  | 0                | 97 804         | -97 804        | -100,00 %        |
| Dettes rattachées                                 | 12 630           | 10 851         | 1 779          | 16,40 %          |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>1 297 493</b> | <b>751 255</b> | <b>546 238</b> | <b>72,71 %</b>   |

## Note 2 : Actifs et passifs à la juste valeur par résultat

### 2a. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

|  | 31/12/08       |                         |                  | 31/12/07       |                         |                  |
|--|----------------|-------------------------|------------------|----------------|-------------------------|------------------|
|  | Transaction    | Juste valeur sur option | Total            | Transaction    | Juste valeur sur option | Total            |
| <b>Titres</b>                                | <b>254 900</b> | <b>6 038 971</b>        | <b>6 293 871</b> | <b>255 157</b> | <b>6 062 530</b>        | <b>6 317 687</b> |
| • Effets publics                             | 0              | 0                       | 0                | 0              | 0                       | 0                |
| • Obligations et autres titres à revenu fixe | 59 773         | 2 591 831               | 2 651 604        | 45 813         | 2 031 347               | 2 077 160        |
| – Cotés                                      | 59 773         | 2 543 260               | 2 603 033        | 45 813         | 1 968 321               | 2 014 134        |
| – Non cotés                                  | 0              | 48 571                  | 48 571           | 0              | 63 026                  | 63 026           |
| • Actions et autres titres à revenu variable | 195 127        | 3 447 140               | 3 642 267        | 209 344        | 4 031 183               | 4 240 527        |
| – Cotés                                      | 195 127        | 3 447 140               | 3 642 267        | 209 344        | 4 031 183               | 4 240 527        |
| – Non cotés                                  | 0              | 0                       | 0                | 0              | 0                       | 0                |
| <b>Instruments dérivés de transaction</b>    | <b>7 909</b>   | <b>0</b>                | <b>7 909</b>     | <b>10 349</b>  | <b>0</b>                | <b>10 349</b>    |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>262 809</b> | <b>6 038 971</b>        | <b>6 301 780</b> | <b>265 506</b> | <b>6 062 530</b>        | <b>6 328 036</b> |

### 2b. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

|  | 31/12/08      | 31/12/07      | Variation     |                 |
|--|---------------|---------------|---------------|-----------------|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction         | 44 777        | 20 746        | 24 031        | 115,83 %        |
| Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat | 0             | 0             | 0             | n.s.            |
| <b>TOTAL</b>   | <b>44 777</b> | <b>20 746</b> | <b>24 031</b> | <b>115,83 %</b> |

#### Passifs financiers détenus à des fins de transaction

|   | 31/12/08      | 31/12/07      | Variation     |                 |
|---|---------------|---------------|---------------|-----------------|
| Instruments dérivés de transaction                          | 44 777        | 20 746        | 24 031        | 115,83 %        |
| Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction | 0             | 0             | 0             | n.s.            |
| <b>TOTAL</b>  | <b>44 777</b> | <b>20 746</b> | <b>24 031</b> | <b>115,83 %</b> |

### 2c. Hiérarchie de la juste valeur

| 31/12/08   | Niveau 1         | Niveau 2         | Niveau 3 | Total            |
|--|------------------|------------------|----------|------------------|
| <b>Actifs financiers</b>   |                  |                  |          |                  |
| Transaction / JVO  |                  |                  |          |                  |
| • Obligations et autres titres à revenu fixe – Transaction             | 10 944           | 48 829           | 0        | 59 773           |
| • Obligations et autres titres à revenu fixe – Juste valeur sur option | 309 333          | 2 282 498        | 0        | 2 591 831        |
| • Actions et autres titres à revenu variable – Transaction             | 195 127          | 0                | 0        | 195 127          |
| • Actions et autres titres à revenu variable – Juste valeur sur option | 3 447 140        | 0                | 0        | 3 447 140        |
| • Dérivés et autres actifs financiers – Transaction                    | 0                | 7 909            | 0        | 7 909            |
| Instruments dérivés de couverture                                      | 0                | 6 603            | 0        | 6 603            |
| <b>TOTAL</b>   | <b>3 962 544</b> | <b>2 345 839</b> | <b>0</b> | <b>6 308 383</b> |
| <b>Passifs financiers</b>  |                  |                  |          |                  |
| Transaction / JVO  |                  |                  |          |                  |
| • Dérivés et autres passifs financiers – Transaction                   | 0                | 44 777           | 0        | 44 777           |
| Instruments dérivés de couverture                                      | 0                | 86 748           | 0        | 86 748           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>0</b>         | <b>131 525</b>   | <b>0</b> | <b>131 525</b>   |

Niveau 1: cours coté sur un marché actif.

Niveau 2: cours de marchés actifs pour des instruments semblables et techniques de valorisation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables,

Niveau 3: valorisation sur la base de modèles internes contenant des données non observables significatives.

## Note 3 : Couverture

### 3a. Instruments dérivés de couverture

|   | 31/12/08     |               | 31/12/07 |               |
|---|--------------|---------------|----------|---------------|
|   | Actif        | Passif        | Actif    | Passif        |
| Couverture de flux de trésorerie ( Cash flow Hedge )      | 10           | 15 612        | 0        | 11 173        |
| Couverture de juste valeur (var. enregistrée en résultat) | 6 593        | 71 136        | 1        | 382           |
| <b>TOTAL</b>  | <b>6 603</b> | <b>86 748</b> | <b>1</b> | <b>11 555</b> |

### 3b. Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

| Juste valeur   | 31/12/08 | 31/12/07 | Variation |
|--|----------|----------|-----------|
| Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles |          |          |           |
| . d'actifs financiers                                      | 65 880   | 0        | 65 880    |
| . de passifs financiers                                    | 0        | 0        | 0         |

Ce tableau indique la variation de valeur des portefeuilles de crédits clientèle qui ont fait l'objet d'une couverture en juste valeur au cours de l'année 2008.

## Note 4 : Analyse des instruments dérivés

|   | 31/12/08         |               |                | 31/12/07         |               |               |
|---|------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|---------------|
|   | Notionnel        | Actif         | Passif         | Notionnel        | Actif         | Passif        |
| <b>Instruments dérivés de transaction</b> |                  |               |                |                  |               |               |
| Instruments de taux                       |                  |               |                |                  |               |               |
| Swaps                                     | 2 205 646        | 7 908         | 44 776         | 1 968 790        | 10 332        | 20 743        |
| Options et instruments conditionnels      | 42 441           | 0             | 0              | 23 062           | 12            | 0             |
| Instruments de change                     |                  |               |                |                  |               |               |
| Autres contrats fermes                    | 0                | 1             | 1              | 0                | 5             | 3             |
| Autres que taux et change                 |                  |               |                |                  |               |               |
| Autres contrats fermes                    | 568 485          | 0             | 0              | 253 576          | 0             | 0             |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                         | <b>2 816 572</b> | <b>7 909</b>  | <b>44 777</b>  | <b>2 245 428</b> | <b>10 349</b> | <b>20 746</b> |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>  |                  |               |                |                  |               |               |
| Couverture de Fair Value Hedge            |                  |               |                |                  |               |               |
| • Swaps                                   | 1 577 000        | 6 593         | 71 136         | 102 000          | 1             | 382           |
| Couverture de Cash Flow Hedge             |                  |               |                |                  |               |               |
| • Swaps                                   | 300 000          | 0             | 15 612         | 300 000          | 0             | 11 173        |
| • Options et instruments conditionnels    | 0                | 10            |                | 0                | 0             |               |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                         | <b>1 877 000</b> | <b>6 603</b>  | <b>86 748</b>  | <b>402 000</b>   | <b>1</b>      | <b>11 555</b> |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>4 693 572</b> | <b>14 512</b> | <b>131 525</b> | <b>2 647 428</b> | <b>10 350</b> | <b>32 301</b> |

Ainsi qu'il l'a été signalé dans les faits marquants de l'exercice, certains swaps, antérieurement gérés en transaction, ont été requalifiés en swaps de couverture en juste valeur de portefeuilles de crédits clientèle. Le notionnel des swaps ainsi reclassés est de 1.550 millions d'euros. L'impact sur le bilan est donné dans le tableau ci-dessus et celui sur le compte de résultat est fourni en note 24.

## Note 5 : Actifs financiers disponibles à la vente

### 5a. Actifs financiers disponibles à la vente

|  | 31/12/08         | 31/12/07         | Variation      |               |
|--|------------------|------------------|----------------|---------------|
| Effets publics   | 20 256           | 206 089          | -185 833       | -90,17 %      |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                               | 3 978 634        | 3 575 723        | 402 911        | 11,27 %       |
| • Cotés  | 2 263 290        | 2 287 383        | -24 093        | -1,05 %       |
| • Non cotés  | 1 715 344        | 1 288 340        | 427 004        | 33,14 %       |
| Actions et autres titres à revenu variable                               | 379 461          | 473 248          | -93 787        | -19,82 %      |
| • Cotés  | 286 942          | 403 243          | -116 301       | -28,84 %      |
| • Non cotés  | 92 519           | 70 005           | 22 514         | 32,16 %       |
| Titres immobilisés   | 118 595          | 131 460          | -12 865        | -9,79 %       |
| • Titres de participation  | 7 503            | 7 245            | 258            | 3,56 %        |
| • Autres titres détenus à long terme                                     | 9 360            | 10 076           | -716           | -7,11 %       |
| • Parts dans les entreprises liées                                       | 101 732          | 114 139          | -12 407        | -10,87 %      |
| Créances rattachées  | 39 144           | 21 588           | 17 556         | 81,32 %       |
| <b>TOTAL</b>   | <b>4 536 090</b> | <b>4 408 108</b> | <b>127 982</b> | <b>2,90 %</b> |
| <i>Dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres</i> | 37 413           | 66 975           | -29 562        | -44,14 %      |
| <i>Dont obligations dépréciées</i>                                       | 22 904           | 5                | 22 899         | n.s.          |
| <i>Dont prov pour dépréciation</i>                                       | -29 429          | -6 144           | -23 285        | 378,99 %      |
| <i>Dont titres de participation cotés.</i>                               | 0                | 0                | 0              | n.s.          |

### 5b. Liste des principales participations non consolidées

|            | % détenu | Capitaux propres | Total bilan | PNB ou CA | Résultat |
|------------|----------|------------------|-------------|-----------|----------|
| CIC        | <1       | 7 363 857        | 251 666 031 | 3 206 440 | 170 204  |
| GACM       | <1       | 5 096 683        | 62 781 536  | 788 752   | 396 149  |
| CCCM Paris | 14 %     | 379 758          | 17 177 842  | 76 386    | 26 008   |

En ce qui concerne les titres CIC, en raison de l'évolution des cours de bourse en 2008, une valorisation "plancher" a été retenue. Elle correspond à la valeur des fonds propres - part du Groupe - par action. Cette valeur plancher se justifie par le fait qu'elle représente également la valeur minimum qui serait retenue lors d'une transaction.



## Note 6 : Clientèle

### 6a. Prêts et créances sur la clientèle

|  | 31/12/08          | 31/12/07          | Variation        |               |
|--|-------------------|-------------------|------------------|---------------|
| Créances saines                                      | 11 206 854        | 10 285 246        | 921 608          | 8,96 %        |
| • Créances commerciales                              | 22 375            | 18 994            | 3 381            | 17,80 %       |
| • Autres concours à la clientèle                     | 11 141 249        | 10 219 378        | 921 871          | 9,02 %        |
| – crédits à l'habitat                                | 6 811 585         | 6 154 820         | 656 765          | 10,67 %       |
| – autres concours et créances diverses dont pensions | 4 329 664         | 4 064 558         | 265 106          | 6,52 %        |
| • Créances rattachées                                | 43 230            | 46 874            | -3 644           | -7,77 %       |
| Créances d'assurance et réassurance                  | 12 862            | 0                 | 12 862           | n.s.          |
| Créances dépréciées sur base individuelle            | 363 318           | 338 126           | 25 192           | 7,45 %        |
| <b>Créances brutes</b>                               | <b>11 583 034</b> | <b>10 623 372</b> | <b>959 662</b>   | <b>9,03 %</b> |
| Provisions individuelles                             | -236 723          | -220 986          | -15 737          | 7,12 %        |
| Provisions collectives                               | -12 537           | -10 389           | -2 148           | 20,68 %       |
| <b>SOUS-TOTAL I</b>                                  | <b>11 333 774</b> | <b>10 391 997</b> | <b>941 777</b>   | <b>9,06 %</b> |
| Location financement (investissement net)            | 1 064 265         | 966 340           | 97 925           | 10,13 %       |
| • Mobilier   | 788 595           | 729 520           | 59 075           | 8,10 %        |
| • Immobilier   | 257 902           | 221 057           | 36 845           | 16,67 %       |
| • Créances dépréciées sur base individuelle          | 17 768            | 15 763            | 2 005            | 12,72 %       |
| Provisions pour dépréciation                         | -14 466           | -11 897           | -2 569           | 21,59 %       |
| <b>SOUS-TOTAL II</b>                                 | <b>1 049 799</b>  | <b>954 443</b>    | <b>95 356</b>    | <b>9,99 %</b> |
| <b>TOTAL</b>   | <b>12 383 573</b> | <b>11 346 440</b> | <b>1 037 133</b> | <b>9,14 %</b> |
| <i>dont prêts participatifs</i>                      | 0                 | 0                 | 0                | n.s.          |
| <i>dont prêts subordonnés</i>                        | 0                 | 0                 | 0                | n.s.          |

#### Opérations de location financement avec la clientèle :

|   | 31/12/07 | Acquisition | Cession | Autres | 31/12/08  |
|---|----------|-------------|---------|--------|-----------|
| Valeur brute comptable                    | 966 340  | 190 102     | -90 005 | -2 172 | 1 064 265 |
| Dépréciations des loyers non recouvrables | -11 897  | -5 841      | 3 272   | 0      | -14 466   |
| Valeur nette comptable                    | 954 443  | 184 261     | -86 733 | -2 172 | 1 049 799 |

### 6b. Dettes envers la clientèle

|   | 31/12/08          | 31/12/07          | Variation        |                |
|---|-------------------|-------------------|------------------|----------------|
| Comptes d'épargne à régime spécial      | 7 807 041         | 7 035 220         | 771 821          | 10,97 %        |
| • à vue                                 | 6 431 728         | 5 342 957         | 1 088 771        | 20,38 %        |
| • à terme                               | 1 375 313         | 1 692 263         | -316 950         | -18,73 %       |
| Dettes rattachées sur comptes d'épargne | 7 282             | 8 826             | -1 544           | -17,49 %       |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                       | <b>7 814 323</b>  | <b>7 044 046</b>  | <b>770 277</b>   | <b>10,94 %</b> |
| Comptes à vue                           | 2 400 091         | 2 266 975         | 133 116          | 5,87 %         |
| Comptes et emprunts à terme             | 871 611           | 672 722           | 198 889          | 29,56 %        |
| Dettes rattachées                       | 10 923            | 4 729             | 6 194            | 130,98 %       |
| Dettes d'assurance et de réassurance    | 29 738            | 26 417            | 3 321            | 12,57 %        |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                       | <b>3 312 363</b>  | <b>2 970 843</b>  | <b>341 520</b>   | <b>11,50 %</b> |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>11 126 686</b> | <b>10 014 889</b> | <b>1 111 797</b> | <b>11,10 %</b> |

### Note 7 : Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

|  | 31/12/08       | 31/12/07       | Variation     |               |
|--|----------------|----------------|---------------|---------------|
| Titres                                       | 545 661        | 515 100        | 30 561        | 5,93 %        |
| • Effets publics                             | 47 615         | 199 715        | -152 100      | -76,16 %      |
| • Obligations et autres titres à revenu fixe | 498 046        | 315 385        | 182 661       | 57,92 %       |
| – Cotés                                      | 482 884        | 259 959        | 222 925       | 85,75 %       |
| – Non cotés                                  | 15 162         | 55 426         | -40 264       | -72,64 %      |
| • Créances rattachées                        | 8 420          | 8 517          | -97           | -1,14 %       |
| <b>TOTAL BRUT</b>                            | <b>554 081</b> | <b>523 617</b> | <b>30 464</b> | <b>5,82 %</b> |
| <i>dont actifs dépréciés</i>                 | 11 999         | 0              | 11 999        | n.s.          |
| Provisions pour dépréciation                 | -10 829        | 0              | -10 829       | n.s.          |
| <b>TOTAL NET</b>                             | <b>543 252</b> | <b>523 617</b> | <b>19 635</b> | <b>3,75 %</b> |

### Note 8 : Évolution des provisions pour dépréciations

|  | 31/12/07        | Dotation       | Reprise       | Autres        | 31/12/08        |
|--|-----------------|----------------|---------------|---------------|-----------------|
| Prêts et créances Établissements de crédit | 0               | 0              | 0             | 0             | 0               |
| Prêts et créances sur la clientèle         | -243 273        | -57 175        | 12 321        | 24 401        | -263 726        |
| Titres en AFS "disponibles à la vente"     | -6 144          | -23 905        | 164           | 456           | -29 429         |
| Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance" | 0               | -10 829        | 0             | 0             | -10 829         |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>-249 417</b> | <b>-91 909</b> | <b>12 485</b> | <b>24 857</b> | <b>-303 984</b> |

### Note 9 : Instruments financiers – Reclassements

|   | 31/12/08 | 31/12/07 |
|---|----------|----------|
| Reclassement du portefeuille de trading vers les prêts et créances  | 0        | 0        |
| Reclassement du portefeuille de trading vers les actifs disponibles à la vente  | 0        | 0        |
| Reclassement du portefeuille de trading vers les actifs détenus jusqu'à maturité  | 0        | 0        |
| Reclassement du portefeuille actifs disponibles à la vente vers les prêts et créances   | 0        | 0        |
| Reclassement du portefeuille actifs disponibles à la vente vers les actifs détenus jusqu'à maturité                             | 246 132  | 0        |
| Reclassement du portefeuille actifs détenus jusqu'à maturité vers les actifs disponibles à la vente                             | 0        | 0        |
| <b>Pour la période au cours de laquelle l'actif a été reclassé</b>  |          |          |
| • Profits/pertes passés en résultat liés aux actifs reclassés en N  | 0        | 0        |
| • Gains/pertes latents constatés en capitaux propres liés aux actifs reclassés en N   | 998      | 0        |
| <b>Pour la période suivant le reclassement (et celle durant laquelle il a eu lieu) et jusqu'à décomptabilisation de l'actif</b> |          |          |
| • Valeur comptable des actifs reclassés   | 246 132  |          |
| • Juste valeur des actifs reclassés   | 239 142  |          |
| • Profits/pertes qui auraient été comptabilisés en résultat à la JV si les actifs n'avaient pas été reclassés                   | 0        |          |
| • Gains/pertes latents qui auraient été constatés en capitaux propres si les actifs n'avaient pas été reclassés                 | -6 990   |          |
| • Profits/pertes passés en résultat liés aux actifs reclassés   | 0        |          |
| • Intérêts comptabilisés en résultat liés aux actifs reclassés  | 0        |          |

Du fait de la crise financière, le CMNE a révisé ses intentions de gestion sur ses portefeuilles. En raison des conditions de marché, il a donc été décidé de conserver jusqu'à l'échéance certains titres antérieurement considérés comme des titres de placement. Ce reclassement a été opéré au 1er juillet 2008, comme l'autorisait l'amendement à IAS39 d'octobre 2008. Ces titres, dont la juste valeur au 30 juin 2008 était de 246.132 milliers d'euros, faisaient l'objet d'une moins-value latente de 4.905 milliers d'euros. Cette moins-value sera reprise sur la durée de vie restant à courir jusqu'à l'échéance des titres ; au 31 décembre 2008, le montant repris s'élève à 998 milliers d'euros.



## Note 10 : Impôts

### 10a. Impôts courants

|                       | 31/12/08 | 31/12/07 | Variation |          |
|-----------------------|----------|----------|-----------|----------|
| Actif (par résultat)  | 99 956   | 53 631   | 46 325    | 86,38 %  |
| Passif (par résultat) | 33 744   | 42 766   | -9 022    | -21,10 % |

### 10b. Impôts différés

|                               | 31/12/08 | 31/12/07 | Variation |          |
|-------------------------------|----------|----------|-----------|----------|
| Actif (par résultat)          | 81 910   | 56 250   | 25 660    | 45,62 %  |
| Actif (par capitaux propres)  | 7 556    | 777      | 6 779     | n.s.     |
| Passif (par résultat)         | 7 362    | 21 837   | -14 475   | -66,29 % |
| Passif (par capitaux propres) | 2 890    | 1 728    | 1 162     | 67,25 %  |

## Note 11 : Comptes de régularisation et actifs et passifs divers

### 11a. Comptes de régularisation et actifs divers

|  | 31/12/08       | 31/12/07       | Variation      |                 |
|--|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| <b>Comptes de régularisation actif</b> |                |                |                |                 |
| Valeurs reçues à l'encaissement        | 14 002         | 25 267         | -11 265        | -44,58 %        |
| Comptes d'ajustement sur devises       | 4              | 10             | -6             | -60,00 %        |
| Produits à recevoir                    | 7 652          | 5 808          | 1 844          | 31,74 %         |
| Comptes de régularisation divers       | 107 045        | 89 215         | 17 830         | 19,99 %         |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                      | <b>128 703</b> | <b>120 300</b> | <b>8 403</b>   | <b>6,99 %</b>   |
| <b>Autres actifs</b>                   |                |                |                |                 |
| Débiteurs divers                       | 233 517        | 273 599        | -40 082        | -14,65 %        |
| Stocks et assimilés                    | 3 479          | 6 356          | -2 877         | -45,26 %        |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                      | <b>236 996</b> | <b>279 955</b> | <b>-42 959</b> | <b>-15,34 %</b> |
| <b>Autres actifs d'assurance</b>       |                |                |                |                 |
| Autres                                 | 374 534        | 20 267         | 354 267        | n.s.            |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                      | <b>374 534</b> | <b>20 267</b>  | <b>354 267</b> | <b>N,S,</b>     |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>740 233</b> | <b>420 522</b> | <b>319 711</b> | <b>76,03 %</b>  |

### 11b. Comptes de régularisation et passifs divers

|  | 31/12/08       | 31/12/07       | Variation       |                 |
|--|----------------|----------------|-----------------|-----------------|
| <b>Comptes de régularisation passif</b>              |                |                |                 |                 |
| Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement | 66             | 9 903          | -9 837          | -99,33 %        |
| Charges à payer                                      | 19 763         | 30 558         | -10 795         | -35,33 %        |
| Comptes de régularisation divers                     | 123 905        | 119 507        | 4 398           | 3,68 %          |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                    | <b>143 734</b> | <b>159 968</b> | <b>-16 234</b>  | <b>-10,15 %</b> |
| <b>Autres passifs</b>                                |                |                |                 |                 |
| Comptes de règlement sur opérations sur titres       | 170 987        | 295 029        | -124 042        | -42,04 %        |
| Versements restant à effectuer sur titres            | 18 171         | 1 825          | 16 346          | n.s.            |
| Créditeurs divers                                    | 208 948        | 325 160        | -116 212        | -35,74 %        |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                    | <b>398 106</b> | <b>622 014</b> | <b>-223 908</b> | <b>-36,00 %</b> |
| <b>Autres passifs d'assurance</b>                    |                |                |                 |                 |
| Autres   | 0              | 0              | 0               | n.s.            |
| <b>SOUS-TOTAL</b>                                    | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0</b>        | <b>N.S.</b>     |
| <b>TOTAL</b>   | <b>541 840</b> | <b>781 982</b> | <b>-240 142</b> | <b>-30,71 %</b> |

Le montant du poste "créditeurs divers" au 31/12/2007 est supérieur de 35.685 milliers d'euros à celui publié dans les comptes au 31 décembre 2007. La différence provient de la prise en compte en correction d'erreur sur les années antérieures de l'engagement de rachat donné à des minoritaires de certaines filiales du groupe UFG. Au 31 décembre 2008, la plus grande partie de ces rachats a été menée à bien ; la ligne "versements restant à effectuer sur titres" comprend toutefois un montant de 8.466 milliers d'euros en raison d'engagements résiduels ainsi qu'un montant de 8.704 milliers d'euros correspondant à un complément de prix sur une partie des rachats déjà effectués. L'étalement de ces paiements est prévu sur les trois années à venir.

## Note 12 : Participations dans les entreprises mises en équivalence Quote-part dans le résultat des entreprises MEE

|                     | 31/12/08      |                | 31/12/07      |                |
|---------------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
|                     | Valeur de MEE | QP de résultat | Valeur de MEE | QP de résultat |
| Euro Information    | 51 900        | 5 899          | 48 920        | 6 669          |
| CM Habitat Gestion  | 104           | 7              | 97            | 5              |
| Poujolat Belgique   | 478           | 3              | 475           | 3              |
| Sicorfé Maintenance | 583           | 100            | 483           | 129            |
| Banque Delubac      | 5 435         | 895            | 4 747         | 236            |
| <b>TOTAL</b>        | <b>58 500</b> | <b>6 904</b>   | <b>54 722</b> | <b>7 042</b>   |

## Note 13 : Immeubles de placement

| Traitement de référence       | 31/12/07      | Augmentation | Diminution  | Autres variations | 31/12/08      |
|-------------------------------|---------------|--------------|-------------|-------------------|---------------|
| Coût historique               | 20 141        | 87           | -1 036      | 4 068             | 23 260        |
| Amortissement et dépréciation | -7 649        | -607         | 401         | -664              | -8 519        |
| <b>MONTANT NET</b>            | <b>12 492</b> | <b>-520</b>  | <b>-635</b> | <b>3 404</b>      | <b>14 741</b> |

La juste valeur de ces immeubles (enregistrés au coût) est de 23.737 milliers d'euros. Cette juste valeur est déterminée à dire d'expert.

## Note 14 : Immobilisations corporelles et incorporelles

### 14a. Immobilisations corporelles

| Traitement de référence              | 31/12/07        | Augmentation   | Diminution     | Autres variations | 31/12/08        |
|--------------------------------------|-----------------|----------------|----------------|-------------------|-----------------|
| <b>Coût historique</b>               |                 |                |                |                   |                 |
| Terrains d'exploitation              | 25 621          | 676            | -2 141         | -298              | 23 858          |
| Constructions d'exploitation         | 177 796         | 6 111          | -5 567         | 10 039            | 188 379         |
| Autres immobilisations corporelles   | 160 106         | 28 581         | -4 169         | 3 849             | 188 367         |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>363 523</b>  | <b>35 368</b>  | <b>-11 877</b> | <b>13 590</b>     | <b>400 604</b>  |
| <b>Amortissement et dépréciation</b> |                 |                |                |                   |                 |
| Terrains d'exploitation              | -879            | -53            | 0              | -162              | -1 094          |
| Constructions d'exploitation         | -86 584         | -7 985         | 4 700          | -4 274            | -94 143         |
| Autres immobilisations corporelles   | -87 905         | -9 925         | 3 300          | -1 732            | -96 262         |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>-175 368</b> | <b>-17 963</b> | <b>8 000</b>   | <b>-6 168</b>     | <b>-191 499</b> |
| <b>MONTANT NET</b>                   | <b>188 155</b>  | <b>17 405</b>  | <b>-3 877</b>  | <b>7 422</b>      | <b>209 105</b>  |

## 14b. Immobilisations incorporelles

| Traitement de référence              | 31/12/07       | Acquisitions  | Cessions    | Autres variations | 31/12/08       |
|--------------------------------------|----------------|---------------|-------------|-------------------|----------------|
| <b>Coût historique</b>               |                |               |             |                   |                |
| Immobilisations générées en interne  | 6 414          | 686           | 0           | 0                 | 7 100          |
| Immobilisations acquises             | 46 900         | 16 294        | -795        | -1 817            | 60 582         |
| • logiciels                          | 11 010         | 1 401         | -6          | 1 884             | 14 289         |
| • autres                             | 35 890         | 14 893        | -789        | -3 701            | 46 293         |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>53 314</b>  | <b>16 980</b> | <b>-795</b> | <b>-1 817</b>     | <b>67 682</b>  |
| <b>Amortissement et dépréciation</b> |                |               |             |                   |                |
| Immobilisations acquises             | -23 436        | -4 030        | 792         | -105              | -26 779        |
| • logiciels                          | -13 399        | -2 447        | 6           | -1 202            | -17 042        |
| • autres                             | -10 037        | -1 583        | 786         | 1 097             | -9 737         |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>-23 436</b> | <b>-4 030</b> | <b>792</b>  | <b>-105</b>       | <b>-26 779</b> |
| <b>MONTANT NET</b>                   | <b>29 878</b>  | <b>12 950</b> | <b>-3</b>   | <b>-1 922</b>     | <b>40 903</b>  |

## Note 15 : Écarts d'acquisition

|  | 31/12/07      | Acquisitions | Cessions | Autres variations | 31/12/08      |
|--|---------------|--------------|----------|-------------------|---------------|
| Écart d'acquisition * (brut 2007 / net 2008) | 63 398        | 2 000        | 0        | -16 418           | 48 980        |
| Dépréciations                                | -19 634       | -1 915       | 0        | 19 634            | -1 915        |
| <b>ÉCART D'ACQUISITION NET</b>               | <b>43 764</b> | <b>85</b>    | <b>0</b> | <b>3 216</b>      | <b>47 065</b> |

\* Dont 19.635 milliers d'euros correspondant au cumul des amortissements au 01/01/2005

## Détail des écarts d'acquisition

| Filiales                    | 31/12/07      | Augmentation | Diminution | Variation dépréciation | 31/12/08      |
|-----------------------------|---------------|--------------|------------|------------------------|---------------|
| BKCP / BKCP Securities      | 316           |              |            |                        | 316           |
| CMNE Belgium / BKCP         | 2 027         |              |            |                        | 2 027         |
| CMNE Belgium / NEPB         | 2 736         |              |            | -2 736                 | 0             |
| • Amortissement au 1-1-2005 | -821          |              |            | 821                    | 0             |
| CMNE / UFG IM               | 8 061         |              |            |                        | 8 061         |
| • Amortissement au 1-1-2005 | -3 348        |              |            |                        | -3 348        |
| CMNE / La Pérennité         | 18 025        |              |            |                        | 18 025        |
| • Amortissement au 1-1-2005 | -5 858        |              |            |                        | -5 858        |
| CMNE / SNP Sicorfé          | 1 876         |              |            |                        | 1 876         |
| • Amortissement au 1-1-2005 | -380          |              |            |                        | -380          |
| CMNE / UFG                  | 937           |              |            |                        | 937           |
| • Amortissement au 1-1-2005 | -298          |              |            |                        | -298          |
| UFG REM / Eurogérance       | 1 368         | 199          |            |                        | 1 567         |
| UFG REM / Franklin Gérance  | 755           |              |            |                        | 755           |
| Groupe UFG / UFG REM        | 7 261         | 110          |            |                        | 7 371         |
| • Amortissement au 1-1-2005 | -3 872        |              |            |                        | -3 872        |
| NEA / ACMN Vie              | 5 640         |              |            |                        | 5 640         |
| NEPI / SCI Centre Gare      | 1 358         |              |            |                        | 1 358         |
| • Amortissement au 1-1-2005 | -633          |              |            |                        | -633          |
| NEPI / UFG REM              | 6 321         |              |            |                        | 6 321         |
| • Amortissement au 1-1-2005 | -4 425        |              |            |                        | -4 425        |
| UFG PM / CLS                | 6 717         | 4 907        |            |                        | 11 624        |
| Autres                      | 1             |              |            |                        | 1             |
| <b>TOTAL</b>                | <b>43 764</b> | <b>5 216</b> | <b>0</b>   | <b>-1 915</b>          | <b>47 065</b> |

L'augmentation sur CLS correspond pour 2 millions d'euros à la revalorisation de l'écart (comme le prévoit IFRS3) suite au paiement d'un complément de prix pour les titres et, pour 2,9 millions d'euros, à l'enregistrement de la part des minoritaires dans l'écart qui n'avait pas été constatée au 31 décembre 2007 (la contrepartie de ce montant se trouve dans les intérêts minoritaires).

**Note 16 : Dettes représentées par un titre**

|                       | 31/12/08         | 31/12/07         | Variation      |                |
|-----------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|
| Bons de caisse        | 246 866          | 273 428          | -26 562        | -9,71 %        |
| TMI & TCN             | 6 691 752        | 6 059 226        | 632 526        | 10,44 %        |
| Emprunts obligataires | 139 624          | 84 702           | 54 922         | 64,84 %        |
| Dettes rattachées     | 98 659           | 86 683           | 11 976         | 13,82 %        |
| <b>TOTAL</b>          | <b>7 176 901</b> | <b>6 504 039</b> | <b>672 862</b> | <b>10,35 %</b> |

**Note 17 : Provisions techniques des contrats d'assurance**

|                  | 31/12/08         | 31/12/07         | Variation      |                |
|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|
| Vie              | 6 621 579        | 5 885 931        | 735 648        | 12,50 %        |
| Non vie          | 120 054          | 95 910           | 24 144         | 25,17 %        |
| Unités de compte | 1 120 535        | 1 129 095        | -8 560         | -0,76 %        |
| Autres           | 10 236           | 10 817           | -581           | -5,37 %        |
| <b>TOTAL</b>     | <b>7 872 404</b> | <b>7 121 753</b> | <b>750 651</b> | <b>10,54 %</b> |

**Note 18 : Provisions et passifs éventuels**

|   | 31/12/07      | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice (provision utilisée) | Reprises de l'exercice (provision non utilisée) | Autres variations | 31/12/08       |
|---|---------------|-------------------------|---|---|-------------------|----------------|
| Provisions pour engagements de retraite | 23 367        | 2 872                   | -289  | -1 001  | 200               | 25 149         |
| Provisions pour risques                 | 2 595         | 41 705                  | -1 913                                      | 0   | 1 041             | 43 428         |
| Autres                                  | 48 487        | 22 485                  | -2 567                                      | -25 383   | -491              | 42 531         |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>74 449</b> | <b>67 062</b>           | <b>-4 769</b>                               | <b>-26 384</b>                                  | <b>750</b>        | <b>111 108</b> |

Un litige oppose la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Nord Europe (CFCMNE) à un établissement bancaire, dans lequel le CMNE est devenu actionnaire à hauteur d'un peu plus de 20% tandis que cette banque était elle-même actionnaire à hauteur de 24 % dans une Compagnie d'assurances majoritairement détenue par la CFCMNE.

Les statuts de l'établissement bancaire (société en commandite simple) prévoient le recours à l'arbitrage pour le règlement des litiges entre associés.

Des dissensions sont intervenues dans le passé entre les deux parties, dans le cadre de la mise en place d'une stratégie permettant au CMNE de commercialiser des produits d'assurances IARD en partenariat avec un autre Groupe de Crédit Mutuel ; ce litige a fait l'objet d'une sentence arbitrale prononcée en faveur de l'établissement bancaire et exécutée en septembre 2000.

La CFCMNE s'est néanmoins trouvée engagée par la suite dans plusieurs procédures, tant civiles que pénales, initiées par cet établissement.

Le dernier acte de ce parcours juridique est une sentence arbitrale assortie de l'exécution provisoire rendue le 2 décembre 2008 à l'encontre de la CFCMNE (sommes réclamées s'élevant à 186,5 millions d'euros y compris intérêts au profit de l'établissement bancaire et de certains associés personnes physiques).

**1/ Sur le fond :**

Un recours en annulation, seule procédure recevable pour cet arbitrage, a été déposé par la CFCMNE dès le 4 décembre 2008 et a pour objet d'obtenir l'annulation pure et simple de la sentence.

Le mémoire déposé développe un certain nombre de moyens qui concernent notamment le délai de la procédure, les conditions de désignation des arbitres, la partialité des arbitres, la compétence du Tribunal Arbitral, l'absence de motivation, l'irrégularité de la présentation des demandes, l'irrégularité de l'intervention des associés commandités. Ces moyens seront examinés par la Cour d'Appel de Paris, vraisemblablement au cours de l'exercice 2009.

En complément de cette action, plusieurs plaintes pénales ont été déposées par la CFCMNE visant notamment l'impartialité d'un arbitre et les conditions de l'arbitrage. Elles sont de nature à justifier l'annulation de la sentence mais l'appréciation de ce dossier complexe ressort de l'examen qui en sera fait par la Cour d'Appel.

Il résulte de l'appréciation des éléments juridiques du dossier et des autres procédures engagées que ce litige relève des passifs éventuels et ne justifie donc pas, en l'état actuel du dossier, une provision au titre de l'exercice 2008.

## 2/ Sur l'exécution provisoire :

Dans son ordonnance du 26 mars 2009, la Cour d'Appel a rejeté la demande en suspension d'exécution provisoire formulée par la CFCMNE et a refusé la consignation du montant des condamnations.

Le 2 avril 2009, la CFCMNE a déposé un recours en assignation, qui devrait être plaidée le 6 mai 2009, fondé sur :

- des inexactitudes factuelles qui entachent l'ordonnance du 26 mars 2009,
- une circonstance nouvelle liée à l'ouverture d'une information à la demande de la CFCMNE par le Parquet de Paris, pour escroquerie et abus de confiance, aux termes d'un réquisitoire supplétif en date du 27 mars 2009.

La CFCMNE pourrait se trouver dans l'obligation, indépendamment et avant l'examen sur le fond, de devoir verser le montant des sommes réclamées dans le cadre de la sentence arbitrale entre les mains des parties adverses, se trouvant ainsi confrontée à un risque de non recouvrement de ces créances.

Au vu de l'analyse de cette situation en date d'arrêt des comptes, une provision a été constituée au 31 décembre 2008 à hauteur de 39 millions d'euros, couvrant notamment la totalité du risque sur les engagements des personnes physiques.

### Provisions PEL / CEL

|   | 0-4 ans | 4-10 ans | +10 ans | Total     |
|---|---------|----------|---------|-----------|
| Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne | 123 897 | 515 932  | 429 463 | 1 069 292 |
| Montant des provisions sur PEL                                      | 4 677   | 778      | 598     | 6 053     |
| Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne |         |          |         | 210 748   |
| Montant des provisions sur CEL                                      |         |          |         | 4 019     |
| Dotations Provisions EL   |         |          |         | (98)      |
| Reprises Provisions EL  |         |          |         | 1 551     |
| Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL |         |          |         | 95 648    |
| Montant des provisions sur prêts PEL/CEL                            |         |          |         | 2 699     |

### Engagements de retraite et avantages similaires

|   | 31/12/07      | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Autres variations | 31/12/08      |
|---|---------------|-------------------------|------------------------|-------------------|---------------|
| <b>Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite</b> |               |                         |                        |                   |               |
| Indemnités de fin de carrière   | 19 855        | 2 835                   | -284                   | 0                 | 22 406        |
| Compléments de retraite   | 2 274         | 0                       | 0                      | -801              | 1 473         |
| Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)                       | 1 238         | 37                      | -5                     | 0                 | 1 270         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>23 367</b> | <b>2 872</b>            | <b>-289</b>            | <b>-801</b>       | <b>25 149</b> |

## Note 19 : Dettes subordonnées

|  | 31/12/08       | 31/12/07       | Variation     |                |
|--|----------------|----------------|---------------|----------------|
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | 140 623        | 146 152        | -5 529        | -3,78 %        |
| Dettes rattachées                        | 801            | 1 488          | -687          | -46,17 %       |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>141 424</b> | <b>147 640</b> | <b>-6 216</b> | <b>-4,21 %</b> |

### Caractéristiques des principales dettes subordonnées

| Type   | Date Émission | Montant Émission | Montant fin d'exercice | Taux                  | Échéance |
|--|---------------|------------------|------------------------|-----------------------|----------|
| Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée Caisse Fédérale CMNE | 2004          | 150 000          | 150 000                | Euribor 6 mois + 0,86 | -        |
| détention groupe CMNE  |               | -10 000          | -10 000                |                       |          |
| Autres   |               |                  | 623                    |                       |          |
| Dettes rattachées  |               |                  | 801                    |                       |          |
| <b>TOTAL</b>   |               |                  | <b>141 424</b>         |                       |          |

## Note 20 : Capitaux propres

### 20a. Capitaux propres part du Groupe (hors résultat et gains et pertes latents)

|  | 31/12/08         | 31/12/07         | Variation     |               |
|--|------------------|------------------|---------------|---------------|
| Capital et réserves liées au capital                           | 1 269 400        | 1 269 238        | 162           | 0,01 %        |
| • Capital  | 1 266 650        | 1 266 488        | 162           | 0,01 %        |
| • Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion       | 2 750            | 2 750            | 0             | 0,00 %        |
| Réserves consolidées   | 538 312          | 461 282          | 77 030        | 16,70 %       |
| • Autres réserves (dont effets liés à la première application) | 631 959          | 459 036          | 172 923       | 37,67 %       |
| • Report à nouveau   | -93 647          | 2 246            | -95 893       | n.s.          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>1 807 712</b> | <b>1 730 520</b> | <b>77 192</b> | <b>4,46 %</b> |

Le montant du poste "autres réserves" au 31/12/2007 est inférieur de 28.677 milliers d'euros à celui publié dans les comptes au 31 décembre 2007. La différence provient de la prise en compte en correction d'erreur sur les années antérieures de l'engagement de rachat donné à des minoritaires de certaines filiales du groupe UFG.

### 20b. Gains ou pertes latents différés

|  | 31/12/08      | 31/12/07      | Variation      |                 |
|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|
| <b>Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :</b> |               |               |                |                 |
| actifs disponibles à la vente                          | 37 054        | 62 482        | -25 428        | -40,70 %        |
| dérivés de couverture (CFH)                            | -9 339        | -6 519        | -2 820         | 43,26 %         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>27 715</b> | <b>55 963</b> | <b>-28 248</b> | <b>-50,48 %</b> |

\* soldes net d'IS et après traitement de la comptabilité reflet

## Note 21 : Engagements donnés et reçus

| Engagements donnés                               | 31/12/08 | 31/12/07  | Variation |          |
|--|----------|-----------|-----------|----------|
| <b>Engagements de financement</b>                |          |           |           |          |
| Engagements en faveur d'établissements de crédit | 78 303   | 57 801    | 20 502    | 35,47 %  |
| Engagements en faveur de la clientèle            | 993 251  | 1 084 348 | -91 097   | -8,40 %  |
| <b>Engagements de garantie</b>                   |          |           |           |          |
| Engagements d'ordre d'établissements de crédit   | 35 848   | 162 085   | -126 237  | -77,88 % |
| Engagements d'ordre de la clientèle              | 173 815  | 342 616   | -168 801  | -49,27 % |
| <b>Engagements sur titres</b>                    |          |           |           |          |
| Autres engagements donnés                        | 940      | 7 950     | -7 010    | -88,18 % |

| Engagements reçus                            | 31/12/08  | 31/12/07  | Variation |          |
|--|-----------|-----------|-----------|----------|
| <b>Engagements de financement</b>            |           |           |           |          |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 229 543   | 30 000    | 199 543   | 665,14 % |
| <b>Engagements de garantie</b>               |           |           |           |          |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 1 957 924 | 1 685 349 | 272 575   | 16,17 %  |
| Engagements reçus de la clientèle            | 4 693 085 | 3 004 334 | 1 688 751 | 56,21 %  |
| <b>Engagements sur titres</b>                |           |           |           |          |
| Autres engagements reçus                     | 940       | 98 450    | -97 510   | -99,05 % |

## 2. Notes relatives au compte de résultat

### Note 22 : Intérêts et produits / charges assimilés

|   | 31/12/08         |                 | 31/12/07         |                 |
|---|------------------|-----------------|------------------|-----------------|
|   | Produits         | Charges         | Produits         | Charges         |
| Établissements de crédit & banques centrales              | 190 512          | -39 649         | 153 125          | -26 684         |
| Clientèle   | 872 793          | -598 041        | 788 562          | -499 457        |
| <i>dont location financement</i>                          | 340 089          | -287 913        | 310 206          | -265 954        |
| Instruments dérivés de couverture                         | 33 142           | -32 434         | 0                | -556            |
| Actifs financiers disponibles à la vente                  | 107 475          | 0               | 73 755           | 0               |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance              | 24 795           | 0               | 20 146           | 0               |
| Dettes représentées par un titre                          | 0                | -312 655        | 0                | -258 186        |
| Dettes subordonnées                                       | 0                | -6 970          | 0                | -6 436          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>1 228 717</b> | <b>-989 749</b> | <b>1 035 588</b> | <b>-791 319</b> |
| <i>dont produits et charges d'intérêt calculés au TIE</i> | 1 195 575        | -957 315        | 1 035 588        | -524 809        |
| <i>dont sur passifs au coût amorti</i>                    |                  | -957 315        |                  | -524 809        |

### Note 23 : Commissions

|   | 31/12/08       |                | 31/12/07       |                |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
|   | Produits       | Charges        | Produits       | Charges        |
| Établissements de crédit                          | 2 828          | -263           | 2 926          | -340           |
| Clientèle   | 49 061         | -12            | 49 703         | -4             |
| Titres  | 13 393         | -1             | 15 049         | -261           |
| <i>dont activités gérées pour compte de tiers</i> | 2 734          |                | 2 960          |                |
| Instruments dérivés                               | 5              | 0              | 5              | 0              |
| Change  | 138            | 0              | 114            | 0              |
| Engagements de financement et de garantie         | 150            | -769           | 137            | -54            |
| Prestations de services                           | 64 580         | -20 622        | 143 103        | -19 923        |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>130 155</b> | <b>-21 667</b> | <b>211 037</b> | <b>-20 582</b> |

L'évolution des commissions sur prestations de services est notamment due à un reclassement des commissions perçues par le pôle Gestion pour compte de tiers qui sont désormais enregistrées dans les "Produits des autres activités". En appliquant le traitement de 2008, le montant de l'année 2007 aurait été minoré de 86 millions d'euros environ.

### Note 24 : Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

|   | 31/12/08       | 31/12/07       | Variation      |             |
|---|----------------|----------------|----------------|-------------|
| Instruments de transaction                              | -47 343        | 15 550         | -62 893        | n.s.        |
| Instruments à la juste valeur sur option                | -53 575        | -26 220        | -27 355        | 104,33 %    |
| Inefficacité des couvertures                            | 10 250         | -576           | 10 826         | n.s.        |
| • Sur couverture de juste valeur                        | 10 250         | -576           | 10 826         | n.s.        |
| – Variations de juste valeur des éléments couverts      | 6 941          | -1 634         | 8 575          | n.s.        |
| – Variations de juste valeur des éléments de couverture | 3 309          | 1 058          | 2 251          | n.s.        |
| Résultat de change                                      | 436            | 468            | -32            | -6,84 %     |
| <b>TOTAL DES VARIATIONS DE JUSTE VALEUR</b>             | <b>-90 232</b> | <b>-10 778</b> | <b>-79 454</b> | <b>N.S.</b> |
| <i>dont dérivés de transaction</i>                      | -28 401        | 7 827          | -36 228        | n.s.        |

### Note 25 : Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

| 31/12/08   | Dividendes   | PV/MV réalisées | Dépréciation  | Total         |
|--|--------------|-----------------|---------------|---------------|
| Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe |              | 1 335           | 0             | 1 335         |
| Actions et autres titres à revenu variable                 | 4 280        | 2 725           | -3 126        | 3 879         |
| Titres immobilisés   | 5 097        | 2 717           | -205          | 7 609         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>9 377</b> | <b>6 777</b>    | <b>-3 331</b> | <b>12 823</b> |

| 31/12/07   | Dividendes   | PV/MV réalisées | Dépréciation | Total         |
|--|--------------|-----------------|--------------|---------------|
| Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe |              | 8 312           | 26           | 8 338         |
| Actions et autres titres à revenu variable                 | 3 576        | 8 022           | 77           | 11 675        |
| Titres immobilisés   | 4 371        | 9 572           | -1 065       | 12 878        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>7 947</b> | <b>25 906</b>   | <b>-962</b>  | <b>32 891</b> |

### Note 26 : Produits et charges des autres activités

|   | 31/12/08          | 31/12/07          | Variation       |                 |
|---|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|
| <b>Produits des autres activités</b>                                |                   |                   |                 |                 |
| Contrats d'assurance :  | 1 314 928         | 1 613 661         | -298 733        | -18,51 %        |
| • primes acquises   | 1 369 626         | 1 233 940         | 135 686         | 11,00 %         |
| • produits nets des placements                                      | -59 598           | 374 628           | -434 226        | -115,91 %       |
| • produits techniques et non techniques                             | 4 900             | 5 093             | -193            | -3,79 %         |
| Immeubles de placement :  | 453               | 0                 | 453             | n.s.            |
| • plus values de cession  | 453               | 0                 | 453             | n.s.            |
| Charges refacturées   | 444               | 7 010             | -6 566          | -93,67 %        |
| Autres produits   | 210 836           | 129 776           | 81 060          | 62,46 %         |
| <b>SOUS-TOTAL</b>   | <b>1 526 661</b>  | <b>1 750 447</b>  | <b>-223 786</b> | <b>-12,78 %</b> |
| <b>Charges des autres activités</b>                                 |                   |                   |                 |                 |
| Contrats d'assurance :  | -1 234 795        | -1 468 250        | 233 455         | -15,90 %        |
| • charges de prestations  | -599 764          | -539 829          | -59 935         | 11,10 %         |
| • variation des provisions  | -595 145          | -900 132          | 304 987         | -33,88 %        |
| • charges techniques et non techniques                              | -39 886           | -28 289           | -11 597         | 40,99 %         |
| Immeubles de placement :  | -597              | -450              | -147            | 32,67 %         |
| • dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu) | -597              | -450              | -147            | 32,67 %         |
| Autres charges  | -68 153           | -3 038            | -65 115         | n.s.            |
| <b>SOUS-TOTAL</b>   | <b>-1 303 545</b> | <b>-1 471 738</b> | <b>168 193</b>  | <b>-11,43 %</b> |
| <b>TOTAL AUTRES PRODUITS NETS / AUTRES CHARGES NETTES</b>           | <b>223 116</b>    | <b>278 709</b>    | <b>-55 593</b>  | <b>-19,95 %</b> |

L'évolution des autres produits est liée au reclassement de la rémunération des prestations de services du pôle Gestion pour compte de tiers qui, en 2007, étaient enregistrées en "Commissions". En appliquant le traitement de 2008, le montant de l'année 2007 aurait été majoré de 86 millions d'euros environ. La variation des autres charges provient essentiellement du reclassement des rétrocessions de commissions consenties par le pôle Gestion pour compte de tiers qui, pour des raisons d'homogénéité, ont été reclassées en "Charges des autres activités". Ces rétrocessions, en 2007, étaient classées en "Frais généraux". A affectation identique, le montant des charges de 2007 aurait été majoré de 58 millions d'euros environ.

### Note 27 : Frais généraux

|                      | 31/12/08        | 31/12/07        | Variation     |                |
|----------------------|-----------------|-----------------|---------------|----------------|
| Charges de personnel | -287 185        | -273 257        | -13 928       | 5,10 %         |
| Autres charges       | -228 148        | -270 250        | 42 102        | -15,58 %       |
| <b>TOTAL</b>         | <b>-515 333</b> | <b>-543 507</b> | <b>28 174</b> | <b>-5,18 %</b> |

Comme il est indiqué ci-dessus, l'évolution des autres charges s'explique principalement par le reclassement de rétrocessions sur commissions au sein du pôle Gestion pour compte de tiers. Si le classement de 2008 avait été appliqué, le montant des charges de 2007 aurait été minoré de 58 millions d'euros environ.



## 27a. Charges de personnel

|   | 31/12/08        | 31/12/07        | Variation      |               |
|---|-----------------|-----------------|----------------|---------------|
| Salaires et traitements                                 | -185 290        | -165 293        | -19 997        | 12,10 %       |
| Charges sociales  | -80 968         | -74 311         | -6 657         | 8,96 %        |
| Intéressement et participation des salariés             | -6 178          | -20 295         | 14 117         | -69,56 %      |
| Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations | -15 750         | -14 612         | -1 138         | 7,79 %        |
| Autres  | 1 001           | 1 254           | -253           | -20,18 %      |
| <b>TOTAL</b>  | <b>-287 185</b> | <b>-273 257</b> | <b>-13 928</b> | <b>5,10 %</b> |

## Effectifs moyens

|                          | 31/12/08     | 31/12/07     | Variation  |               |
|--------------------------|--------------|--------------|------------|---------------|
| Techniciens de la banque | 2 880        | 2 827        | 53         | 1,87 %        |
| Cadres                   | 1 287        | 1 222        | 65         | 5,32 %        |
| <b>TOTAL</b>             | <b>4 167</b> | <b>4 049</b> | <b>118</b> | <b>2,91 %</b> |

## 27b. Autres charges d'exploitation

|   | 31/12/08        | 31/12/07        | Variation     |                 |
|---|-----------------|-----------------|---------------|-----------------|
| Impôts et taxes   | -15 268         | -14 170         | -1 098        | 7,75 %          |
| Services extérieurs                                     | -185 519        | -231 652        | 46 133        | -19,91 %        |
| Autres charges diverses (transports, déplacements, ...) | -5 227          | -2 063          | -3 164        | 153,37 %        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>-206 014</b> | <b>-247 885</b> | <b>41 871</b> | <b>-16,89 %</b> |

## 27c. Dotations / reprises sur amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

|                                 | 31/12/08       | 31/12/07       | Variation  |                |
|---------------------------------|----------------|----------------|------------|----------------|
| Amortissements :                | -22 137        | -22 365        | 228        | -1,02 %        |
| • immobilisations corporelles   | -18 121        | -18 246        | 125        | -0,69 %        |
| • immobilisations incorporelles | -4 016         | -4 119         | 103        | -2,50 %        |
| Dépréciations :                 | 3              | 0              | 3          | n.s.           |
| • immobilisations incorporelles | 3              | 0              | 3          | n.s.           |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>-22 134</b> | <b>-22 365</b> | <b>231</b> | <b>-1,03 %</b> |

## Note 28 : Coût du risque

| 31/12/08                 | Dotations       | Reprises      | Créances irrécouvrables couvertes | Créances irrécouvrables non couvertes | Recouvrement sur créances apurées | TOTAL          |
|--------------------------|-----------------|---------------|-----------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|----------------|
| Établissements de crédit | -35             | 136           | -9                                | -1 177                                | 0                                 | -1 085         |
| Clientèle                | -43 680         | 42 520        | -11 325                           | -787                                  | 1 068                             | -12 204        |
| • Location financement   | -2 732          | 562           | -734                              | -28                                   | 0                                 | -2 932         |
| • Autres clientèle       | -40 948         | 41 958        | -10 591                           | -759                                  | 1 068                             | -9 272         |
| <b>SOUS-TOTAL</b>        | <b>-43 715</b>  | <b>42 656</b> | <b>-11 334</b>                    | <b>-1 964</b>                         | <b>1 068</b>                      | <b>-13 289</b> |
| HTM - DJM                | -10 829         | 0             | 0                                 | 0                                     | 0                                 | -10 829        |
| AFS - DALV               | -20 584         | 0             | 0                                 | 0                                     | 0                                 | -20 584        |
| Autres                   | -41 234         | 1 575         | 0                                 | -46                                   | 8                                 | -39 697        |
| <b>TOTAL</b>             | <b>-116 362</b> | <b>44 231</b> | <b>-11 334</b>                    | <b>-2 010</b>                         | <b>1 076</b>                      | <b>-84 399</b> |

## Note 28 : Coût du risque (suite)

| 31/12/07                 | Dotations      | Reprises      | Créances irrécouvrables couvertes | Créances irrécouvrables non couvertes | Recouvrement sur créances apurées | TOTAL         |
|--------------------------|----------------|---------------|-----------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|---------------|
| Établissements de crédit | 0              | 1 560         | -25                               | -1 969                                | 0                                 | -434          |
| Clientèle                | -45 139        | 47 208        | -9 445                            | -613                                  | 1 391                             | -6 598        |
| • Location financement   | -1 129         | 2 033         | -1 849                            | 0                                     | 0                                 | -945          |
| • Autres clientèle       | -44 010        | 45 175        | -7 596                            | -613                                  | 1 391                             | -5 653        |
| <b>SOUS-TOTAL</b>        | <b>-45 139</b> | <b>48 768</b> | <b>-9 470</b>                     | <b>-2 582</b>                         | <b>1 391</b>                      | <b>-7 032</b> |
| HTM - DJM                | 0              | 0             | 0                                 | 0                                     | 0                                 | 0             |
| AFS - DALV               | -5             | 2 490         | 0                                 | 0                                     | 0                                 | 2 485         |
| Autres                   | -501           | 5 854         | 0                                 | 0                                     | 0                                 | 5 353         |
| <b>TOTAL</b>             | <b>-45 645</b> | <b>57 112</b> | <b>-9 470</b>                     | <b>-2 582</b>                         | <b>1 391</b>                      | <b>806</b>    |

Comme indiqué dans les faits marquants de l'exercice, la crise financière a conduit le CMNE à constater des provisions pour dépréciation ; 29 millions d'euros ont ainsi été enregistrés au titre de la banque Lehman ainsi que 1,6 millions d'euros sur la ligne de FCC Regent.

Par ailleurs, les dotations et reprises nettes aux provisions collectives sont inférieures de 5,9 millions d'euros à 2007.

## Note 29 : Gains ou pertes sur autres actifs

|   | 31/12/08     | 31/12/07     | Variation    |                 |
|---|--------------|--------------|--------------|-----------------|
| Immobilisations corporelles & incorporelles | 5 783        | 1 357        | 4 426        | 326,16 %        |
| • MV de cession                             | -395         | -42          | -353         | n.s.            |
| • PV de cession                             | 6 178        | 1 399        | 4 779        | 341,60 %        |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>5 783</b> | <b>1 357</b> | <b>4 426</b> | <b>326,16 %</b> |

## Note 30 : Variations de valeur des écarts d'acquisition

|   | 31/12/08      | 31/12/07      | Variation    |                |
|---|---------------|---------------|--------------|----------------|
| Dépréciation des écarts d'acquisition         | -1 915        | 0             | -1 915       | n.s.           |
| Écart d'acquisition négatif passé en résultat | 25 028        | 13 373        | 11 655       | 87,15 %        |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>23 113</b> | <b>13 373</b> | <b>9 740</b> | <b>72,83 %</b> |

Comme cela a été exposé dans les faits marquants de l'exercice, l'entrée de la banque WVB dans le périmètre s'est traduite par la constatation en résultat d'un écart d'acquisition négatif de 25 millions d'euros.

## Note 31 : Impôt sur les bénéfices

## 31a. Décomposition de la charge d'impôt

|   | 31/12/08     | 31/12/07       | Variation     |                  |
|---|--------------|----------------|---------------|------------------|
| Charge d'impôt exigible                       | -37 339      | -90 482        | 53 143        | -58,73 %         |
| Charge d'impôt différé                        | 40 118       | 13 156         | 26 962        | 204,94 %         |
| Ajustements au titre des exercices antérieurs | -743         | 37             | -780          | n.s.             |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>2 036</b> | <b>-77 289</b> | <b>79 325</b> | <b>-102,63 %</b> |

## 31b. Rapprochement entre les charges d'impôt effective et théorique

|  |                |                |
|--|----------------|----------------|
| Résultat comptable social                | 85 602         |                |
| Régime sociétés mères et filiales        | -107 225       |                |
| Base à taux réduits                      | -3 212         |                |
| Décalages permanents réintégrations      | 98 077         |                |
| Décalages permanents déductions          | -31 272        |                |
| Décalages temporaires réintégrations     | 78 749         |                |
| Décalages temporaires déductions         | -152 548       |                |
| Déficits fiscaux antérieurs              | -2 658         |                |
| Déficits 2008 à reporter                 | 193 169        |                |
| <b>BASE THÉORIQUE</b>                    | <b>158 682</b> |                |
| IS à 34,43 %                             | 54 640         | 34,43 %        |
| Effet taux spécifiques                   | -944           |                |
| Franchise contributions                  | -1 159         |                |
| Avoirs fiscaux et crédits d'impôt        | -481           |                |
| Carry-back                               | -13 986        |                |
| Redressement fiscal                      | 1 843          |                |
| Régul exercices antérieurs et provisions | 1 009          |                |
| Crédit d'impôt PTZ                       | -2 797         |                |
| Impôts différés CNC hors déficits        | 16 085         |                |
| Impôts différés CNC déficits             | -52 615        |                |
| Autres                                   | -43            |                |
| <b>IS CNC</b>                            | <b>1 552</b>   | <b>0,98 %</b>  |
| Impôts différés IFRS                     | -3 588         |                |
| <b>IS IFRS</b>                           | <b>-2 036</b>  | <b>-1,28 %</b> |

## Répartition des impôts différés par grandes catégories

|  | 31/12/ 08     |               | 31/12/07      |               |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|
|  | Actif         | Passif        | Actif         | Passif        |
| Reports fiscaux déficitaires                         | 52 615        |               | 23 021        |               |
| Différences temporaires sur :                        |               |               |               |               |
| • PV/MV différées sur titres disponibles à la vente  | 7 336         | 40            | 543           | 1 664         |
| • provisions   | 27 348        | 157           | 24 722        | 117           |
| • réserve latente de location financement            | 809           | 3 537         | 724           | 3 527         |
| Résultats des sociétés transparentes                 |               |               |               |               |
| • activité d'assurance                               | 220           | 4 940         | 0             | 18 096        |
| • autres décalages temporaires                       | 2 242         | 2 682         | 11 354        | 3 498         |
| Compensation   | -1 104        | -1 104        | -3 337        | -3 337        |
| <b>TOTAL DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS</b> | <b>89 466</b> | <b>10 252</b> | <b>57 027</b> | <b>23 565</b> |

## V Informations sectorielles

En matière d'information sectorielle (IAS14), le CMNE communique sur deux niveaux. L'information par secteur d'activité constitue le premier niveau, et celle par secteur géographique le second niveau.

### > Information sectorielle par activité (1<sup>er</sup> niveau)

Le groupe CMNE est organisé selon six pôles d'activité :

- Bancassurance France
- Bancassurance Belux
- Entreprises
- Assurances
- Gestion pour compte de tiers
- Services et activités diverses

Le détail des entités composant chacun de ces pôles d'activité est donné dans les tableaux suivants :

| Société                              | Activité                 | 2007      |            |          | 2008      |            |          |
|--------------------------------------|--------------------------|-----------|------------|----------|-----------|------------|----------|
|                                      |                          | % Intérêt | % Contrôle | Méthode  | % Intérêt | % Contrôle | Méthode  |
| <b>Bancassurance France</b>          |                          |           |            |          |           |            |          |
| Crédit Mutuel Nord Europe            | Etablissement de crédit  | 100,00    | 100,00     | Sté mère | 100,00    | 100,00     | Sté mère |
| Crédidis                             | Distribution de crédit   | 50,00     | 50,00      | IP       | 50,00     | 50,00      | IP       |
| Banque Delubac                       | Etablissement de crédit  | 20,98     | 20,98      | ME       | 20,98     | 20,98      | ME       |
| FCP Haussmann Gestion                | Fonds dédié              | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| FCP Nord Europe Gestion              | Fonds dédié              | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| FCP Richebé Gestion                  | Fonds dédié              | 99,30     | 99,62      | IG       | 99,38     | 99,66      | IG       |
| GIE CMN GESTION                      | Groupement de moyens     | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| GIE CMN Prestations                  | Groupement de moyens     | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| SA Immobilière du CMN                | Immobilier               | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| Cumul SCI                            | Immobilier               | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| <b>Bancassurance Bélux</b>           |                          |           |            |          |           |            |          |
| CMNE Belgium                         | Opérations financières   | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| Alverzele                            | Courtage assurance       | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| BKCP Brabant                         | Etablissement de crédit  | 93,80     | 93,80      | IG       | 93,80     | 93,80      | IG       |
| GEIE BKCP IT                         | Informatique et services | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| BKCP Securities                      | Gestion de patrimoine    | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| CNCP - NKBK Pool                     | Société de moyens        | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| BKCP Wallonie                        | Etablissement de crédit  | 90,12     | 90,12      | IG       | 98,36     | 98,36      | IG       |
| Crédit Professionnel                 | Etablissement de crédit  | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| Crédit Professionnel Interfédéral    | Etablissement de crédit  | 99,52     | 99,52      | IG       | 0,00      | 0,00       | IG       |
| Federale Kas voor het BeroepsKrediet | Etablissement de crédit  | 94,44     | 94,44      | IG       | 96,66     | 96,66      | IG       |
| Immo W16                             | Gestion immobilière      | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| Mobilease                            | Leasing mobilier         | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| NEGE SA                              | Gestion de patrimoine    | 0,00      | 0,00       | NI       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| BKCP Noord                           | Etablissement de crédit  | 91,12     | 91,12      | IG       | 91,14     | 91,14      | IG       |
| Oostvlaamse Invest Company           | Immobilier               | 91,08     | 99,96      | IG       | 91,10     | 99,96      | IG       |
| Nord Europe Private Bank             | Etablissement de crédit  | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| SCPI                                 | Opérations financières   | 50,68     | 56,22      | IG       | 55,30     | 56,22      | IG       |
| West-Vlaamse Bank                    | Etablissement de crédit  | 0,00      | 0,00       | NI       | 95,52     | 95,52      | IG       |
| <b>Entreprises</b>                   |                          |           |            |          |           |            |          |
| BCMNE                                | Etablissement de crédit  | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| Bail Actéa                           | Crédit bail mobilier     | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| Bail Immo Nord                       | Crédit bail immobilier   | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| Batiroc Normandie                    | Crédit bail immobilier   | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| GIE BCMNE Gestion                    | Groupement de moyens     | 100,00    | 100,00     | IG       | 100,00    | 100,00     | IG       |
| Normandie Partenariat                | Capital Développement    | 99,64     | 99,65      | IG       | 99,63     | 99,65      | IG       |
| SDR Normandie                        | Opérations financières   | 99,86     | 99,86      | IG       | 99,79     | 99,79      | IG       |

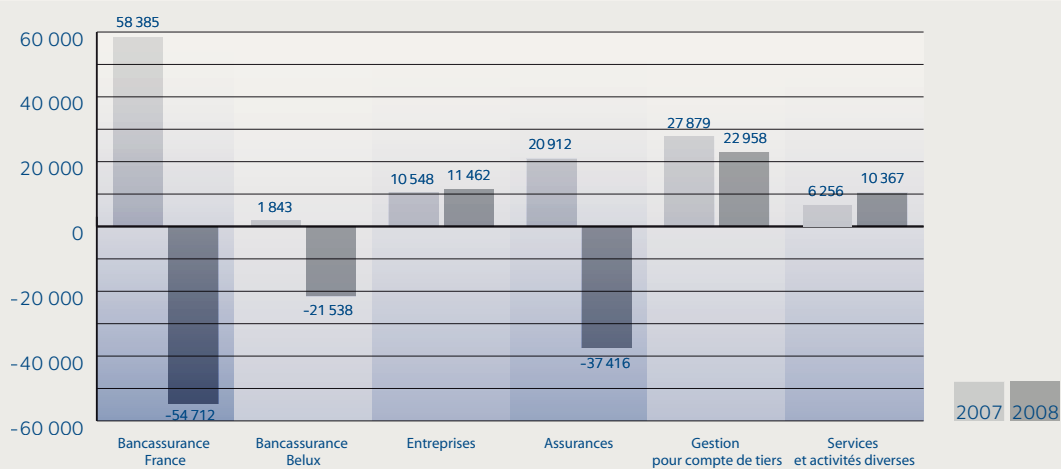
| Société                                      | Activité                              | 2007      |            |         | 2008      |            |         |
|--|---------------------------------------|-----------|------------|---------|-----------|------------|---------|
|  |                                       | % Intérêt | % Contrôle | Méthode | % Intérêt | % Contrôle | Méthode |
| <b>Assurances</b>                            |                                       |           |            |         |           |            |         |
| ACMN IARD                                    | Assurance                             | 51,00     | 51,00      | IG      | 51,00     | 51,00      | IG      |
| ACMN Vie                                     | Assurance                             | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Courtage CMNE                                | Courtage assurance                    | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| CP - BK Réassurance                          | Ré assurance                          | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Nord Europe Assurances                       | Gestion collective assurance          | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Nord Europe Life Luxembourg                  | Assurance                             | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Nord Europe Retraite                         | Gestion PERP                          | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| La Pérennité                                 | Assurance                             | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Pérennité Entreprises                        | Courtage assurance                    | 90,00     | 90,00      | IG      | 90,00     | 90,00      | IG      |
| Vie Services                                 | Services informatiques et de gestion  | 77,50     | 77,50      | IG      | 77,50     | 77,50      | IG      |
| <b>Gestion pour compte de tiers</b>          |                                       |           |            |         |           |            |         |
| UFG Alteram                                  | Gestion de portefeuille               | 63,06     | 63,06      | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| CLS  | Gestion collective                    | 69,63     | 100,00     | IG      | 0,00      | 0,00       | IG      |
| CMH Gestion                                  | Gestion collective                    | 20,64     | 24,47      | ME      | 21,11     | 24,47      | ME      |
| Eurogérance                                  | Gestion immobilière                   | 84,35     | 100,00     | IG      | 0,00      | 0,00       | IG      |
| Franklin Gérance                             | Gestion collective                    | 84,35     | 100,00     | IG      | 86,24     | 100,00     | IG      |
| GESNOV                                       | Gestion immobilière                   | 69,63     | 100,00     | IG      | 0,00      | 0,00       | IG      |
| GEIE CMNE Asset Management                   | Groupement de moyens                  | 100,00    | 100,00     | IG      | 0,00      | 0,00       | IG      |
| GIE UFG Services                             | Groupement de moyens                  | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| GIE UFG Trésorerie                           | Répartition de produits de trésorerie | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| UFG Partenaires (ex Ico)                     | Immobilier                            | 85,99     | 85,99      | IG      | 88,28     | 88,28      | IG      |
| UFG Investment Manager (ex Multifonds)       | Gestion collective                    | 98,24     | 98,24      | IG      | 99,99     | 99,99      | IG      |
| Groupe UFG (ex NEAM)                         | Gestion collective                    | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| SL2A   | Gestion immobilière                   | 45,26     | 65,00      | IG      | 0,00      | 0,00       | IG      |
| SOGETEX                                      | Gestion immobilière                   | 69,56     | 99,90      | IG      | 0,00      | 0,00       | IG      |
| UFG PM (ex Sogindo)                          | Gestion immobilière                   | 69,63     | 82,55      | IG      | 67,95     | 78,79      | IG      |
| UFG Private Equity (ex NEPE)                 | Gestion collective                    | 75,00     | 75,00      | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| UFG Courtages                                | Courtage                              | 85,99     | 100,00     | IG      | 88,28     | 100,00     | IG      |
| UFG Hotels                                   | Tourisme                              | 84,35     | 100,00     | IG      | 0,00      | 0,00       | IG      |
| UFG Real Estate Managers (ex UFG Immobilier) | Gestion collective                    | 84,35     | 84,35      | IG      | 86,24     | 86,24      | IG      |
| UFG Transactions                             | Immobilier                            | 85,99     | 100,00     | IG      | 88,28     | 100,00     | IG      |
| <b>Services et activités diverses</b>        |                                       |           |            |         |           |            |         |
| CMN Environnement                            | Gestion immobilière                   | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Actéa Environnement                          | Gestion immobilière                   | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| CMN Tél                                      | Services                              | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Euro Information SAS                         | Informatique                          | 10,45     | 10,45      | ME      | 10,45     | 10,45      | ME      |
| Financière Malesherbes                       | Gestion collective                    | 100,00    | 100,00     | IG      | 0,00      | 0,00       | IG      |
| Financière Nord Europe                       | Gestion collective                    | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Fininmad                                     | Immobilier                            | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Poujoulat Belgique                           | Petite industrie                      | 34,53     | 34,53      | ME      | 34,53     | 34,53      | ME      |
| SCI Centre Gare                              | Immobilier                            | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Sicorfé Maintenance                          | Services                              | 31,38     | 34,00      | ME      | 31,38     | 34,00      | ME      |
| Sicorfé SNP                                  | Informatique                          | 92,29     | 92,29      | IG      | 92,29     | 92,29      | IG      |
| NEPI   | Opérations financières                | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Sofimmo 3                                    | Immobilier                            | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Sofimpar                                     | Immobilier                            | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |
| Transactimmo                                 | Immobilier                            | 100,00    | 100,00     | IG      | 100,00    | 100,00     | IG      |

## Résumé des contributions par pôles

|                                | Contribution au PNB |                | Contribution au RBE |                | Contribution au résultat consolidé |                | Contribution au total bilan consolidé |                   |
|--------------------------------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|------------------------------------|----------------|---------------------------------------|-------------------|
|                                | 2007                | 2008           | 2007                | 2008           | 2007                               | 2008           | 2007                                  | 2008              |
| Bancassurance France           | 408 550             | 340 159        | 122 648             | 70 605         | 90 133                             | 2 312          | 17 504 578                            | 20 101 515        |
| Bancassurance Belux            | 63 218              | 42 556         | -9 967              | -47 189        | 1 843                              | -21 538        | 3 314 003                             | 3 438 048         |
| Entreprises                    | 38 615              | 42 199         | 17 101              | 20 927         | 11 651                             | 13 402         | 1 551 307                             | 1 701 806         |
| Assurances                     | 85 285              | 1 016          | 40 247              | -49 103        | 20 912                             | -37 416        | 7 994 499                             | 8 615 804         |
| Gestion pour compte de tiers   | 196 528             | 113 760        | 56 634              | 34 909         | 31 012                             | 22 958         | 207 381                               | 166 248           |
| Services et activités diverses | 8 087               | 11 598         | 26                  | 5 642          | 6 256                              | 10 367         | 140 228                               | 138 518           |
| Éliminations entre pôles       | -64 737             | -58 125        | -34 650             | -57 961        | -35 984                            | -58 965        | -3 257 283                            | -3 914 408        |
| <b>Total</b>                   | <b>735 546</b>      | <b>493 163</b> | <b>192 039</b>      | <b>-22 170</b> | <b>125 823</b>                     | <b>-68 880</b> | <b>27 454 713</b>                     | <b>30 247 531</b> |

## Synthèse bilan et résultat par pôles

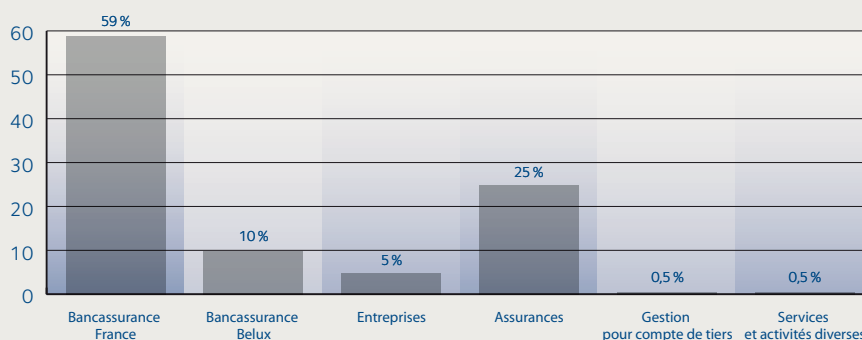
## Contribution résultat : -68 880 milliers d'euros



en milliers d'euros

Après répartition des éliminations entre pôles.

## Contribution au total bilan



en pourcentage

| ACTIF 31/12/07                                   | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Bêlux | Pôle Entreprises | Pôle Assurances  | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total             |
|--|---------------------------|--------------------------|------------------|------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|--|-------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 362 637                   | 32 500                   | 3                | 5 935 293        | 0                                 | 0                                   | (2 396)                                | 6 328 037         |
| Instruments dérivés de couverture                | 0                         | 2 884                    | 0                | 0                | 0                                 | 0                                   | (2 883)                                | 1                 |
| Actifs financiers disponibles à la vente         | 2 730 154                 | 421 462                  | 16 267           | 1 919 716        | 73 495                            | 52 920                              | (805 906)                              | 4 408 108         |
| Prêts et créances sur établissements de crédit   | 4 892 190                 | 1 147 479                | 99 445           | 26 672           | 20 627                            | 957                                 | (2 199 227)                            | 3 988 143         |
| Prêts et créances sur la clientèle               | 8 630 768                 | 1 436 184                | 1 404 379        | 40 377           | 6 610                             | 888                                 | (172 766)                              | 11 346 440        |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance                | 436 336                   | 180 535                  | 0                | 0                | 172                               | 0                                   | (93 426)                               | 523 617           |
| Comptes de régularisation et actifs divers       | 341 891                   | 24 465                   | 30 119           | 60 393           | 69 182                            | 5 802                               | (496)                                  | 531 356           |
| Participations dans les entreprises MEE          | 4 747                     | 0                        | 0                | 0                | 97                                | 49 878                              | 0                                      | 54 722            |
| Immobilisations corporelles et incorporelles     | 105 855                   | 64 236                   | 1 094            | 6 408            | 24 968                            | 29 059                              | (1 095)                                | 230 525           |
| Écarts d'acquisition                             | 0                         | 4 258                    | 0                | 5 640            | 12 230                            | 724                                 | 20 912                                 | 43 764            |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>17 504 578</b>         | <b>3 314 003</b>         | <b>1 551 307</b> | <b>7 994 499</b> | <b>207 381</b>                    | <b>140 228</b>                      | <b>(3 257 283)</b>                     | <b>27 454 713</b> |

| ACTIF 31/12/08                                   | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Bêlux | Pôle Entreprises | Pôle Assurances  | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total             |
|--|---------------------------|--------------------------|------------------|------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|--|-------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 348 815                   | 26 830                   | 1                | 5 933 586        | 0                                 | 0                                   | (7 452)                                | 6 301 780         |
| Instruments dérivés de couverture                | 6 277                     | 1 252                    | 0                | 0                | 0                                 | 0                                   | (926)                                  | 6 603             |
| Actifs financiers disponibles à la vente         | 3 011 986                 | 179 627                  | 13 253           | 2 157 378        | 54 554                            | 49 926                              | (930 634)                              | 4 536 090         |
| Prêts et créances sur établissements de crédit   | 6 283 653                 | 1 437 846                | 63 096           | 18 761           | 14 101                            | 412                                 | (2 710 878)                            | 5 106 991         |
| Prêts et créances sur la clientèle               | 9 382 736                 | 1 562 769                | 1 584 935        | 45 665           | 0                                 | 436                                 | (192 968)                              | 12 383 573        |
| Écart de rééval des PTF couverts en taux         | 65 880                    | 0                        | 0                | 0                | 0                                 | 0                                   | 0                                      | 65 880            |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance                | 505 734                   | 122 877                  | 0                | 0                | 0                                 | 0                                   | (85 359)                               | 543 252           |
| Comptes de régularisation et actifs divers       | 387 390                   | 19 632                   | 36 970           | 439 768          | 49 843                            | 3 511                               | (4 066)                                | 933 048           |
| Participations dans les entreprises MEE          | 5 435                     | 0                        | 0                | 0                | 104                               | 52 962                              | (1)                                    | 58 500            |
| Immobilisations corporelles et incorporelles     | 103 609                   | 84 872                   | 3 551            | 15 006           | 30 200                            | 30 547                              | (3 036)                                | 264 749           |
| Écarts d'acquisition                             | 0                         | 2 343                    | 0                | 5 640            | 17 446                            | 724                                 | 20 912                                 | 47 065            |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>20 101 515</b>         | <b>3 438 048</b>         | <b>1 701 806</b> | <b>8 615 804</b> | <b>166 248</b>                    | <b>138 518</b>                      | <b>(3 914 408)</b>                     | <b>30 247 531</b> |

| PASSIF 31/12/07                                      | Pôle<br>Bancassurance<br>France | Pôle<br>Bancassurance<br>Bélux | Pôle<br>Entreprises | Pôle<br>Assurances | Pôle Gestion<br>pour Compte<br>de Tiers | Pôle Services<br>et Activités<br>Diverses | Opérations<br>spécifiques<br>et éliminations | Total             |
|--|---------------------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------|---|---|--|-------------------|
| Passifs financiers<br>à la juste valeur par résultat | 20 822                          | 0                              | 3                   | 0                  | 0                                       | 0   | (79)   | 20 746            |
| Instruments<br>dérivés de couverture                 | 11 285                          | 270                            | 0                   | 0                  | 0                                       | 0   | 0  | 11 555            |
| Dettes envers<br>les établissements de crédit        | 1 309 156                       | 499 439                        | 1 121 373           | 19 287             | 5 513                                   | 18 649                                    | (2 221 827)                                  | 751 590           |
| Dettes envers la clientèle                           | 8 018 925                       | 1 888 171                      | 167 431             | 35 861             | 200                                     | 0   | (95 699)                                     | 10 014 889        |
| Dettes représentées<br>par un titre                  | 5 948 268                       | 586 344                        | 0                   | 0                  | 0                                       | 0   | (30 573)                                     | 6 504 039         |
| Comptes de régularisation<br>et passifs divers       | 251 056                         | 25 080                         | 92 102              | 345 067            | 97 238                                  | 4 330                                     | 33 440                                       | 848 313           |
| Provisions techniques<br>des contrats d'assurance    | 0                               | 0                              | 0                   | 7 125 577          | 0                                       | 0   | (3 824)                                      | 7 121 753         |
| Provisions   | 43 096                          | 2 867                          | 639                 | 5 409              | 2 517                                   | 1 202                                     | 18 719                                       | 74 449            |
| Dettes subordonnées                                  | 154 756                         | 79 556                         | 0                   | 138 000            | 0                                       | 5 015                                     | (229 687)                                    | 147 640           |
| Intérêts minoritaires                                | 1 149                           | 16 679                         | 43                  | 20 669             | 13 119                                  | 134                                       | (4 360)                                      | 47 433            |
| Capitaux propres hors résultat<br>(part du groupe)   | 1 652 799                       | 213 753                        | 158 065             | 283 717            | 57 782                                  | 104 642                                   | (684 275)                                    | 1 786 483         |
| Résultat de l'exercice<br>(part du groupe)           | 93 266                          | 1 844                          | 11 651              | 20 912             | 31 012                                  | 6 256                                     | (39 118)                                     | 125 823           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>17 504 578</b>               | <b>3 314 003</b>               | <b>1 551 307</b>    | <b>7 994 499</b>   | <b>207 381</b>                          | <b>140 228</b>                            | <b>(3 257 283)</b>                           | <b>27 454 713</b> |

| PASSIF 31/12/08                                      | Pôle<br>Bancassurance<br>France | Pôle<br>Bancassurance<br>Bélux | Pôle<br>Entreprises | Pôle<br>Assurances | Pôle Gestion<br>pour Compte<br>de Tiers | Pôle Services<br>et Activités<br>Diverses | Opérations<br>spécifiques<br>et éliminations | Total             |
|--|---------------------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------|---|---|--|-------------------|
| Passifs financiers<br>à la juste valeur par résultat | 44 730                          | 190                            | 1                   | 0                  | 0                                       | 0   | (144)  | 44 777            |
| Instruments<br>dérivés de couverture                 | 85 829                          | 7 843                          | 0                   | 0                  | 0                                       | 0   | (6 924)                                      | 86 748            |
| Dettes envers<br>les établissements de crédit        | 2 399 174                       | 380 263                        | 1 205 736           | 32 606             | 37 173                                  | 17 362                                    | (2 774 821)                                  | 1 297 493         |
| Dettes envers la clientèle                           | 8 488 966                       | 2 425 744                      | 231 956             | 39 927             | 0                                       | 521                                       | (60 428)                                     | 11 126 686        |
| Dettes représentées<br>par un titre                  | 6 993 239                       | 293 534                        | 0                   | 0                  | 0                                       | 0   | (109 872)                                    | 7 176 901         |
| Comptes de régularisation<br>et passifs divers       | 191 997                         | 24 359                         | 90 450              | 202 812            | 77 217                                  | 2 100                                     | (3 099)                                      | 585 836           |
| Provisions techniques<br>des contrats d'assurance    | 0                               | 0                              | 0                   | 7 876 206          | 0                                       | 0   | (3 802)                                      | 7 872 404         |
| Provisions   | 57 100                          | 22 842                         | 1 021               | 5 192              | 2 315                                   | 1 202                                     | 21 436                                       | 111 108           |
| Dettes subordonnées                                  | 150 794                         | 78 879                         | 0                   | 123 482            | 0                                       | 0   | (211 731)                                    | 141 424           |
| Intérêts minoritaires                                | 1 034                           | 13 483                         | 41                  | 16 959             | 6 411                                   | 133                                       | (454)  | 37 607            |
| Capitaux propres hors résultat<br>(part du groupe)   | 1 686 340                       | 212 449                        | 159 199             | 356 036            | 20 174                                  | 106 833                                   | (705 604)                                    | 1 835 427         |
| Résultat de l'exercice<br>(part du groupe)           | 2 312                           | (21 538)                       | 13 402              | (37 416)           | 22 958                                  | 10 367                                    | (58 965)                                     | (68 880)          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>20 101 515</b>               | <b>3 438 048</b>               | <b>1 701 806</b>    | <b>8 615 804</b>   | <b>166 248</b>                          | <b>138 518</b>                            | <b>(3 914 408)</b>                           | <b>30 247 531</b> |



| COMPTE DE RÉSULTAT<br>31/12/07                   | Pôle<br>Bancassurance<br>France | Pôle<br>Bancassurance<br>Bélux | Pôle<br>Entreprises | Pôle<br>Assurances | Pôle Gestion<br>pour Compte<br>de Tiers | Pôle Services<br>et Activités<br>Diverses | Opérations<br>spécifiques<br>et éliminations | Total     |
|--|---------------------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------|---|---|--|-----------|
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>                      | 408 550                         | 63 218                         | 38 615              | 85 285             | 196 528                                 | 8 087                                     | (64 737)                                     | 735 546   |
| Frais généraux                                   | (285 902)                       | (73 185)                       | (21 514)            | (45 038)           | (139 894)                               | (8 061)                                   | 30 087                                       | (543 507) |
| <b>RÉSULTAT BRUT<br/>D'EXPLOITATION</b>          | 122 648                         | (9 967)                        | 17 101              | 40 247             | 56 634                                  | 26  | (34 650)                                     | 192 039   |
| Coût du risque                                   | 3 714                           | (2 029)                        | (867)               | 0                  | 3                                       | (15)                                      | 0  | 806       |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>                   | 126 362                         | (11 996)                       | 16 234              | 40 247             | 56 637                                  | 11  | (34 650)                                     | 192 845   |
| Quote-part de résultat des<br>entreprises MEE    | 236                             | 0                              | 0                   | 0                  | 5                                       | 6 801                                     | 0  | 7 042     |
| Gains ou pertes sur autres<br>actifs             | (22)                            | 1 365                          | 1 103               | 0                  | 6                                       | 0   | (1 095)                                      | 1 357     |
| Variations de valeur des<br>écarts d'acquisition |                                 | 13 373                         |                     |                    |   |   | 0  | 13 373    |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT<br/>IMPÔT</b>          | 126 576                         | 2 742                          | 17 337              | 40 247             | 56 648                                  | 6 812                                     | (35 745)                                     | 214 617   |
| Impôts sur les bénéfices                         | (36 391)                        | (1 076)                        | (5 685)             | (15 446)           | (17 918)                                | (534)                                     | (239)  | (77 289)  |
| <b>RÉSULTAT NET TOTAL</b>                        | 90 185                          | 1 666                          | 11 652              | 24 801             | 38 730                                  | 6 278                                     | (35 984)                                     | 137 328   |
| Intérêts minoritaires                            | 52                              | (178)                          | 1                   | 3 889              | 7 718                                   | 22  | 1  | 11 505    |
| <b>RÉSULTAT NET (part du groupe)</b>             | 90 133                          | 1 844                          | 11 651              | 20 912             | 31 012                                  | 6 256                                     | (35 985)                                     | 125 823   |

| COMPTE DE RÉSULTAT<br>31/12/08                   | Pôle<br>Bancassurance<br>France | Pôle<br>Bancassurance<br>Bélux | Pôle<br>Entreprises | Pôle<br>Assurances | Pôle Gestion<br>pour Compte<br>de Tiers | Pôle Services<br>et Activités<br>Diverses | Opérations<br>spécifiques<br>et éliminations | Total     |
|--|---------------------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------|---|---|--|-----------|
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>                      | 340 160                         | 42 556                         | 42 199              | 1 016              | 113 760                                 | 11 598                                    | (58 126)                                     | 493 163   |
| Frais généraux                                   | (269 554)                       | (89 745)                       | (21 272)            | (50 119)           | (78 851)                                | (5 956)                                   | 164  | (515 333) |
| <b>RÉSULTAT BRUT<br/>D'EXPLOITATION</b>          | 70 606                          | (47 189)                       | 20 927              | (49 103)           | 34 909                                  | 5 642                                     | (57 962)                                     | (22 170)  |
| Coût du risque                                   | (79 123)                        | (1 081)                        | (4 080)             | 0                  | (36)                                    | (80)                                      | 1  | (84 399)  |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>                   | (8 517)                         | (48 270)                       | 16 847              | (49 103)           | 34 873                                  | 5 562                                     | (57 961)                                     | (106 569) |
| Quote-part de résultat des<br>entreprises MEE    | 895                             | 0                              | 0                   | 0                  | 6                                       | 6 003                                     | 0  | 6 904     |
| Gains ou pertes sur autres<br>actifs             | (21)                            | 5 961                          | 1 925               | 0                  | (142)                                   | 0   | (1 940)                                      | 5 783     |
| Variations de valeur des<br>écarts d'acquisition |                                 | 23 113                         |                     |                    |   |   | 0  | 23 113    |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT<br/>IMPÔT</b>          | (7 643)                         | (19 196)                       | 18 772              | (49 103)           | 34 737                                  | 11 565                                    | (59 901)                                     | (70 769)  |
| Impôts sur les bénéfices                         | 9 877                           | (3 313)                        | (5 360)             | 11 765             | (10 685)                                | (1 184)                                   | 936  | 2 036     |
| <b>RÉSULTAT NET TOTAL</b>                        | 2 234                           | (22 509)                       | 13 412              | (37 338)           | 24 052                                  | 10 381                                    | (58 965)                                     | (68 733)  |
| Intérêts minoritaires                            | (78)                            | (971)                          | 10                  | 78                 | 1 094                                   | 14  | 0  | 147       |
| <b>RÉSULTAT NET (part du groupe)</b>             | 2 312                           | (21 538)                       | 13 402              | (37 416)           | 22 958                                  | 10 367                                    | (58 965)                                     | (68 880)  |

### > Information sectorielle par zones géographiques (2<sup>ème</sup> niveau)

Au CMNE, cette analyse se recoupe avec l'information par activité. En effet, le Groupe exerce sur deux zones géographiques qui sont la France et le Bénelux. Les informations concernant cette deuxième zone sont isolées dans le pôle d'activité Bancassurance Bélux.

## VI Autres informations

### > Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les justes valeurs présentées sont une estimation à partir des paramètres observables au 31 décembre 2008. Elles sont issues d'un calcul d'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux qui comprend un coût de signature inhérent au débiteur.

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs, les comptes des autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et les contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

Certaines entités du groupe peuvent également appliquer des hypothèses : la valeur de marché est la valeur comptable pour les contrats dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an.

Nous attirons l'attention sur le fait que, hormis les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti ne sont pas cessibles ou ne font pas dans la pratique l'objet de cession avant leur échéance. De ce fait, les plus values ou les moins values ne seront pas constatées.

Si toutefois, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti devaient faire l'objet d'une cession, le prix de cette cession pourrait différer significativement de la juste valeur calculée au 31 décembre.

en milliers d'euros

|  | 31/12/08         |                 |                               | 31/12/07         |                 |                               |
|--|------------------|-----------------|-------------------------------|------------------|-----------------|-------------------------------|
|  | valeur de marché | valeur au bilan | Plus ou moins values latentes | valeur de marché | valeur au bilan | Plus ou moins values latentes |
| <b>Actifs</b>                                  |                  |                 |                               |                  |                 |                               |
| Prêts et créances sur établissements de crédit | 4 578 823        | 4 847 490       | -268 667                      | 3 590 681        | 3 705 542       | -114 861                      |
| Prêts et créances à la clientèle               | 11 232 640       | 11 333 774      | -101 134                      | 10 085 261       | 10 231 586      | -146 325                      |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance              | 509 673          | 543 252         | -33 579                       | 501 029          | 515 100         | -14 071                       |
| <b>Passifs</b>                                 |                  |                 |                               |                  |                 |                               |
| Dettes envers les établissements de crédit     | 1 279 646        | 1 297 493       | -17 847                       | 926 563          | 740 405         | 186 158                       |
| Dettes envers la clientèle                     | 10 614 606       | 11 126 686      | -512 080                      | 10 088 478       | 9 974 917       | 113 561                       |
| Dettes représentées par un titre               | 7 299 934        | 7 176 901       | 123 033                       | 6 468 045        | 6 417 356       | 50 689                        |
| Dettes subordonnées                            | 141 424          | 141 424         | 0                             | 144 533          | 146 152         | -1 619                        |

### > Parties liées

en milliers d'euros

|  | 31/12/08                                    |   |   | 31/12/07                                    |   |   |
|--|---|---|---|---|---|---|
|  | Entités consolidées par intégration globale | Entités consolidées par intégration proportionnelle | Entités consolidées par mise en équivalence | Entités consolidées par intégration globale | Entités consolidées par intégration proportionnelle | Entités consolidées par mise en équivalence |
| <b>Actifs</b>                                  |   |   |   |   |   |   |
| Prêts et créances sur établissements de crédit | 1 502 158                                   | 16 500  | 0   | 548 567                                     | 11 500  | 0   |
| <i>Dont comptes ordinaires</i>                 | 37 281                                      | 0   | 0   | 17 167                                      | 0   | 0   |
| Actifs disponibles à la vente                  | 355 294                                     |   |   | 123 664                                     |   |   |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance              | 22 664                                      |   |   | 5 000                                       |   |   |
| <b>Passifs</b>                                 |   |   |   |   |   |   |
| Dettes envers les établissements de crédit     | 292 996                                     | 4 993   | 0   | 34 128                                      | 3 983   | 0   |
| <i>Dont comptes ordinaires</i>                 | 38 224                                      | 4 993   | 0   | 19 128                                      | 3 983   | 0   |
| Dettes représentées par un titre               | 1 958 038                                   | 0   | 0   | 1 790 219                                   | 0   | 0   |

### > Événements postérieurs à la clôture

Hormis le jugement du 26 mars 2009 présenté note 18, aucun événement significatif n'est survenu entre le 31 décembre 2008 et la date de communication des comptes consolidés. Ces derniers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 20 avril 2009.

**Acéa**

Parc de la Cimaise  
28, rue du Carrousel  
59650 Villeneuve d'Ascq

**Deloitte & Associés**

185 avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

**GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE**

Société Anonyme  
4, Place Richebé  
59800 Lille

**Rapport des Commissaires aux Comptes**  
(sur les comptes consolidés)

---

Exercice clos le 31 décembre 2008



Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés du Groupe Crédit Mutuel Nord Europe, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du

patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note III de l'annexe et la note 5 du § IV de l'annexe, qui exposent le changement de méthode comptable en application de l'amendement à IAS 39 du 13 octobre 2008 qui autorise le reclassement de certains actifs financiers.

De même, nous attirons votre attention sur la note I, ainsi que les notes 11b et 20a de l'annexe liées à la correction d'erreur enregistrée, relative au traitement comptable en IFRS d'engagements consentis à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du Groupe.

## II. Justification des appréciations

La crise financière et économique, qui s'est notamment traduite par la hausse exceptionnelle de la volatilité, la forte contraction de la liquidité sur certains marchés, ainsi qu'une difficulté à apprécier les perspectives économiques et financières, a de multiples impacts sur les établissements de crédit, notamment sur leur activité, leurs résultats, leurs risques et leur refinancement. Cette situation crée, cette année, des conditions spécifiques pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables.

C'est dans ce contexte, en application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce relative à la justification de nos appréciations, que nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre Groupe comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (note III de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, aux méthodologies de dépréciation, et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations individuelles et de portefeuille.
- Les principes comptables et méthodes d'évaluation (§ III), ainsi que les notes 2 à 5 de l'annexe, exposent les principes et méthodes comptables appliqués par votre Groupe relatifs aux positions sur titres et sur instruments financiers dérivés, aux opérations de couverture, ainsi qu'aux reclassements sur certains actifs financiers intervenus en 2008 en application de l'amendement à IAS 39 du 13 octobre 2008. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable, à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions, à la qualification comptable des opérations de couverture, ainsi qu'aux reclassements intervenus en 2008.
- Comme indiqué au § III et dans la note 17 du § IV de l'annexe, votre Groupe comptabilise des provisions techniques propres à l'activité d'assurance. Nous avons examiné les hypothèses et paramètres utilisés, ainsi que la conformité des évaluations obtenues avec les exigences de l'environnement réglementaire et économique.

- Par ailleurs, comme précisé dans l'annexe (§ IV note 18), votre Groupe a reconnu un passif éventuel au titre d'un litige en cours et comptabilisé une provision au titre du risque de contrepartie résultant de la décision de son exécution provisoire. Nous avons examiné les critères d'appréciation des risques relatifs à ce litige et leur traduction comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. Vérification spécifique

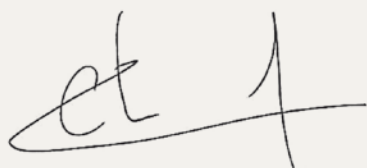
Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Villeneuve d'Ascq et Neuilly-sur-Seine, le 24 avril 2009

#### Les Commissaires aux Comptes

aCéa

Christian CHOUNAVELLE



Deloitte & Associés

Sylvie BOURGUIGNON



### Honoraires des Commissaires aux Comptes

en milliers d'euros

|   | aCéa       |            | Deloitte et Associés |              | Membres du réseau Mazars |            | Membres d'autres réseaux |            |
|---|------------|------------|----------------------|--------------|--------------------------|------------|--------------------------|------------|
|   | 31/12/08   | 31/12/07   | 31/12/08             | 31/12/07     | 31/12/08                 | 31/12/07   | 31/12/08                 | 31/12/07   |
| <b>AUDIT</b>                            |            |            |                      |              |                          |            |                          |            |
| Commissaires aux comptes, certification | 426        | 408        | 916                  | 783          | 258                      | 238        | 568                      | 645        |
| Missions accessoires                    | 0          | 0          | 0                    | 417          | 5                        | 9          | 0                        | 56         |
| <b>SOUS TOTAL</b>                       | <b>426</b> | <b>408</b> | <b>916</b>           | <b>1 200</b> | <b>263</b>               | <b>247</b> | <b>568</b>               | <b>701</b> |
| <b>AUTRES PRESTATIONS</b>               |            |            |                      |              |                          |            |                          |            |
| Juridique, fiscal, social               | 0          | 0          | 52                   | 47           | 0                        | 0          | 12                       | 30         |
| Technologie de l'information            | 0          | 0          | 0                    | 39           | 0                        | 0          | 0                        | 12         |
| Audit interne                           | 0          | 0          | 0                    | 0            | 0                        | 0          | 96                       | 0          |
| Autres                                  | 0          | 0          | 15                   | 90           | 6                        | 0          | 375                      | 119        |
| <b>SOUS TOTAL</b>                       | <b>0</b>   | <b>0</b>   | <b>67</b>            | <b>176</b>   | <b>6</b>                 | <b>0</b>   | <b>483</b>               | <b>161</b> |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>426</b> | <b>408</b> | <b>983</b>           | <b>1 376</b> | <b>269</b>               | <b>247</b> | <b>1 051</b>             | <b>862</b> |



# Informations Juridiques et Administratives

- 111** Attestation du Directeur Général
- 112** Renseignements de caractère général
- 115** Assemblée Générale Ordinaire du 26 Mai 2009 Texte des résolutions
- 117** Table de concordance
  
- 118** Coordonnées des sociétés du Groupe

### Attestation du responsable de la publication du rapport annuel

---

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Lille, le 24 avril 2009



---

**Eric Charpentier**  
Directeur Général

## Renseignements de caractère général concernant la société

La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe est une Société Anonyme Coopérative de Crédit à capital variable, dont le siège social est à Lille, 4 place Richebé. Elle est régie par la Loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés à capital variable, la Loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et la Loi bancaire du 24 janvier 1984 (intégrée dans le Code Monétaire et Financier depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001).

La durée de la Caisse Fédérale est fixée à 99 années, à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés dont le numéro est : RCS Lille B 320 342 264 741 J.

Le Crédit Mutuel Nord Europe existe dans sa configuration actuelle depuis les regroupements intervenus en 1993 et 1994 entre trois Caisses Fédérales de Crédit Mutuel : Nord, Artois-Picardie et Champagne-Ardenne.

Les documents juridiques relatifs au Crédit Mutuel Nord Europe peuvent être consultés au siège social de la société, 4 place Richebé 59000 Lille.

### > Objet social

La Caisse Fédérale a pour but de gérer les intérêts communs des Caisses adhérentes et de leurs sociétaires ainsi que de faciliter le fonctionnement technique et financier des Caisses adhérentes.

Elle a notamment pour objet :

- d'accepter des dépôts de fonds de toutes personnes physiques et morales, particulièrement des Caisses adhérentes, et d'assurer tout recouvrement et paiement pour le compte de ses déposants,
- d'établir entre les Caisses adhérentes, un mécanisme de compensation,
- de faire aux Caisses adhérentes des avances avec ou sans affectation spéciale,
- de faire des remplois de trésorerie ou d'épargne,
- de se procurer les capitaux par emprunts, avances ou escomptes, émissions de titres participatifs ou d'emprunts obligataires, émissions de certificats coopératifs d'investissement, actions à intérêt prioritaire sans droit de vote soumises au régime de l'article 11 bis de la loi du 10 septembre 1947 – les avantages pécuniaires, étant, en pareil cas, fixés par décision du Conseil d'Administration – ainsi que par tout moyen autorisé par la loi de 1947 précitée et les textes subséquents,
- de prendre toute participation dans toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social,
- et plus généralement, d'effectuer, tant pour son propre compte que pour le compte de ses caisses adhérentes, toutes opérations conformément à son statut d'établissement de crédit, tous les services d'investissement, toutes activités de courtage et d'intermédiaire dans le domaine des opérations d'assurances.

### > Répartition statutaire des bénéfices

La Caisse Fédérale est soumise aux dispositions prévues par le statut de la coopération : "les sommes disponibles, après imputation sur les excédents d'exploitation des versements aux réserves légales et du paiement des intérêts aux titres constituant le capital social, sont mises en réserve ou attribuées sous forme de subvention à d'autres coopératives ou oeuvres d'intérêt général ou professionnel".

### > Tenue des assemblées générales

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit chaque année, avant le 31 mai. Elle peut être convoquée extraordinairement chaque fois que le Conseil d'Administration ou un quart des sociétaires le demande. Les motifs de la convocation doivent dans ce dernier cas, être présentés par écrit au Président du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président du Conseil d'Administration. Si le Président du Conseil d'Administration refusait de convoquer l'Assemblée Générale réclamée par un quart des sociétaires, ceux-ci pourraient donner mandat écrit à l'un d'entre eux pour procéder à cette convocation.

La convocation de l'Assemblée Générale est faite au moins quinze jours à l'avance par lettre individuelle ou par publication dans un journal d'annonces légales.

La convocation mentionnera les questions portées à l'ordre du jour et, le cas échéant, la liste des noms du quart des sociétaires qui auraient réclamé la convocation de l'Assemblée Générale.

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration. Il peut comporter, outre les propositions émanant du Conseil d'Administration, toute question présentée au Conseil six semaines au moins avant la convocation de l'Assemblée Générale sur la requête revêtue de la signature d'un dixième au moins du nombre total des sociétaires.

Il ne peut être mis en délibération dans toute Assemblée Générale que les objets portés à l'ordre du jour.



## Renseignements de caractère général concernant le capital

### > Capital social de la Caisse Fédérale

Le capital de la Caisse Fédérale est détenu en totalité par les Caisses Locales de la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe.

Sont sociétaires de la Caisse Fédérale toutes les Caisses de Crédit Mutuel qui auront adhéré à la Fédération et qui, en outre :

ont été agréées et inscrites sur la liste des Caisses de Crédit Mutuel, tenue par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel,  
ont souscrit au moins une action,  
ont accepté toutes les obligations imposées aux sociétaires par les présents statuts et par les règlements de la Caisse Fédérale,  
ont adhéré aux fonds de garantie, de solidarité ou autres, constitués entre toutes les Caisses affiliées à la dite Fédération.

Est admise comme sociétaire toute personne physique ou morale ayant souscrit au moins une part sociale. Pour être admis comme sociétaire, il faut être agréé par le Conseil d'Administration. Ce dernier n'a pas à faire connaître les motifs d'un refus d'admission.

Le capital social de la Caisse Fédérale doit être détenu à plus de 75 % par les Caisses adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe.

### > Montant du capital souscrit, nombre et catégories de titres qui le représentent au niveau globalisé

Le capital social de la Caisse Fédérale est représenté par des parts sociales de 150 euros chacune. Au 31 décembre 2008, il est de 270,5 millions d'euros. Il est entièrement détenu par les Caisses Locales et c'est le capital de ces dernières qui représente la solidité financière de l'ensemble du Groupe CMNE.

Le capital des Caisses Locales est détenu par des sociétaires qui peuvent être des personnes physiques ou morales ayant souscrit au moins quinze parts sociales incessibles et soumises à l'agrément du conseil d'administration.

Le capital des Caisses Locales est représenté par trois types de parts et varie en raison de la négociabilité de certaines catégories de parts conformément au statut des sociétés mutualistes à capital variable:

- les parts A, incessibles, d'une valeur nominale de 1 euro,
- les parts B, négociables, d'une valeur nominale de 1 euro,
- les parts F, négociables avec un préavis de 5 ans, d'une valeur nominale de 500 euros.

Les parts A ne sont pas rémunérées. Les parts B et F peuvent être rémunérées par un intérêt versé annuellement, fixé par l'Assemblée Générale dans le respect des limites prévues par le statut de la coopération et selon les directives fixées par le Conseil d'Administration Fédéral dans le cadre du Règlement Général de Fonctionnement, règlement dont la valeur est identique à celle des statuts.

Au 31 décembre 2008, le capital social était de 1 267 millions d'euros.

### > Variabilité du capital

Les parts B font l'objet, au niveau de chaque Caisse Locale, d'un processus d'émission et de rachat régulier. Les parts F comportent un préavis de 5 ans à partir du moment où le sociétaire en demande le remboursement. Au 31 décembre 2008, les titulaires de 48% de l'encours de parts F avaient déclenché leur préavis de remboursement.

Entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008, le capital social a varié de la manière suivante :

en millions d'euros

| Type de part | 31/12/2007 | 31/12/2008 |
|--------------|------------|------------|
| Parts A      | 94         | 96         |
| Parts B      | 1 044      | 1 033      |
| Parts F      | 128        | 138        |

### > Titres non représentatifs du capital

En novembre 2004, la Caisse Fédérale a procédé à l'émission de Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée dans le cadre des possibilités offertes par la loi de sécurité financière d'août 2003. D'un montant de 150 millions d'euros, ces titres hybrides constituent de la dette au sens comptable et fiscal et des fonds propres de 1ère catégorie (Tier One) au sens réglementaire. Ils ont été émis dans le cadre d'un placement privé et sont cotés à la Bourse du Luxembourg sous le code FR020557761. Ils n'ont pas fait l'objet d'un appel public à l'épargne en France.

En décembre 2004, la Caisse Fédérale a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire à taux fixe à 10 ans, placé auprès de sa clientèle. D'un montant de 35 millions d'euros, il est coté à la Bourse de Paris sous le code FR0010136259. En décembre 2007, un nouvel emprunt obligataire a été émis, également à taux fixe et pour 10 ans. Son montant est de 60 millions d'euros et son code est FR0010547331. En juillet 2008, un autre emprunt obligataire, également à taux fixe pour 10 ans et pour 60 millions d'euros a été émis. Son code est FR0010631770.

## > Évolution du capital

en millions d'euros

| 31/12/04 | 31/12/05 | 31/12/06 | 31/12/07 | 31/12/08 |
|----------|----------|----------|----------|----------|
| 903      | 1 089    | 1 187    | 1 266    | 1 267    |

## > Répartition actuelle du capital et droits de vote

### – Au niveau de la Caisse Fédérale :

Le capital est détenu en totalité par les 173 Caisses Locales adhérant à la fédération.

Le droit de vote est établi selon la règle : une voix de base plus une voix supplémentaire pour 1000 sociétaires, sans que le total puisse dépasser 10 pour une même caisse.

### – Au niveau des Caisses Locales :

Le capital est détenu en totalité par les sociétaires dont le droit de vote est fondé sur la règle : un homme, une voix.

## > Document d'information annuelle

Au cours de l'année 2008, la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe a publié trois documents contenant une information financière. En mai 2008, le rapport annuel relatif à l'exercice 2007. En juin 2008, le dossier de présentation financière requis par la Banque de France pour les émetteurs de titres de créances négociables ; ce dossier a fait l'objet d'une mise à jour en novembre 2008. En juillet 2008, le prospectus d'émission d'un emprunt obligataire, visé par l'AMF sous le N° 08-136.



## Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe

### > Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes de l'exercice 2008 dans leur forme et leur teneur qui se soldent par un excédent de recettes de 10 875,87 euros. L'Assemblée Générale décide de l'affecter en totalité au report à nouveau et donne quitus aux Administrateurs de leur gestion.

### > Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale constate qu'aux termes du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, ceux-ci n'ont été avisés d'aucune convention nouvelle autorisée par le Conseil au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008 et entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L 612 – 5 du Code de Commerce.

### > Troisième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés du Groupe Crédit Mutuel Nord Europe établis selon les normes IFRS et arrêtés à la date du 31 décembre 2008 tels qu'ils lui ont été présentés.

### > Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale arrête le budget de la Fédération à 2 835 000 euros pour l'année 2009.  
La part maximum des cotisations de chaque Caisse adhérente est fixée à 0,01566 % du montant moyen des capitaux gérés en 2008.

### > Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir constaté l'arrivée à échéance des mandats d'administrateurs de Messieurs MASSE, OURY, ROZAT et TOME, réélit pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 :

- Monsieur MASSE  
Demeurant à SAINT AMAND LES EAUX (59230)  
101, rue du Chêne Crupeau
- Monsieur Bertrand OURY  
Demeurant à LA VILLENEUVE SOUS THURY (60890)  
44, rue du Valois
- Monsieur Michel ROZAT  
Demeurant à AMIENS (80000)  
22, rue Henry Montherlant
- Monsieur Maurice TOME  
Demeurant à CAMBRAI (59400)  
43, rue Saint Ladre

Lesquels déclarent accepter leurs fonctions.

### > Sixième Résolution

Le mandat de la société aCéa, Commissaire aux Comptes titulaire, étant arrivé à expiration, l'Assemblée Générale décide de le renouveler pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'année 2014.

### > Septième Résolution

Le mandat de Monsieur Christophe SEGARD, Commissaire aux Comptes suppléant, étant arrivé à expiration, l'Assemblée Générale décide de le renouveler pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'année 2014.

### > Huitième Résolution

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour procéder à toutes les publications et formalités requises par la loi et les règlements.

## Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe

### > Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration, de son Président et des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes arrêtés à la date du 31 décembre 2008 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

### > Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, en prend acte et approuve les conventions visées à l'article L 225 – 38 du Code de Commerce.

### > Troisième Résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2008 s'élevant à 51 352 526,46 euros au report à nouveau.

### > Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale constate que le capital social qui était de 108 174 000 euros en fin d'exercice 2007 s'établit à 270 521 400 euros au 31 décembre 2008.

### > Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir constaté l'arrivée à échéance des mandats d'administrateurs de Messieurs HEDIN, OURY, ROZAT, TAVET, TOME et VASSEUR, réélit comme administrateurs pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 :

- Monsieur Michel HEDIN  
Demeurant à BREXENT ENOCQ (62170)  
17, rue de l'École
- Monsieur Bertrand OURY  
Demeurant à LA VILLENEUVE SOUS THURY (60890)  
44, rue du Valois
- Monsieur Michel ROZAT  
Demeurant à AMIENS (80000)  
22, rue Henry Montherlant
- Monsieur Maurice TOME  
Demeurant à CAMBRAI (59400)  
43, rue Saint Ladre
- Monsieur Philippe VASSEUR  
Demeurant à LILLE (59000)  
22, boulevard de la Liberté

Lesquels déclarent accepter leurs fonctions.

### > Sixième Résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Jacques PETIT demeurant à MARQUION (62860) 460, rue de la Chapelle, en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur Christian TAVET.

Lequel déclare accepter cette fonction.

En conséquence, l'Assemblée Générale met fin au mandat de censeur de Monsieur Jacques PETIT.

### > Septième Résolution

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour procéder à toutes les publications et formalités requises par la loi et les règlements.

| TABLE DE CONCORDANCE  |  | Pages                   |
|---|--|-------------------------|
| <b>RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL</b>  |  |                         |
| • Attestation du Directeur Général  |  | 111                     |
| • Société   |  |                         |
| – Renseignements de caractère général sur la société  |  | 112                     |
| • Capital   |  |                         |
| – Particularités  |  | 113                     |
| – Tableau d'évolution du capital sur 5 ans  |  | 24 et 114               |
| • Information financière  |  |                         |
| – Document d'information annuelle   |  | 114                     |
| <b>CAPITAL ET DROITS DE VOTE</b>  |  |                         |
| Répartition actuelle du capital et des droits de vote                                       |  | 114                     |
| <b>ACTIVITÉ DU GROUPE</b>   |  |                         |
| – Organisation du Groupe  |  | 8 et 9                  |
| – Chiffres clés du Groupe   |  | 6                       |
| – Informations chiffrées sectorielles   |  | 11 à 22                 |
| – Marchés et positionnement concurrentiel de l'émetteur                                     |  | 11 à 22                 |
| – Informations sociales   |  | 38 à 42                 |
| <b>FONDS PROPRES ET GESTION DES RISQUES</b>   |  |                         |
| • Fonds propres   |  | 26                      |
| • Facteurs de risques   |  | 26 à 34                 |
| – Risques de crédit   |  | 26 à 28                 |
| – Risques de marché   |  | 28 à 32                 |
| – Risques opérationnels   |  | 33                      |
| – Risque spécifique – passif éventuel   |  | 34                      |
| • Contrôle et audit   |  | 35                      |
| <b>PATRIMOINE, SITUATION FINANCIÈRE ET RÉSULTATS</b>  |  |                         |
| – Comptes consolidés  |  | 25 et 62 à 67           |
| – Annexe aux comptes consolidés   |  | 68 à 106                |
| – Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés                           |  | 36 - 37<br>et 107 à 109 |
| – Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leur réseau                     |  | 109                     |
| – Ratios prudentiels réglementaires   |  | 6                       |
| <b>GOVERNEMENT D'ENTREPRISE</b>   |  |                         |
| – Composition et fonctionnement des organes d'administration, de direction, de surveillance |  | 46 et 47                |
| – Composition et fonctionnement des comités   |  | 47                      |
| – Rapport du Président sur le contrôle interne  |  | 48 à 56                 |
| – Rapport des Commissaires aux Comptes sur le contrôle interne                              |  | 57                      |
| – Responsabilité sociale de l'entreprise  |  | 43                      |
| <b>ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES</b>  |  |                         |
| – Évolution récente   |  | 44                      |
| – Perspectives  |  | 44                      |

Situation au 30 avril 2009

## Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe (CFCMNE)

4, Place Richebé - BP 1009 - 59011 Lille Cedex

Tél : 03 20 78 38 38

Fax : 03 20 30 86 59

Site Internet : [www.cmne.fr](http://www.cmne.fr)

- Président du Conseil d'Administration : **Philippe VASSEUR**
- Directeur Général : **Eric CHARPENTIER**
- Directeur Général Délégué : **Christian NOBILI**

## Pôle Bancassurance France

### CRÉFIDIS

Société financière de crédit

Siège social : 61 Avenue Halley - 59667 Villeneuve d'Ascq Cedex

Tel : 03 59 31 34 02

Fax : 03 59 31 34 34

Site Internet : [www.crefidis.fr](http://www.crefidis.fr)

- Président du Conseil de Surveillance : **Eric CHARPENTIER**
- Président du Directoire : **Laurent KOCINSKI**

## Pôle Bancassurance Belux

### CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE BELGIUM (CMNE BELGIUM)

Avenue des Arts 6-9 - 1210 Bruxelles (Belgique)

Tél : 00 32 22 89 82 00

Fax : 00 32 22 89 89 90

Président du Conseil d'Administration : **Philippe VASSEUR**

Président du Comité de Direction : **Eric CHARPENTIER**

### CRÉDIT PROFESSIONNEL SA

Avenue des Arts 6-9 - 1210 Bruxelles (Belgique)

Tél : 00 32 22 89 82 00

Fax : 00 32 22 89 89 90

Site Internet : [www.bkcp.be](http://www.bkcp.be)

- Président du Conseil d'Administration : **Eric CHARPENTIER**
- Président du Comité de Direction : **Werner ROGIERS**

### BKCP BRABANT

Boulevard du Régent 58 - 1000 Bruxelles (Belgique)

Tél : 00 32 22 89 84 00

Fax : 00 32 22 89 84 41

Site Internet : [www.bkcp.be](http://www.bkcp.be)

- Président du Conseil d'Administration : **Philippe VASSEUR**
- Président du Comité de Direction : **Koert VERBRUGGEN**

### FEDERALE KAS VOOR HET BEROEPSKREDIET (FKBK)

Doorniksestraat 38 - 8500 Kortrijk

Tel : 00 32 70 22 01 19

Fax : 00 32 56 21 61 95

Site Internet : [www.bkcp.be](http://www.bkcp.be)

- Président du Conseil d'Administration : **Joseph VANDENBERGHE**
- Président du Comité de Direction : **Dirk DISCART**

### BKCP NOORD

Dr. A. Rubbensstraat 45 - 9240 Zele

Tél : 00 32 52 44 54 02

Fax : 00 32 52 44 60 44

Site Internet : [www.bkcp.be](http://www.bkcp.be)

- Président du Conseil d'Administration : **Paul VAN ROMPUY**
- Président du Comité de Direction : **Werner ROGIERS**

### BKCP WALLONIE

41 Rue des Croisiers - 5000 Namur

Tél : 00 32 81 24 21 11

Fax : 00 32 81 24 2196

Site Internet : [www.bkcp.be](http://www.bkcp.be)

- Président du Conseil d'Administration : **Philippe VASSEUR**

### WEST-VLAAMSE BANK (WVB)

Adriaan Willaertstraat, 9 - 8000 Brugge

Tél : 00 32 50 44 59 00

Fax : 00 32 50 33 57 24

Site internet: [www.wvb.be](http://www.wvb.be)

- Président du Conseil d'Administration : **Karel GHESQUIÈRE**
- Président du Comité de Direction : **Noël PAUWELS**

### NORD EUROPE PRIVATE BANK

4 Rue Henri Schnadt - B.P. 1556 - L-1015 Luxembourg

Tél : 00 352 45 45 221

Fax : 00 352 44 98 80

Site Internet : [www.nordeuropebank.lu](http://www.nordeuropebank.lu)

- Président du Conseil d'Administration : **André CORMIER**
- Président du Comité de Direction : **Bernard de THOMAZ**

## Pôle Entreprises

### BCMNE

Banque Commerciale du Marché Nord Europe

4, place Richebé - 59000 Lille

Siège administratif : 7, rue Frédéric Degeorge - 62000 ARRAS

Tél : 03 21 71 71 51

Fax : 03 21 71 71 59

Site Internet : [www.bcmne.fr](http://www.bcmne.fr)

- Président du Conseil de Surveillance : **Philippe VASSEUR**
- Président du Directoire : **François CHABROL**

### BAIL ACTEA

Crédit Bail mobilier

7, rue Frédéric Degeorge - 62000 Arras

Tél : 03 21 71 44 11

Fax : 03 21 71 44 22

Site Internet : [www.bail-actea.fr](http://www.bail-actea.fr)

- Président du Conseil d'Administration : **François CHABROL**
- Directeur Général : **Christian ROUSSEAU**

### BAIL IMMO NORD

Crédit Bail Immobilier

2 rue Andreï Sakharov - 60 Boulevard de Turin - 59777 Euralille

Tél : 03 20 30 73 74

Fax : 03 20 57 62 56

- Président du Conseil d'Administration : **Guy COURBOT**
- Directeur Général : **François CHABROL**

### BATIROC NORMANDIE

Crédit Bail Immobilier

2 rue Andreï Sakharov - BP 148 - 76135 Mont Saint Aignan Cedex

Tél : 02 35 59 44 20

Fax : 02 35 59 13 82

- Président du Conseil d'Administration : **Guy COURBOT**
- Directeur Général : **François CHABROL**

### NORMANDIE PARTENARIAT

2 rue Andreï Sakharov - BP 148 - 76135 Mont Saint Aignan Cedex

Tél : 02 35 59 44 20

Fax : 02 35 59 13 82

- Président du Conseil d'Administration : **François CHABROL**

## Pôle Assurances

### NORD EUROPE ASSURANCES (NEA)

173 Boulevard Haussmann – 75008 Paris

Tél : 01 43 12 90 90

Fax : 01 43 12 90 93

- Président du Conseil de Surveillance : **Philippe VASSEUR**
- Président du Directoire : **Bernard LE BRAS**

### ACMN IARD

Assurances du Crédit Mutuel Nord Iard

4, Place Richebé – 59800 Lille

Tél : 03 28 76 43 83

Fax : 03 28 76 43 80

- Président du Conseil d'Administration : **Bernard LE BRAS**
- Directeur Général : **Xavier LECOMPTE**

### ACMN VIE

Assurances du Crédit Mutuel Nord Vie

173 Boulevard Haussmann – 75008 Paris

Tél : 01 43 12 90 90

Fax : 01 43 12 90 93

Site Internet : [www.acmnvie.fr](http://www.acmnvie.fr)

- Président Directeur Général : **Bernard LE BRAS**

### LA PÉRENNITÉ

173 Boulevard Haussmann – 75008 Paris

Tél : 01 43 12 90 90

Fax : 01 43 12 90 93

Site Internet : [www.laperennite.fr](http://www.laperennite.fr)

- Président Directeur Général : **Bernard LE BRAS**

### NORD EUROPE LIFE LUXEMBOURG

62 Rue Charles Martel – L- 2134 Luxembourg

Tel : 00 352 42 40 20 1

Fax : 00 352 42 40 20 44

Site Internet : [www.nellweb.com](http://www.nellweb.com)

- Président du Conseil d'Administration : **Eric CHARPENTIER**
- Administrateur Délégué : **Bernard LE BRAS**

### COURTAGE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE (CCMNE)

4, Place Richebé – 59000 Lille

Tél : 03 20 78 39 84

Fax : 0820 360 900

- Président : **Bernard LE BRAS**
- Directeur Général : **Jacques NOIZE**

### PÉRENNITÉ ENTREPRISES

5 rue de Dunkerque – 75010 Paris

Tél : 0820 352 352

Fax : 01 43 12 90 93

- Président du Conseil d'Administration : **Bernard LE BRAS**
- Directeur Général : **Odile EZERZER**

### VIE SERVICES

173 Boulevard Haussmann – 75008 Paris

Tél : 01 43 12 90 90

Fax : 01 43 12 90 93

- Président : **Bernard LE BRAS**

## Pôle Gestion pour compte de tiers

### GROUPE UFG

173 Boulevard Haussmann – 75008 Paris

Tél : 01 44 56 10 00

Fax : 01 44 56 11 00

Site Internet : [www.groupe-ufg.com](http://www.groupe-ufg.com)

- Président du Conseil de Surveillance : **Philippe VASSEUR**
- Président du Directoire : **Xavier LEPINE**

### UFG INVESTMENT MANAGERS

Gestion d'actifs

173 Boulevard Haussmann – 75008 Paris

Tél : 01 43 12 01 00

Fax : 01 43 12 01 20

Site Internet : [www.ufg-im.com](http://www.ufg-im.com)

- Président du Conseil de Surveillance : **Eric CHARPENTIER**
- Président : **Xavier LEPINE**
- Directeur Général : **Christian DESBOIS**

### UFG ALTERAM – ALTERNATIVE ASSET MANAGEMENT

Multigestion alternative

173 Boulevard Haussmann – 75008 Paris

Tél : 01 43 12 64 20

Fax : 01 43 12 64 21

Site Internet : [www.ufg-alteram.com](http://www.ufg-alteram.com)

- Président du Conseil de Surveillance : **Xavier LEPINE**
- Président : **Xavier LEPINE**
- Directeur Général : **Christian DESBOIS**

### UFG PRIVATE EQUITY

Capital Investissement

173 Boulevard Haussmann – 75008 Paris

Tél : 01 44 56 41 80

Fax : 01 44 56 41 85

Site internet : [www.ufg-pe.com](http://www.ufg-pe.com)

- Président du Conseil de Surveillance : **Eric CHARPENTIER**
- Président : **Xavier LEPINE**
- Directeur Général : **Patrick LISSAGUE**

### UFG PARTENAIRES

Distribution, commercialisation de produits de placements

173 Boulevard Haussmann – 75008 Paris

Tél : 01 44 56 41 60

Fax : 01 44 56 41 65

Site internet : [www.ufg-partenaires.com](http://www.ufg-partenaires.com)

- Président du Conseil de Surveillance : **Eric CHARPENTIER**
- Président : **Patrick RIVIÈRE**
- Directeur Général : **Thierry SEVOUMIANS**

### UFG REAL ESTATE MANAGERS

Placement immobilier

173 Boulevard Haussmann – 75008 Paris

Tel : 01 44 56 10 00

Fax : 01 44 56 11 00

Site internet : [www.groupe-ufg.com](http://www.groupe-ufg.com)

- Président du Conseil de Surveillance : **Eric CHARPENTIER**
- Président : **Xavier LEPINE**
- Directeurs Généraux : **Jean Marc COLY** et **Marc BERTRAND**









4, place Richebé - 59000 Lille  
Tél. : 33 (0)3 20 78 36 19 - Fax : 33 (0)3 20 78 39 87 - [www.cmne.fr](http://www.cmne.fr)